

# LE GUIDE PRATIQUE de l'auto- entrepreneur

GILLES DAÏD

PASCAL NGUYÊN

EYROLLES

---

Éditions d'Organisation



# **Le guide pratique de l'auto-entrepreneur**

Éditions d'Organisation  
Groupe Eyrolles  
61, bd Saint-Germain  
75240 Paris Cedex 05

[www.editions-organisation.com](http://www.editions-organisation.com)  
[www.editions-eyrolles.com](http://www.editions-eyrolles.com)



Le code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée notamment dans l'enseignement, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'Éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du Droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2009

ISBN : 978-2-212-54355-1

Gilles Daïd et Pascal Nguyen

# **Le guide pratique de l'auto-entrepreneur**

**EYROLLES**

---

Éditions d'Organisation



# SOMMAIRE

Préface : Auto-entrepreneur : la révolution d'un nouveau régime !. . . . .	9
Introduction . . . . .	11
CHAPITRE 1 POURQUOI DEVENIR AUTO-ENTREPRENEUR?. 15	
Pour compléter vos revenus . . . . .	16
Pour tester une idée . . . . .	17
Pour lancer votre boîte . . . . .	18
Pour légitimer une activité jusqu'ici non déclarée. . . . .	19
L'auto-entrepreneur et le portage salarial . . . . .	20
Attention aux pièges ! . . . . .	24
CHAPITRE 2 QUI PEUT DEVENIR AUTO-ENTREPRENEUR ? . 25	
Le cumul d'activités. . . . .	26
Étudiant et auto-entrepreneur . . . . .	26
Salarié du privé et auto-entrepreneur. . . . .	27
Fonctionnaire et auto-entrepreneur . . . . .	32
Retraité et auto-entrepreneur. . . . .	36
Les statuts exclus du dispositif. . . . .	38

Demandeur d'emploi : ce que vous devez savoir. . . . .	38
Le maintien partiel des allocations . . . . .	42
Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) et du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) . . . . .	43
Le dispositif ACCRE pour les auto-entrepreneurs . . . . .	44
Le dispositif NACRE. . . . .	46
Les bonnes questions à se poser . . . . .	47
De l'indépendant déjà en activité vers l'auto-entrepreneur. . . . .	50
Professionnel libéral et auto-entrepreneur . . . .	52
L'indépendant en EURL . . . . .	54
CHAPITRE 3 QUELLES ACTIVITÉS POUR L'AUTO-ENTREPRENEUR ? . . . . .	57
Les différents profils . . . . .	57
Des plafonds à respecter . . . . .	59
Les activités réglementées . . . . .	60
Les activités exclues du régime de l'auto-entrepreneur . . . . .	61
Les possibilités de cumul : commerce et prestations de service . . . . .	61
CHAPITRE 4 LES FORMALITÉS DE CRÉATION. . . . .	63
Où et comment se déclarer ? . . . . .	64
Combien ça coûte ? . . . . .	69
Où domicilier votre activité ? . . . . .	70
Faut-il ouvrir un compte spécifique ? . . . . .	74



CHAPITRE 5 VOS RESPONSABILITÉS . . . . .	75
Vos numéros d'identification . . . . .	76
Déposer une marque . . . . .	77
La protection de vos biens personnels . . . . .	79
Couvrir vos risques professionnels . . . . .	83
Le statut de votre conjoint . . . . .	87
CHAPITRE 6 VOTRE RÉGIME SOCIAL . . . . .	89
Votre taux de prélèvement . . . . .	90
Déclaration et paiement . . . . .	92
La couverture sociale . . . . .	95
La sortie du régime auto-entrepreneur . . . . .	99
CHAPITRE 7 VOTRE RÉGIME FISCAL . . . . .	101
Qui peut opter pour le régime micro-fiscal ? . . . . .	103
Le régime micro-fiscal . . . . .	104
Le régime classique de la micro-entreprise . . . . .	107
La taxe professionnelle . . . . .	110
La franchise de TVA . . . . .	110
CHAPITRE 8 VOS OBLIGATIONS COMPTABLES . . . . .	113
Le livre des recettes . . . . .	115
Le registre des achats . . . . .	116
Les frais professionnels . . . . .	117
Les documents à conserver . . . . .	118
CHAPITRE 9 GÉRER VOTRE AUTO-ENTREPRISE . . . . .	119
Le calcul de votre prix de vente . . . . .	120
Les conditions générales de vente . . . . .	122
Vos devis . . . . .	125
Vos factures d'achat et de vente . . . . .	127

Comment se faire payer ? . . . . .	131
Votre rémunération . . . . .	136
Piloter votre entreprise . . . . .	138
La limite dans le temps . . . . .	143
CHAPITRE 10 DÉVELOPPER VOTRE AUTO-ENTREPRISE . . .	145
L'immatriculation volontaire . . . . .	146
Dépassement du plafond de chiffre d'affaires . .	147
Sortir du régime pour investir . . . . .	149
Embaucher ou sous-traiter ? . . . . .	151
CHAPITRE 11 METTRE FIN À VOS ACTIVITÉS . . . . .	153
Cesser votre activité. . . . .	154
Absence de chiffre d'affaires pendant douze mois . . . . .	154
Céder votre affaire. . . . .	155
La cessation des paiements . . . . .	155
Annexes . . . . .	157
1. Les réseaux d'accompagnement et de financement . . . . .	157
2. Vos sources d'information . . . . .	164
3. Les activités réglementées . . . . .	170
4. Les activités exclues . . . . .	173
5. Les chiffres clés de l'auto-entrepreneur . . .	176
6. Entreprise individuelle et auto-entrepreneuriat . . . . .	178
7. Trouver les bons interlocuteurs . . . . .	180
8. Formulaire P0 : mode d'emploi . . . . .	181
9. Les questions clés . . . . .	184

## PRÉFACE

# Auto-entrepreneur : la révolution d'un nouveau régime !

L'année 2009 marquera une rupture dans l'édition d'ouvrages de sciences économiques et sociales au chapitre « Entrepreneur et création d'entreprise ».

Avec le nouveau statut d'auto-entrepreneur, la France innove et lève tous les freins à l'acte d'entreprendre.

En pleine tempête économique, chacun est concerné par cette nouvelle possibilité qui nous est offerte d'aller tenter l'aventure entrepreneuriale en limitant les risques et en simplifiant à l'extrême toutes les formalités.

Tout devient possible pour tous.

Devenir auto-entrepreneur pour tester un projet, créer son propre emploi, tenter un nouveau job sans quitter le sien, compléter ses revenus...

C'est possible que l'on soit étudiant, salarié, retraité, demandeur d'emploi... et même fonctionnaire.

Ce nouveau statut dont le succès programmé a été immédiat (135 000 auto-entrepreneurs au 1<sup>er</sup> trimestre 2009) devrait contribuer à replacer la France dans le peloton de tête des champions de la création d'entreprise et de l'esprit d'entreprendre.

Puisque les étudiants peuvent aussi devenir auto-entrepreneurs, on peut formuler le vœu que l'Education Nationale suive cette révolution culturelle et inscrive aux programmes des jeunes lycéens des modules de préparation à « l'acte d'entreprendre »

Même si la simplification a été poussée à l'extrême, il reste quelques principes et quelques règles à respecter pour devenir auto-entrepreneur. Les auteurs du

*Guide pratique de l'auto-entrepreneur* ont réalisé cette synthèse remarquable qui va permettre à beaucoup d'entre nous, de passer de l'idée à l'acte, et d'exprimer pleinement nos talents cachés qui se révéleront au fur et à mesure de notre vie d'auto-entrepreneurs.

**Xavier KERGALL**

Président du Salon des Entrepreneurs

## INTRODUCTION

Dans l'ouragan mondialisé qui n'en finit plus de balayer certitudes financières et modèles économiques, le dispositif de l'auto-entrepreneur apparaît comme une oasis salubre et inespérée. Après des décennies de bureaucratie pesante et d'appels à cotisations propres à tuer dans l'œuf toutes les initiatives, nos administrations s'auto-révolutionnent !

Ce bouleversement, on le doit à deux hommes — Hervé Novelli, Secrétaire d'État chargé des entreprises, et François Hurel, Délégué général de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes — qui ont interprété à leur façon une célèbre profession de foi : « travailler plus, pour gagner plus ». Ceux-là ont imaginé que si le Français moyen n'est pas nécessairement tenté par la création d'entreprise « bling-bling », il cherche à coup sûr un moyen de s'en sortir, lorsqu'il ne s'agit pas parfois de survivre tout simplement. C'est ainsi que sous l'impulsion de la loi de modernisation de l'économie votée le 4 août 2008 (loi n° 2008-776), le régime de l'auto-entrepreneur est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Pour la première fois, il devient possible de créer une activité indépendante principale ou accessoire à un autre revenu, dans un cadre légal, sans être harassé de charges à payer avant le premier euro gagné.

Pour la première fois, on ne cotise pour sa protection sociale, sa retraite et son impôt qu'au prorata de ce que l'on encaisse réellement.

Pour la première fois, les organismes de collecte des cotisations sociales et l'administration fiscale travaillent ensemble.

Pour la première fois enfin, il est possible de suspendre ou cesser son activité sans que l'on vienne réclamer des arriérés.

Autre fait historique : un guichet unique sur Internet — [www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr) — centralise la documentation officielle et toutes les formalités.

Les cent vingt mille étudiants, salariés, retraités et demandeurs d'emploi qui ont d'ores et déjà adopté le nouveau système ne s'y trompent pas : ils y voient l'opportunité unique de dépenser juste, pour juste travailler.

Contrecoup de cet enthousiasme, le dispositif inspire ses adversaires. Ils objectent qu'il ne sert finalement qu'à transformer des porteurs de projets en « gagne-petit », à extraire des chômeurs des statistiques et à légaliser tous les petits boulots réalisés jusqu'ici au noir. C'est peut-être aller vite en besogne : un auto-entrepreneur prestataire de services, par exemple, peut gagner plus de 2 000 euros nets d'impôt par mois ; le demandeur d'emploi passe du statut d'allocataire à celui de créateur d'emploi ; quant aux *business* non déclarés, qui peut vraiment s'indigner de les voir rentrer dans le rang ?

Certes, l'auto-entreprenariat est encore jeune et perfectible. Il a ses limites et ses contraintes. Devenir auto-entrepreneur n'est pas la voie universelle pour tous les projets ni toutes les ambitions. Le système ne vous donne pas non plus un blanc-seing pour faire

ou vendre n'importe quoi. Un auto-entrepreneur qui ne respecte pas les règles du métier peut le payer cher : sa responsabilité et ses biens personnels sont en jeu.

Avec ce régime, les politiques livrent un socle administratif, social et fiscal simplifié pour se lancer. Le reste ne se décrète pas, c'est à vous de le construire : la réussite de votre auto-entreprise devra autant à vos qualités personnelles et à l'originalité de votre démarche qu'à la rigueur avec laquelle vous mènerez votre barque.

Peut-être qu'au bout du compte, vous resterez auto-entrepreneur parce que les revenus que vous en tirez suffiront à votre peine. Qui sait si vous n'utiliserez pas ce tremplin avec l'envie de pousser plus loin encore l'aventure ? Dans tous les cas, vous aurez conquis une nouvelle liberté : celle de travailler pour vous.





# Chapitre 1

## Pourquoi devenir auto-entrepreneur ?

Comme vous le découvrirez avec cet ouvrage, le régime de l'auto-entrepreneur, c'est avant tout de la simplicité. Simplicité à créer votre entreprise. Simplicité à la gérer au quotidien. Et le cas échéant, simplicité à en fermer les portes.

Cette simplicité de tous les instants n'a qu'un objectif : permettre à tout un chacun d'exercer une activité professionnelle indépendante. Mais attention : la simplicité présente un revers. Ce nouveau dispositif ne représente pas la panacée en matière d'entreprise. Compte tenu de ses limites (chiffre d'affaires plafonné, absence de TVA, etc.), il ne convient pas à toutes les situations. Pour les projets qui nécessitent d'importants investissements, un ou des salariés ou encore des associés, ce régime n'est absolument pas indiqué.

En revanche, l'auto-entrepreneur s'avère un cadre légal, social et fiscal très intéressant pour des activités unipersonnelles qui ne nécessitent pas d'investir

beaucoup d'argent. Mais notez bien que ce cadre n'est qu'un outil. Encore faut-il avoir un projet ou ne serait-ce que l'envie de se lancer dans l'entrepreneuriat. En effet, quoi qu'en disent certains, il s'agit bel et bien d'entrepreneuriat.

Quels sont donc vos objectifs pour créer une activité indépendante ? Voilà la première des questions à vous poser. S'agit-il de générer un complément de revenus ? De tester une idée ou un marché ? De devenir votre propre patron ? Ou encore de légaliser une activité non déclarée ? Éclairons ici votre projet.

## **POUR COMPLÉTER VOS REVENUS**

La recherche d'un revenu complémentaire peut intéresser beaucoup de monde ; en premier lieu, les salariés à temps partiel, les intérimaires, les étudiants et les retraités qui subissent de plein fouet la baisse du pouvoir d'achat. Mais cela concerne aussi les salariés à temps plein dont la rémunération n'évolue pas.

Si vous entrez dans l'une de ces catégories, démarrer une activité lucrative annexe peut constituer la solution. Et dans ce cas, créer sous le régime de l'auto-entrepreneur s'avère tout indiqué. Premièrement, c'est en effet une forme d'entreprise facile à mettre en œuvre et à gérer. Voilà un atout important pour les actifs et les étudiants dont l'énergie ne sera pas dépensée en formalités administratives. Deuxièmement, il ne grèvera pas le budget du foyer si aucun chiffre d'affaires n'est réalisé. Les mois où vous n'encaissez rien ne vous coûteront aucune charge, ni sociale, ni fiscale.

Et si votre situation professionnelle évolue et que vous n'avez plus de temps à y consacrer — ou espé-

rons, plus besoin —, la fermeture de votre entreprise ne sera qu'une simple formalité, sans conséquences financières si vous avez honoré vos échéances et si aucun emprunt n'est venu alourdir la structure.

## **POUR TESTER UNE IDÉE**

Avant de se lancer corps et âme dans un projet d'entreprise, ne serait-il pas appréciable de pouvoir tester une idée ou un marché en situation réelle ? De profiter d'un congé sans solde, d'une mise à disposition ou d'un long congé pour faire ce test ?

Avec le cadre juridique de l'auto-entrepreneur, c'est possible. Puisque cela ne coûte rien, vous pouvez créer une activité, en faire la promotion et démarcher d'éventuels clients sans risque. En plus, vous disposez d'un cadre légal pour le faire. Si d'aventure, des prospects se transformaient plus vite que prévu en clients sur le point de signer un contrat ou d'acheter, vous disposeriez déjà de la structure pour concrétiser la vente. Cela éviterait de les faire patienter et de prendre le risque de les perdre. Dans ces conditions, le régime de l'auto-entrepreneur serait un véritable tremplin.

Durant cette phase de test, vos efforts ne portent pas leurs fruits ? Vous ne parvenez pas à séduire des clients et à remporter des marchés ? Votre idée de départ s'avère finalement inintéressante en l'état ? Votre prix semble mal adapté ? Mettez alors en sommeil les activités de votre entreprise le temps d'affiner votre projet. N'étant pas soumis à des charges sociales si vous n'encaissez rien, vous ne subirez pas de pressions d'ordre financier durant cette pause.

Enfin, vous pouvez mettre fin à votre entreprise à tout moment et sans casse si vous vous rendez compte que certaines compétences vous manquent, que vous n'êtes pas dans les bonnes conditions pour démarrer une nouvelle activité, que finalement vous n'êtes pas fait pour l'entrepreneuriat, ou encore qu'être sur tous les fronts (commercial, production, gestionnaire, etc.) n'est pas votre tasse de thé.

## **POUR LANCER VOTRE BOÎTE**

Passionné qui a un savoir ou un savoir-faire à exploiter, chômeur résolu à créer son propre emploi, salarié qui envisage d'être seul maître à bord ou retraité ne désirant pas raccrocher... Les raisons d'entreprendre sont nombreuses et variées.

Toutefois, même si l'envie, l'énergie et la maturité du projet sont bien au rendez-vous, il peut se révéler salvateur de s'engager d'abord dans une structure légère telle que celle proposée par le dispositif de l'auto-entrepreneur. La gestion simplifiée de ce régime permet au chef d'entreprise qui débute de se focaliser d'abord sur l'essentiel, à savoir conquérir et satisfaire sa clientèle. Débuter avec le régime général de l'entreprise individuelle ou, plus complexe encore, dans le cadre très formaliste d'une société (EURL, SARL, SA, etc.) nécessite d'assimiler rapidement de nombreux éléments de gestion et engage un certain nombre de frais.

Une fois que vous aurez prouvé vos capacités à diriger une entreprise, il sera toujours temps de réfléchir à un autre régime ou à un autre statut. C'est là une réflexion importante, car l'administration et le montant des charges ne seront plus les mêmes. L'un et l'autre monteront en puissance.

## **POUR LÉGITIMER UNE ACTIVITÉ JUSQU'ICI NON DÉCLARÉE**

Inutile de se voiler la face. Nombreuses sont les personnes qui exercent une **activité non déclarée**, dite au « noir », soit en toute connaissance de cause, pour éviter les charges sociales et fiscales, soit en pensant parfois agir dans la légalité. Ainsi, certains croient-ils qu'une tolérance existe pour le particulier afin qu'il puisse encaisser une facture en dehors de toute structure administrative. Ceci pour s'affranchir de payer un salaire et éviter le paiement de cotisations auprès des organismes sociaux. Selon diverses rumeurs, un quidam sans numéro de Siret pourrait encaisser jusqu'à 5 000 ou 7 600 euros sans avoir à les déclarer et en fournissant une « facture » quelconque. C'est tout bonnement faux.

En résumé, il n'y a que deux façons d'être rémunéré pour un travail en France : le salariat ou la facturation que seule une entreprise dûment enregistrée peut utiliser. Si vous ne remplissez pas ces conditions, vous êtes dans l'illégalité. Or, exercer une activité lucrative, récurrente et sans déclaration auprès d'aucun organisme est considéré comme du « travail dissimulé par dissimulation d'activité » (Code du travail, art. L. 8221-1 à L. 8221-4). Vous encourez un emprisonnement de trois ans et une amende de 45 000 euros. Sans parler des conséquences pénales pour l'établissement de fausses factures, puisque réalisées sans numéro de Siret.

Mais au-delà de ce risque pénal, il y a le risque d'accident et de ses conséquences. Une blessure grave, voire incapacitante, survenue sur le lieu d'exécution de l'activité ne serait couverte par aucune assurance. Les conséquences financières pourraient être fâcheuses.

Plutôt que prendre de tels risques, mieux vaut travailler dans la légalité en officiant sous le régime de l'auto-entrepreneur. Les formalités de création sont rapides et gratuites. Quant aux charges, elles sont moins élevées que dans d'autres types d'entreprise et calculées sur les encaissements.

Et même pour des activités sans risque accidentel, il est indispensable d'agir en respectant la loi. Par exemple pour des ventes sur Internet régulières et d'une certaine importance, il vous est maintenant conseillé d'ouvrir une entreprise sous le régime de l'auto-entrepreneur. Le site d'enchères eBay incite ainsi les particuliers qui réalisent régulièrement un chiffre d'affaires d'au moins 2 000 euros par mois à se déclarer comme professionnels, et donc à devenir auto-entrepreneurs. Si vous franchissez le pas, il faudra revoir vos prix à la hausse pour compenser les charges sociales et fiscales. Mais vous travaillerez ensuite en toute légalité. Et cela n'a pas de prix.

## **L'AUTO-ENTREPRENEUR ET LE PORTAGE SALARIAL**

Le **portage salarial** est un dispositif réglementé qui permet d'exercer une activité professionnelle ou de répondre à une mission ponctuelle à titre de prestataire autonome. Avec un avantage en plus : un statut de salarié et un contrat de travail. Le porté prospecte sa clientèle et négocie lui-même la nature de sa prestation : contenu, délai, durée et tarif. Il reste à la charge de la société de portage de signer un contrat de prestation avec le client, de s'occuper de la facturation et d'établir un contrat de travail au porté. En contrepartie de son entremise, la société de portage prélève des frais de gestion administrative (entre 5 et 15 %) sur la facture finale. Le solde est versé au porté,

déduction faite des charges patronales et salariales (45 % environ).

Souple et sécurisant (voir le tableau comparatif suivant), le portage salarial peut être vu comme une opportunité de tester un marché ou une idée, sans risque et sans avoir à créer une entreprise. À une double condition : d'une part, il faut exercer une activité qui entre dans le champ des missions acceptées par les sociétés de portage : conseil, audit, création de site Internet, formation, animation, cycle de conférences, etc. Ainsi, les métiers réglementés sont exclus du dispositif. D'autre part, il faut accepter le principe de céder à peu près la moitié de ses recettes.

**Tableau 1 – Auto-entrepreneuriat et portage salarial : comparaison des dispositifs**

	<b>Auto-entrepreneur</b>	<b>Portage salarial</b>
<b>Domaine d'intervention</b>	Un grand nombre de domaines (commerce, artisanat, activité libérale) y compris les secteurs réglementés, lorsque l'entrepreneur remplit les conditions d'exercice.	Prestations intellectuelles dans la plupart des cas. Les métiers réglementés et les professions qui nécessitent l'usage d'un outil sont exclus.
<b>Vente aux particuliers (marchandises/prestations de service)</b>	Oui, dans le respect des dispositions réglementaires en matière de protection des consommateurs.	Impossible, sauf à mettre en place un montage administratif complexe.
<b>Charges sociales à payer</b>	De 12 à 21,3 % selon la nature de l'activité.	45 % de charges.
<b>Relations avec le client</b>	Contact direct.	Contact direct jusqu'à la facturation.
<b>Date de paiement de la prestation</b>	Selon la date de paiement définie sur la facture (en théorie).	Salaire mensualisé ou versé après paiement du client.

<b>Obligations comptables</b>	Tenue d'une comptabilité simplifiée à un livre des recettes et éventuellement un registre des achats.	Aucune.
<b>Actions commerciales</b>	À la charge du créateur/prestataire porté.	
<b>Formalités à accomplir</b>	Déclaration d'activité auprès d'un Centre de formalités des entreprises (CFE) ou sur Internet.	Prise en charge administrative du devis client jusqu'au paiement du salaire. La société de portage doit signer une convention avec le porté et un contrat de mission avec le client.
<b>Protection sociale</b>	Au niveau du régime général de la Sécurité sociale hors assurance chômage.	Équivalente au régime général de la Sécurité sociale des salariés.
<b>Maintien ou ouverture de droits à indemnisation chômage</b>	Maintien des droits sous certaines conditions.	Oui (maintien et ouverture de droits).
<b>Limite de chiffre d'affaires</b>	80 000 € HT pour la vente de marchandises. 32 000 € HT pour les prestations de service.	Aucune.
<b>Engagement du patrimoine personnel</b>	Oui avec possibilité d'en protéger une partie (biens immobiliers).	Non.
<b>Assurance des risques professionnels</b>	Souscription volontaire.	Incluse.



**Tableau 2 – Auto-entrepreneuriat et portage salarial :  
simulation de revenus nets hors impôt**

	<b>Auto-entrepreneur prestataire de service</b>	<b>Consultant en portage salarial</b>
<b>Prestation facturée à un professionnel</b>	1 500 € HT	1 500 € HT
<b>Frais de gestion prélevés par la société de portage (en moyenne 10 %)</b>		– 150 €
<b>Charges sociales (18,3 %)</b>	– 274,50 €	
<b>Charges patronales et salariales (env. 45 %)</b>		– 607,50 €
<b>Revenu net avant impôt</b>	1 225,50 €	742,50 €

Dans l'absolu, il est possible — et certaines sociétés de portage mettent désormais en avant cette possibilité — de cumuler une situation d'auto-entrepreneur et un statut de porté. Ceci peut s'avérer intéressant pour l'encaissement de recettes qui, si elles étaient intégrées au chiffre d'affaires de l'auto-entrepreneur, le feraient sortir du régime.

Hors de ce schéma, lorsque l'on compare les sommes engrangées par l'entrepreneur et le porté, on cherche où est l'intérêt du portage sinon pour la société qui délivre le « service ». Au lieu d'encaisser 1 225,50 euros sur 1 500 euros en tant qu'auto-entrepreneur, le porté ne percevra que 742,50 euros. La différence se chiffre à 483 euros sur 1 500 euros facturés !

## ATTENTION AUX PIÈGES !

Vous recherchez un emploi et une entreprise vous demande de devenir auto-entrepreneur pour travailler avec elle plutôt que d'être embauché. Attention à ce que vous allez perdre ! Tout d'abord, vous n'auriez pas droit aux congés payés. Il vous reviendra d'intégrer cela dans votre prix, tout comme les cotisations sociales que vous aurez à payer, puis à réussir à négocier ce prix. Ensuite, l'entreprise ne cotiserait pas pour l'assurance chômage à laquelle vous pourriez prétendre en cas de rupture de contrat de travail. Et n'ayant pas de contrat de travail, l'entreprise se trouverait libérée de toute obligation contractuelle vis-à-vis du collaborateur que vous ne seriez pas. Elle pourrait donc à tout moment cesser de travailler avec vous... avec ce que cela engendre de pression sur vos prix.

Autre situation piégée : vous êtes salarié et l'entreprise qui vous emploie vous demande de démissionner et de devenir auto-entrepreneur. Sachez que l'entreprise ne prendra pas le risque de vous faire travailler ensuite. En effet, un **lien de subordination** pourrait être constaté par les organismes sociaux et un redressement de charges serait alors effectué. Vous perdriez votre emploi ainsi que votre client.

## Chapitre 2

# Qui peut devenir auto-entrepreneur ?

Comme nous l'avons vu, le régime de l'auto-entrepreneur permet à tous les Français qui le souhaitent — étudiants, demandeurs d'emploi, salariés, fonctionnaires, retraités, inactifs — de se mettre à leur compte ou de créer une activité indépendante en complément d'un revenu principal. Les secteurs économiques concernés sont le commerce, l'artisanat et les prestations de service. Les activités liées à l'agriculture, relevant d'un régime fiscal différent, n'entrent pas dans le dispositif.

L'auto-entrepreneuriat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, intéressera particulièrement celles et ceux tentés de monter une petite affaire mais jusque-là découragés par la lourdeur des formalités et le poids des charges sociales qui les guettaient avant même de gagner leur premier euro.

Seules les personnes physiques fiscalement domiciliées en France et exerçant en « solo » bénéficient de ce régime. Les sociétés (personnes morales) ne peuvent pas se transformer en auto-entreprises. L'auto-entrepreneur est avant tout un entrepreneur

individuel, inscrit comme tel auprès du Registre national des entreprises (RNE), et bénéficiant d'un formalisme allégé : dispense d'immatriculation à un registre professionnel et déclarations sociales et fiscales simplifiées. Ainsi, au sein d'un même foyer fiscal, rien n'empêche un mari, son épouse et leurs enfants (sous conditions pour les mineurs) de développer chacun une activité dans le cadre de l'auto-entrepreneuriat.

Les citoyens d'un État membre de l'Union Européenne (UE) ou d'un autre État signataire de l'accord sur l'Espace Économique Européen (EEE) peuvent devenir auto-entrepreneurs à condition d'être domiciliés en France. Le régime est accessible également aux ressortissants des autres pays dès lors qu'ils sont titulaires d'une carte de résident leur permettant d'exercer une activité non-salariée en France.

## **LE CUMUL D'ACTIVITÉS**

C'est l'une des grandes forces du nouveau système : autoriser et faciliter la cohabitation d'un statut social et la pratique d'une activité indépendante lucrative, occasionnelle ou régulière.

## **ÉTUDIANT ET AUTO-ENTREPRENEUR**

Pour la loi, vous pouvez être **étudiant** et auto-entrepreneur dès lors que vous ne vous lancez pas dans une activité réglementée pour laquelle vous n'avez ni les diplômes ni les qualifications professionnelles nécessaires (cette obligation s'impose à tous les futurs entrepreneurs). Si vous êtes bénéficiaire d'une bourse ou d'un prêt d'honneur « étudiant », vous pouvez cumuler activité professionnelle et études à condition de respecter vos obligations d'assiduité aux cours et de présence aux

stages et examens (Bulletin officiel n° 26 du 26 juin 2008, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Sachez, en revanche, que les recettes tirées de votre nouvelle activité au titre de l'année N seront prises en compte en N+2 pour le maintien éventuel de votre bourse. Enfin, en tant qu'étudiant entrepreneur, vous bénéficiez, à l'échelle nationale, de différentes mesures d'accompagnement et de financement : Bourse Défi Jeunes, Prêt à la Création d'Entreprise (PCE), etc.

Un enfant mineur peut également devenir auto-entrepreneur, mais, selon sa situation, il ne pourra pas exercer tous les métiers. Ainsi, un mineur, émancipé ou pas (lire l'encadré), peut exercer en tant que professionnel libéral s'il respecte les conditions d'accès au métier. En revanche, les activités de l'artisanat ne sont accessibles qu'aux mineurs émancipés. Enfin, quelle que soit sa situation juridique, un mineur ne peut avoir la qualité de commerçant au regard de la loi.



### À retenir

Un mineur, âgé au minimum de 16 ans, peut obtenir son émancipation soit du fait de son mariage, soit à la suite d'une demande de ses représentants légaux au juge des tutelles.

## SALARIÉ DU PRIVÉ ET AUTO-ENTREPRENEUR

Démarrer une activité indépendante sans lâcher son boulot était compliqué, voire impossible à gérer il n'y a encore pas si longtemps. Avec son formalisme allégé (déclaration d'activité simplifiée, obligations comptables rudimentaires), l'auto-entrepreneuriat modifie la donne : désormais, tous les **salariés du privé**, quel que soit leur contrat de travail (CDI, CDD,

temps partiel, contrat d'accompagnement dans l'emploi, etc.), peuvent se lancer.

### **Vos engagements vis-à-vis de votre employeur**

Si l'aventure vous tente, vous n'avez aucune déclaration préalable à faire auprès de votre employeur, ni de limite d'heures à ne pas dépasser au titre de votre activité d'auto-entrepreneur. Vous pouvez, par ailleurs et sous certaines conditions, obtenir un congé non rémunéré d'un an pour création d'entreprise (renouvelable une fois). En revanche, la législation vous impose d'autres contraintes. Ainsi, vous devez exercer en dehors des horaires de travail de l'entreprise. De plus, vous êtes tenu à un **devoir de loyauté** à l'égard de votre employeur : sauf accord exprès, vous ne pouvez pas utiliser le matériel et/ou les locaux de la société et encore moins démarcher les clients de l'entreprise pour votre propre compte. Vous vous interdirez également de dénigrer les produits, les services ou la politique de votre employeur. Vérifiez votre contrat de travail : il est possible que, dans des bornes fixées par la jurisprudence, des restrictions limitent votre droit de créer une entreprise et/ou que votre obligation de loyauté (une clause de non-concurrence par exemple) se prolonge après avoir quitté la société.



#### **À retenir**

##### **Devenir auto-entrepreneur durant un congé sans solde**

Les congés sans solde ne sont pas soumis à un cadre juridique particulier. Si l'employeur autorise un salarié à prendre des congés sans solde, rien n'empêche celui-ci de mettre à profit ce temps pour créer son entreprise, dans le respect de son obligation de loyauté envers son employeur.

## À retenir

### Les clauses limitatives du contrat de travail

La **clause d'exclusivité** est une mention du contrat de travail destinée à empêcher le salarié concerné d'exercer une autre activité professionnelle pendant la durée de son contrat de travail, pour son propre compte, ou pour un autre employeur. Cette clause ne peut pas vous être opposée par votre employeur au cours de la première année de création de votre entreprise.

La **clause de non-concurrence** a pour but d'empêcher le salarié d'exercer une activité professionnelle concurrente susceptible de porter préjudice à son employeur après la rupture de son contrat de travail. Pour être opposable au salarié cette interdiction doit :

- servir la protection des intérêts de l'entreprise ;
- être limitée dans le temps et dans l'espace ;
- tenir compte des spécificités de l'emploi du salarié ;
- comporter une contrepartie financière.

À défaut de remplir ces conditions, les tribunaux risquent fort de considérer que la clause de non-concurrence est inapplicable.

### Cotisations obligatoires

En France, le **principe de solidarité** commande que des cotisations sociales soient dues sur chaque source de revenu. Par conséquent, le salarié, tout comme l'étudiant, le demandeur d'emploi ou le retraité auto-entrepreneur, doit payer des charges sociales au titre de son activité indépendante, même s'il bénéficie d'une couverture sociale par ailleurs. Ces versements sociaux sont calculés en fonction de taux appliqués

au chiffre d'affaires réalisé (lire en page 90). Les organismes collecteurs n'accordent pas de réduction particulière sur les cotisations, quand bien même ils ne vous verseraient aucune prestation. En effet, dans les faits, lorsque vous exercez plusieurs métiers (salarié et entrepreneur par exemple), vous ne pouvez prétendre au bénéfice de prestations sociales qu'auprès du régime correspondant à votre activité principale. En revanche, tant que votre activité principale reste le salariat, vous continuez à bénéficier des allocations familiales gérées par votre Caisse des Allocations Familiales (CAF) ou la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

En pratique

Comment déclarer votre revenu de salarié lorsque, en parallèle, vous êtes auto-entrepreneur ? Vous continuez à inscrire dans votre déclaration d'impôt sur le revenu vos salaires dans la catégorie des traitements et salaires.

### **L'exonération de charges sociales**

En tant que salarié-créditeur, vous pouvez solliciter l'URSSAF pour une exonération des charges sociales sur un an mais à une double condition :

- avoir exercé au moins 910 heures d'activité salariée au cours des douze mois précédant la création de l'entreprise ;
- maintenir au moins 455 heures d'activité salariée dans les douze mois qui suivent le démarrage de l'entreprise.

Pour justifier que ces conditions sont bien remplies, il est nécessaire de joindre à votre demande d'exonération un justificatif : attestation de l'employeur ou copie des bulletins de salaire. En pratique, la



demande est adressée sur courrier simple à chaque organisme social dont vous dépendez au titre de votre activité indépendante :

- pour les artisans et les commerçants : le Régime Social des Indépendants (RSI) ;
- pour les professionnels libéraux : le RSI (au titre de la maladie), l'URSSAF (pour les allocations familiales) et la caisse d'assurance vieillesse dont vous dépendez.

Dans l'idéal, le salarié auto-entrepreneur formulera sa demande d'exemption à l'issue de sa déclaration d'activité au Centre de formalités des entreprises (CFE) et, au plus tard, avant la fin de la période d'exonération. Cette franchise porte sur vos cotisations obligatoires personnelles (assurance maladie-maternité, assurance veuvage, vieillesse, invalidité-décès et cotisations d'allocations familiales) dans la limite d'un revenu de 120 % du SMIC. Restent dues la CSG/CRDS, les cotisations d'accidents du travail et la retraite complémentaire obligatoire.

Si vos revenus excèdent le plafond de 120 % du SMIC brut (18 433 euros en 2008), vous bénéficierez de l'exonération de charges sociales pour la partie de vos gains ne dépassant pas ce seuil. Seuls les revenus supérieurs à cette limite seront soumis à cotisations sociales. Au cours de cette période d'exonération, vous ne pourrez pas bénéficier du régime micro-social (lire page 89) ouvert aux auto-entrepreneurs.

### **Votre assurance chômage**

Enfin, imaginons que vous soyez devenu auto-entrepreneur après avoir été licencié ou avoir démissionné de votre emploi de salarié. À l'époque, vous aviez créé votre entreprise sans déposer de demande d'allocation chômage. Hélas, vous êtes contraint de

mettre fin à votre activité indépendante : vous pouvez malgré tout faire valoir vos droits à des indemnités chômage au titre de l'activité salariée antérieure, durant les trois ans qui suivent la fin de votre emploi salarié. Voilà un filet de sécurité fort appréciable.

En pratique

Vous étiez salarié depuis plusieurs années. Vous avez subi un licenciement le 1<sup>er</sup> mars 2009 avec un préavis de deux mois non effectué. En septembre 2009, vous créez votre entreprise sous le régime de l'auto-entrepreneur. En cas d'échec de votre activité indépendante, vous disposez de trois ans à compter du 30 avril 2009 pour bénéficier de vos droits à allocations chômage au titre de votre ancien statut de salarié.

## FONCTIONNAIRE ET AUTO-ENTREPRENEUR

La loi du 13 juillet 1983 encadre les conditions de cumul d'activités pour les agents de l'État, des collectivités territoriales, établissements publics et établissements hospitaliers. Le principe affirmé est que le **fonctionnaire** consacre l'intégralité de son temps de service aux tâches qui lui sont confiées et que son activité privée lucrative ne doit pas nuire au fonctionnement normal du service public.

Fonctionnaires titulaires et stagiaires, agents contractuels et ouvriers des établissements industriels de l'État peuvent, dans une certaine mesure, déroger à cette règle pour créer une activité dans le cadre légal de l'auto-entrepreneur. La tolérance de l'administration s'apprécie selon la nature des contrats de travail :

## **Le fonctionnaire à temps plein ou à temps partiel**

Par définition, il s'agit d'un agent public qui a le libre choix de son temps de travail. Sa demande de cumul est soumise à autorisation de la part de son administration (lire plus loin). Dès lors, il peut être autorisé à exercer une **activité accessoire** sous le régime de l'auto-entrepreneur, sans limitation dans le temps, et dans l'un des domaines suivants :

- expertises ou consultations auprès d'une société ou d'un organisme privé ;
- enseignement ;
- formation ;
- petits travaux ménagers réalisés chez les particuliers ;
- production d'œuvres de l'esprit ;
- activité de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise commerciale ou artisanale.

L'article 2 du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 liste les activités concernées.

Lorsque la demande de cumul est motivée par le projet de créer une **activité commerciale, artisanale ou libérale** à travers le dispositif de l'auto-entrepreneur, la dérogation peut être accordée pour un délai d'un an, renouvelable une fois. Dans cette situation, le fonctionnaire peut demander à bénéficier d'un temps partiel qui ne peut lui être refusé. Au terme de la période de cohabitation entre mission de service public et exercice d'une activité lucrative indépendante, l'agent concerné doit choisir entre deux possibilités. Il peut démissionner ou demander une disponibilité pour convenances personnelles s'il décide de poursuivre son aventure entrepreneuriale. La disponibilité correspond à un congé non rémunéré

d'une durée de deux ans maximum, accordé sur autorisation. Autre possibilité : il doit cesser son auto-entreprise.

### **Le fonctionnaire à temps partiel inférieur de moitié à la durée légale de travail**

Dans cette situation, l'agent ne choisit pas la durée de son temps de travail. Pour cumuler son emploi et une activité indépendante, il n'est tenu qu'à une déclaration préalable auprès de son administration. Il peut donc exercer en tant qu'auto-entrepreneur sans limite dans le temps. Cependant, l'autorité dont il relève peut lui demander de cesser son activité d'auto-entrepreneur si elle constate que celle-ci perturbe le fonctionnement du service ou porte atteinte à la dignité des fonctions exercées par l'agent dans l'administration.

### **Se déclarer auto-entrepreneur auprès de sa hiérarchie**

Si vous êtes dans la situation du fonctionnaire futur auto-entrepreneur, vous devez présenter une déclaration écrite à l'autorité dont vous relevez, deux mois au moins avant la date de création de votre activité indépendante. Cette déclaration mentionne la forme et l'objet social de l'entreprise, son secteur et sa branche d'activité ainsi que, le cas échéant, la nature et le montant des subventions publiques dont votre projet bénéficie.

Vos responsables de service disposent de quinze jours pour transmettre le dossier accompagné de leur propre appréciation à la commission de déontologie pour avis consultatif. Cette commission, qui siège à la **Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)**, examine seulement la compatibilité du projet avec l'emploi occupé par le demandeur

au sein de l'administration et s'assure en particulier que :

- votre future activité d'auto-entrepreneur ne vous place pas en situation de prise illégale d'intérêts au sens de l'art. 432-12 du Code pénal ;
- votre future activité ne porte pas atteinte à la dignité de la fonction publique et ne risque pas de compromettre ou de mettre en cause le fonctionnement normal, l'indépendance ou la neutralité du service qui vous emploie.



### À retenir

Voici les références des textes réglementaires :

- loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 ;
- décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 ;
- circulaire n° 2157 du 11 mars 2008.

La commission a un mois pour rendre un avis. Il appartient ensuite à votre autorité administrative de se prononcer, en dernier ressort, sur le cumul d'activité au regard des obligations de service. Sachez toutefois que l'Administration ne peut pas s'opposer à une demande de temps partiel pour un motif lié à l'intérêt du service : le temps partiel est accordé de droit pour un fonctionnaire qui crée une entreprise (art. 46-1 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986). À l'issue de la première année de cumul de statuts fonctionnaire/ auto-entrepreneur, la demande de renouvellement n'est pas soumise à consultation de la commission de déontologie. Enfin, le gouvernement prépare actuellement des évolutions juridiques qui permettront de progresser encore sur la voie de l'assouplissement du cumul d'activité.



### À retenir

La circulaire du 31 octobre 2007 du ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique définit les modalités d'exercice d'une activité privée par un fonctionnaire ou un agent non-titulaire ayant cessé temporairement ou définitivement ses fonctions au sein de l'Administration. Ce texte précise également les modalités de cumul d'une activité d'auto-entrepreneur préexistante avant le recrutement en tant que fonctionnaire ou agent contractuel et la fonction d'agent public ([www.fonction-publique.gouv.fr/IMG/circulaire\\_deontologie\\_20071031.pdf](http://www.fonction-publique.gouv.fr/IMG/circulaire_deontologie_20071031.pdf)).

## RETRAITÉ ET AUTO-ENTREPRENEUR

### L'assouplissement du cumul

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009 a assoupli les règles de cumul emploi-retraite pour les **retraités** qui créent une activité sous le régime de l'auto-entrepreneur. Désormais, le cumul est possible sans aucune restriction dans l'activité ni limite de plafond. Il concerne tous les ex-salariés du régime général (y compris les ex-fonctionnaires), du régime agricole et des régimes alignés, à la condition d'avoir exercé leur droit au départ en retraite à partir de 60 ans s'ils ont cotisé suffisamment pour obtenir une pension à taux plein ou de 65 ans dans le cas contraire.

Pour les retraités partis en retraite sans taux plein ou avant 65 ans, la nouvelle loi de Sécurité sociale ne change rien : les anciennes règles de calcul sont toujours en vigueur. Notez que si vous êtes retraité(e) d'un régime de non-salariés (RSI ou URSSAF), la

reprise d'une activité non salariée en tant qu'auto-entrepreneur peut avoir des incidences (diminution ou suspension) sur le versement de votre pension de retraite. Le site officiel de l'auto-entrepreneur livre tous les détails à la rubrique « Documents utiles ».

### **Les conditions du cumul pour les retraités du régime général**

En reprenant une activité professionnelle sous le régime de l'auto-entrepreneur, vous êtes redevable des cotisations de Sécurité sociale et d'assurance vieillesse de base et complémentaire, calculées sur vos recettes déclarées. Ces charges sont versées chaque mois ou chaque trimestre (régime micro-social, lire page 92).

En termes de prestations complémentaires, si la nouvelle activité d'auto-entrepreneur relève du régime social qui verse la pension de retraite en tant que salarié, celui-ci n'a pas de droits supplémentaires en ce qui concerne la pension de base et complémentaire.

Les ex-artisans, eux, n'ont pas de droits supplémentaires concernant la pension de base. En revanche, les cotisations versées créent de nouveaux droits en matière de retraite complémentaire.

Quant aux anciens commerçants et industriels, ils n'ont pas de droits supplémentaires en ce qui concerne la pension de base. En revanche, ils obtiennent de nouveaux droits pour la retraite complémentaire, sauf s'il s'agit d'une reprise d'activité.

Enfin, les retraités professionnels libéraux n'ont pas de droits supplémentaires pour la pension de base et retraite complémentaire.

Par ailleurs, si votre nouvelle activité d'auto-entrepreneur ne relève pas du régime qui verse votre pension de retraite, vos cotisations versées auprès des régimes

de base et complémentaires sont productives de droits supplémentaires (hors avocats).



### À retenir

Si vous êtes bénéficiaire d'une pension d'invalidité, nous vous recommandons d'interroger la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) qui verse votre indemnité afin de vérifier les conditions de maintien de votre pension associée à l'exercice d'une activité sous le régime de l'auto-entrepreneur.

## LES STATUTS EXCLUS DU DISPOSITIF

Quelques statuts dérogatoires ne sont pas compatibles avec le régime de l'auto-entrepreneur. Sont notamment exclus les parents bénéficiant d'un **congé maternité** ou **paternité** pris en charge par le régime général de la Sécurité sociale. L'exercice d'une activité professionnelle pourrait en effet entraîner la perte des indemnités journalières et un licenciement pour motif justifié.

Sont également exclues les personnes bénéficiant d'un **congé parental d'éducation**, sauf lorsqu'il s'agit d'exercer l'activité d'assistante maternel(le) dans le cadre de l'auto-entrepreneuriat.

Enfin, les personnes bénéficiant d'un **congé maladie** sont également exclues.

## DEMANDEUR D'EMPLOI :

### CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

Trouver un emploi salarié par ces temps de crise est loin d'être évident. Monter votre entreprise peut



s'avérer une opportunité de créer votre propre job. Pour les **demandeurs d'emploi** ayant un projet précis en tête ou même une idée à tester, le régime de l'auto-entrepreneur peut être un formidable atout pour rebondir rapidement. Les formalités administratives sont réduites au maximum et ne coûtent rien. Vous n'avez pas besoin de **capital** pour vous lancer dans des activités qui ne réclament pas d'investissement. La gestion sous ce régime est des plus simples. Quant aux charges sociales et fiscales, elles ne seront à payer qu'au prorata de ce que vous encaisserez. « *Pas de rentrée d'argent, pas de charges !* », rappellent à l'envi les promoteurs du régime.

Bref, créer une entreprise qui ne nécessite pas d'investissement s'avère sans risque et sans difficulté sous le régime de l'auto-entrepreneur. Seule nécessité : consacrer son temps non plus à la recherche d'un emploi, mais à celle de clients. Et si finalement vous retrouvez une activité salariée, fermer votre auto-entreprise ne vous coûtera ni effort, ni argent. C'est donc une aventure à tenter sans modération, d'autant que si cette expérience ne s'avérait pas concluante, il n'en resterait pas moins que « créateur et gestionnaire d'une entreprise » serait une ligne valorisante à ajouter à votre CV.

En tant que demandeur d'emploi, les risques sont d'autant plus limités que vous bénéficiez d'un soutien important. Plusieurs dispositifs ont été mis en place pour vous aider dans votre projet et éventuellement vous soutenir financièrement. Ces dispositifs existaient bien avant la création du régime de l'auto-entrepreneur. Ils ont fait leurs preuves.

## Vos démarches vis-à-vis du Pôle Emploi

Inscrit au **Pôle Emploi** (organisme né de la fusion de l'ANPE et de l'Assédic), si vous comptez vous lancer en tant qu'auto-entrepreneur, vous devez en informer votre antenne préalablement. C'est non seulement dans votre intérêt pour décrocher les aides disponibles, mais avant tout une obligation. Comme le stipule l'article L. 5411-2 du Code du travail, les demandeurs d'emploi « portent également à la connaissance de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 [Pôle emploi, ndlr] les changements affectant leur situation susceptibles d'avoir une incidence sur leur inscription comme demandeurs d'emploi ». En résumé, comme tout changement de votre situation professionnelle peut provoquer une incidence sur votre inscription et votre indemnisation, contactez votre conseiller avant de vous lancer.

Lorsque vous vous déclarez auto-entrepreneur, même s'il s'agit d'une activité complémentaire, cela produira un impact sur votre situation au Pôle Emploi. Vous devenez chômeur créateur d'entreprise. Outre le fait que ce statut vous fait sortir des statistiques officielles du chômage, il vous dispense de la recherche d'un emploi. De fait, le statut de créateur d'entreprise constitue logiquement un motif légitime pour refuser une « offre raisonnable d'emploi » proposée.

## Les conséquences sur votre indemnisation

Si vous êtes **indemnisé** au titre de l'Aide au Retour à l'Emploi (ARE), la création de votre auto-entreprise a un impact sur votre indemnisation. La conséquence est toutefois de nature différente en fonction du coup de pouce du Pôle Emploi que vous solliciterez. En effet, les demandeurs d'emploi qui bénéficient de l'allocation ARE ont le choix entre deux dispositifs :

l'aide du Pôle Emploi et le maintien partiel des allocations. Si la dénomination du second est explicite, le premier dispositif consiste à vous verser une partie de vos indemnités au démarrage de l'entreprise.

### L'aide du Pôle emploi

Certains bénéficiaires l'appellent la « capitalisation ». De fait, l'aide du Pôle Emploi s'apparente au versement d'un capital qui vous permet de faire face à d'éventuels investissements. Le montant total correspond à la moitié des indemnités nettes qu'il vous reste à percevoir à la date du début de votre activité. Cette somme vous est versée en deux fois : une moitié à la création de l'entreprise et l'autre moitié six mois après le début de l'activité. Les informations relatives à votre indemnisation se trouvent sur les avis de prise en charge du Pôle emploi.

#### En pratique

Si au jour de votre déclaration d'auto-entrepreneur, il vous restait quatre cents jours d'indemnisation, le Pôle Emploi vous verserait le montant équivalent à votre allocation journalière multipliée par 200. Si votre allocation journalière s'élève à 50 euros, vous touchez 5 000 euros au départ, puis 5 000 euros six mois plus tard.

Cette aide est soumise à conditions. Vous devez :

- être bénéficiaire de l'ARE ou sur le point de l'être ;
- obtenir la validation de ce projet par le Pôle Emploi (ou un organisme conventionné) ou obtenir l'Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprise (ACCRES).

Notez bien que dans le cadre de l'aide du Pôle Emploi, ce sont vos droits qui vous sont versés. Donc, cette aide ne se cumule pas avec le maintien partiel des allocations.

Vous pourriez vous demander pourquoi le Pôle Emploi ne vous verse au final que la moitié de vos droits restants. C'est en quelque sorte un filet de sécurité pour vous. En effet, si vous veniez à fermer votre entreprise et à vous réinscrire au Pôle Emploi dans un certain délai, vous bénéficieriez du restant de vos droits. Ainsi, à la fin de votre activité, vous ne seriez pas totalement dépourvu de ressources. Le délai pour la réinscription est de trois ans à compter de votre première affiliation au Pôle Emploi, auquel s'ajoute la durée restante de vos droits.

En pratique

Vous disposiez de vingt-trois mois lors de votre inscription le 1<sup>er</sup> février 2009. En cas d'échec de votre entreprise, vous pouvez vous réinscrire dans les quatre ans et onze mois suivant ce 1<sup>er</sup> février, soit jusqu'à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## LE MAINTIEN PARTIEL DES ALLOCATIONS

Plutôt que de percevoir le montant d'une partie de vos droits sous la forme de versement de « capital », vous pouvez opter pour le maintien partiel de vos allocations. Ainsi, chaque mois, une partie de votre allocation vous est versée. Cette mensualisation vous permet de gérer plus facilement votre budget quotidien. Vous percevez vos allocations partiellement tant que vous avez des droits et dans la limite de quinze mois à compter de la date de création d'entreprise (sauf pour les personnes de plus de 50 ans), voire dix-huit mois si la fin du contrat de travail qui vous a ouvert vos droits date d'avant le 18 janvier 2006.

La part que vous verse le Pôle Emploi est calculée en fonction des revenus perçus en tant qu'auto-entrepre-

neur. Chaque mois donc, vous déclarez le montant de votre revenu professionnel (pour le calcul de ce revenu, rendez-vous en page 110). Ce montant est divisé par le montant de votre allocation journalière. Le résultat est le nombre de jours qui ne seront pas indemnisés.

En pratique

Votre allocation journalière se monte à 50 euros. Au mois de juin, votre revenu professionnel s'élève à 500 euros :  $500/50 = 10$ . Le Pôle Emploi déduira donc dix jours d'indemnisation sur les trente que compte votre allocation de juin.

Le maintien partiel des allocations est soumis à conditions :

- vous devez être bénéficiaire de l'ARE ou sur le point de l'être ;
- vos nouveaux revenus ne doivent pas dépasser 70 % du salaire qui a servi de base au calcul de vos allocations ;
- chaque mois, vous devez indiquer que vous êtes en recherche d'emploi dans la déclaration faite auprès du Pôle emploi.

Les jours non indemnisés ne sont pas perdus. Vos droits sont seulement reportés. Ils sont rouverts si vous cessez votre activité et vous réinscrivez au Pôle emploi.

### **LES BÉNÉFICIAIRES DE L'ALLOCATION DE SOLIDARITÉ SPÉCIFIQUE (ASS) ET DU REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI)**

Si vous êtes bénéficiaire de l'ASS ou du RMI et que vous devenez auto-entrepreneur, voici les dispositions financières auxquelles vous avez droit.

Ainsi, si vous travaillez durant quatre mois consécutifs une prime de retour à l'emploi de 1 000 euros vous est versée entre la fin du quatrième et le début du cinquième mois. De plus, votre ASS ou votre RMI vous est versé à 100 % pendant les trois premiers mois d'activité, quels que soient les revenus tirés de votre activité. Enfin, pendant les neuf mois d'activité suivants, vos revenus sont déduits du montant de votre ASS ou de votre RMI, mais une prime mensuelle de 150 euros vous est versée.

Informez le Pôle Emploi de la création de votre entreprise et, chaque mois, du montant de vos revenus perçus.

En pratique	<p>Vous percevez une allocation mensuelle de 400 euros. Votre auto-entreprise vous rapporte 600 euros, 700 euros et 1 200 euros les trois premiers mois. L'allocation touchée à 100 % porte vos revenus à 1 000 euros, 1 100 euros et 1 600 euros. Si entre le quatrième et le douzième mois, vous ne percevez que 200 euros mensuels, vous touchez 200 euros d'allocation et la prime de 150 euros, soit 550 euros. Si vos revenus sont de 1 000 euros durant la même période, vous ne touchez plus d'allocation, mais la prime de 150 euros chaque mois, soit en tout 1 150 euros. Notez qu'à la fin du quatrième mois, vous aurez droit à la prime de retour à l'emploi de 1 000 euros.</p>
-------------	--

## LE DISPOSITIF ACCRE POUR LES AUTO-ENTREPRENEURS

L'ACCRE est une exonération d'une partie des charges sociales. C'est un dispositif accessible :

- aux demandeurs d'emploi indemnisés ;

- aux bénéficiaires du RMI, de l'ASS et de l'Allocation de Parent Isolé (API) ;
- aux demandeurs d'emploi non indemnisés mais ayant été inscrits au Pôle Emploi six mois sur les dix-huit derniers mois ;
- à d'autres catégories de personnes (voir art. L. 5141-1 du Code du travail) qui créent une entreprise individuelle.

En tant qu'auto-entrepreneur et demandeur d'emploi, vous y avez donc droit. Vous en ferez la demande durant les formalités de création de votre auto-entreprise (lire page 63). Un imprimé spécifique est à joindre à votre déclaration.

L'ACCRES pour les auto-entrepreneurs diffère de l'aide accordée aux autres créateurs d'entreprise. S'il induit toujours un allègement des cotisations et des contributions sociales, le dispositif ne consiste pas en une ristourne des cotisations dues la première année. Pour respecter l'esprit du régime de l'auto-entrepreneur, à savoir « pas de chiffre d'affaires encaissé, pas de charges à payer », Hervé Novelli a modifié le montant et le paiement des cotisations. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2009, les auto-entrepreneurs bénéficiaires de l'ACCRES se voient appliquer un taux de prélèvement de leur chiffre d'affaires moindre, mais progressif sur plusieurs années. Ainsi, la première année d'activité, l'auto-entrepreneur exonéré ne paiera qu'à hauteur du quart des cotisations normalement à acquitter par un auto-entrepreneur ; la deuxième année, la moitié ; la troisième année, les trois-quarts ; enfin, la quatrième année, il entrera dans le droit commun du régime de l'auto-entrepreneur (lire page 89).

Un auto-entrepreneur bénéficiaire de l'ACCRE crée une activité d'achat/vente de marchandises. Au lieu des 12 % de son chiffre d'affaires, son taux pour les charges sociales sera de 3 % la première année, 6 % la suivante et 9 % la troisième. La quatrième année, il versera 12 %.

## LE DISPOSITIF NACRE

Le Nouvel Accompagnement pour la Création et la Reprise d'Entreprise (NACRE) s'adresse notamment aux :

- demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'ARE ;
- demandeurs d'emploi non indemnisés mais ayant été inscrits au Pôle Emploi six mois sur les dix-huit derniers mois ;
- bénéficiaires de l'ASS ;
- bénéficiaires du RMI ;
- bénéficiaires de l'API.

Ce dispositif comprend deux volets. Le premier volet concerne l'accompagnement du futur auto-entrepreneur par un organisme labellisé et conventionné par l'État. Fort de cette aide, le créateur peaufinera le montage de son projet (étude de marché, calcul des marges, etc.). Cette étape s'avère indispensable pour accéder au second volet du dispositif : le financement. Il s'agit d'un prêt à taux zéro (donc sans intérêts à payer) d'un montant de 1 000 à 10 000 euros. La durée de remboursement est de cinq ans maximum. Il est conditionné par la souscription d'un prêt bancaire d'un montant et d'une durée au moins égaux à ceux du prêt à taux zéro.

Retrouvez plus d'informations concernant NACRE sur le site <http://entreprise.gouv.fr/nacre>.



## LES BONNES QUESTIONS À SE POSER

La phase administrative de la création d'entreprise n'est pas la plus difficile et c'est d'autant plus vrai avec le régime de l'auto-entrepreneur. Cette rapidité dans les formalités de création ne doit pas occulter la nécessité d'accorder beaucoup de temps à la phase de réflexion du projet. Surtout s'il s'agit de créer une entreprise à titre d'activité principale. Durant cette phase, vous devrez vous poser de nombreuses questions. Cela peut prendre un jour comme six mois.

Il s'agit de réaliser un véritable bilan personnel approfondi. Plus vos réponses seront précises et sincères, plus votre projet aura des chances de réussir, parce que vous aurez réussi à déterminer vos points forts et vos points faibles. Retenez qu'il n'y a pas de mauvaises réponses. Toutes vous apporteront un éclairage intéressant sur votre capacité à diriger votre entreprise. Cette introspection est également nécessaire pour séparer ce qui est de l'ordre du fantasme et de la réalité. Cela n'empêche pas de rêver aussi. Voici quelques-uns des points à analyser.

### Vos motivations

Quelles sont vos motivations pour devenir entrepreneur ? Est-ce l'envie d'être indépendant ? De maîtriser votre travail de A à Z ? D'être reconnu socialement ? Est-ce pour vous prouver quelque chose ? Est-ce l'appât du gain ? S'agit-il de faire ce que vous aimez ? Est-ce pour faire face à une situation de chômage non souhaitée ?

« L'indépendance » et « faire ce qui vous plaît » figurent parmi les principales de vos motivations ? Alors, prenez garde aux désillusions. Si vous n'avez plus de patron, vous aurez en revanche des clients. Or, leurs

exigences sont souvent du même acabit. Quant au fait d'être libre d'exercer l'activité que l'on aime, c'est vrai que l'entrepreneuriat l'apporte. Mais étant seul maître à bord, il faudra aussi vous occuper de ce que vous n'aimez pas forcément : l'administratif (limité dans le cadre de l'auto-entrepreneur), la prospection de clients (inévitables), la relance de clients qui ne vous ont pas réglé, etc.

### **Votre situation personnelle**

Lancer une activité réclame beaucoup de temps et d'énergie, et génère beaucoup de stress. Cela aura forcément un impact sur votre entourage. Disposez-vous du soutien inconditionnel de votre conjoint ? Avez-vous un patrimoine à protéger ? Les ressources du foyer au début de votre activité seront-elles suffisantes pour faire face aux dépenses du ménage ? Disposez-vous d'un lieu de travail adapté ou allez-vous commencer dans le salon ? Pourrez-vous organiser votre vie de famille en fonction de vos impératifs professionnels ? Et inversement ? Autant de questions qu'il vous faudra également soumettre à votre entourage. Là encore, l'honnêteté des réponses doit être totale pour éviter le maximum de conflits futurs qui vous déstabiliseraient personnellement et donc mettraient en péril votre entreprise.

### **Votre examen professionnel**

Après l'examen personnel, place au bilan professionnel. Mieux vaut respecter cet ordre s'il s'agit de créer une activité principale. Sans une vie prête à accueillir ce chamboulement, point de salut pour l'auto-entrepreneur. C'est donc le moment de vous interroger sur vos compétences et vos contacts professionnels. Avez-vous toutes les cartes en main pour les produits ou les services que vous allez commercialiser ? Comp-

tez-vous dans votre réseau professionnel (voire personnel) des contacts qui peuvent vous prodiguer des conseils, devenir des clients ou des fournisseurs ? Vous sentez-vous à l'aise dans la démarche commerciale ? S'il vous manque des compétences, pouvez-vous les acquérir *via* la formation ? Avez-vous toutes les qualités pour être entrepreneur ? Et vos proches, pensent-ils que vous bénéficiez de ces qualités ? Nous n'avons pas toujours l'opinion la plus juste de nous-mêmes. Autant solliciter un regard extérieur. Ce sera forcément instructif.

Lorsque vous aurez terminé ce bilan, s'il a été fait sincèrement, il se peut que vous constatiez des lacunes. Si elles sont trop nombreuses, c'est que l'entrepreneuriat n'est peut-être pas adapté à votre situation ou que vous vous êtes sur-estimé. Par ailleurs, si les faiblesses sont peu nombreuses et non rédhibitoires à la création, essayez de les combler avant de vous lancer.

### Estimer votre besoin de financement

Remplissez un tableau similaire à celui présenté ci-après pour connaître immédiatement vos besoins de financement. Si le Total 1 est supérieur au Total 2, il vous faudra d'autres ressources (augmenter votre apport, emprunter plus). S'ils sont égaux, vous êtes prêt à vous lancer.

**Tableau 3 – Vos besoins en financement**

Investissement (matériel, premiers loyers, premiers achats de marchandises...)		Ressources	
		Montant de l'apport personnel :	
		Montant des subventions :	
		Montant des prêts (sur l'honneur, bancaire, etc.) :	
<b>Total 1</b>		<b>Total 2</b>	

## **DE L'INDÉPENDANT DÉJÀ EN ACTIVITÉ VERS L'AUTO-ENTREPRENEUR**

### **Le travailleur indépendant**

Les travailleurs indépendants (commerçants et artisans) qui exercent leur métier sous statut fiscal de la **micro-entreprise** ont la possibilité de poursuivre leur activité en adoptant le cadre légal de l'auto-entreprise. La situation est plus complexe pour les professionnels libéraux (lire plus loin).

L'entrepreneur individuel qui souscrit au régime de l'auto-entrepreneur est affranchi de TVA sur ses dépenses et ses recettes. Comme nous l'avons vu, cette faculté de « bascule » est également soumise à des limites de chiffre d'affaires :

- 80 000 € HT pour de la vente de marchandises ;
- 32 000 € HT pour des prestations de services.

En dessous de ces seuils, vous accédez au régime social simplifié de l'auto-entrepreneur. Vous pouvez aussi privilégier le versement libératoire pour le paiement de votre impôt sur le revenu si l'ensemble des revenus de votre ménage ne dépasse pas 25 195 euros par part de quotient familial (revenus 2007). Au-dessus de ce plafond, vous continuerez à relever du régime fiscal classique de la micro-entreprise.

### **Le régime du micro-social simplifié**

Grâce au régime de l'auto-entrepreneur, vous réglez vos charges sociales par le biais d'un paiement libératoire calculé sur vos recettes. Vos cotisations sociales forfaitaires (assurance maladie, CSG/RDS, retraite, indemnités journalières, etc.) sont dès lors appréciées sur la base du chiffre d'affaires réalisé et déclaré chaque mois ou trimestre (pour plus de détails reportez-vous au chapitre 6). Le choix de l'auto-entreprise,

et donc du régime micro-social, n'est pertinent que si vous avez la certitude que vos dépenses de fonctionnement ne dépassent pas le taux forfaitaire qui vous concerne.

### **L'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu**

Cette possibilité vous est offerte à la double condition d'avoir opté pour le régime du micro-social simplifié et seulement si le revenu de référence de votre foyer ne dépasse pas 25 195 euros par part de quotient familial. Votre versement libératoire — vous ne devrez rien d'autre à l'État en matière d'impôt sur le revenu — est défini à partir des recettes encaissées, sur un mois ou un trimestre (pour plus de détails reportez-vous au chapitre 7).

Comme pour les versements sociaux, ces taux forfaitaires s'appliquent au chiffre d'affaires encaissé — sans qu'il soit tenu compte des charges et des dépenses professionnelles — et non pas au bénéfice. Si vous n'avez réalisé aucune recette sur la période concernée, vous ne devez rien.

L'option pour le versement forfaitaire et libératoire de l'impôt sur le revenu vous permet d'être exonéré de taxe professionnelle pour l'année en cours et les deux années suivantes. En pratique, vous réglez charges sociales et fiscales simultanément. Cette déclaration s'effectue soit par Internet (service net-micro : [www.net-entreprises.fr](http://www.net-entreprises.fr)), soit par courrier (lire chapitre 6, « Comment déclarer »).

### **Comment souscrire ?**

Vous devez adresser une demande *via* Internet sur le site [www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr) ou par écrit à la caisse de base du RSI dont vous dépendez. Vous avez

jusqu'au 31 décembre 2009 pour accomplir cette formalité et en profiter à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. L'engagement est pris pour une année civile entière.



### À retenir

Les cotisations sociales et les versements fiscaux sous le régime de l'auto-entrepreneur sont calculés à titre définitif et ne peuvent faire l'objet de régularisations futures.

## PROFESSIONNEL LIBÉRAL ET AUTO-ENTREPRENEUR

Les professionnels libéraux déjà en exercice qui souhaitent profiter du dispositif de l'auto-entrepreneur ne sont pas tous à égalité, selon la date à laquelle ils ont démarré leur activité et l'organisme d'assurance vieillesse et de prévoyance auquel ils cotisent. Ainsi, si vous vous êtes déclaré en libéral à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, vous pouvez « basculer » en cours d'année vers le régime de l'auto-entrepreneur, si votre activité libérale dépend du régime vieillesse du RSI. Cette mutation, à déclarer au CFE dont vous dépendez, ne prendra effet qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Les libéraux affiliés à la Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse (CIPAV) qui étaient déjà en activité avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 ne peuvent pas, en état actuel des textes, accéder au dispositif. L'article 34 de la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés restreint l'accès au régime de l'auto-entrepreneur aux

adhérents de la CIPAV qui ont débuté leur activité en 2009. Il est possible que cette barrière soit levée prochainement. En attendant, si vous vous trouvez dans cette situation, n'escomptez pas contourner la difficulté en renonçant officiellement (déclaration de cessation au CFE) à votre statut de libéral pour ensuite vous déclarer auto-entrepreneur dans la même activité : l'URSSAF ne validera pas l'opération et vous vous serez désinscrit pour rien !

Enfin, les professionnels libéraux déjà en exercice avant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et affiliés au régime vieillesse du RSI peuvent migrer vers le régime d'auto-entrepreneur en 2009 pour une mise en œuvre en 2010.

Une fois déclaré auto-entrepreneur, vous bénéficiez du système dérogatoire associé :

- exonération de TVA sur les achats et les ventes ;
- possibilité d'opter pour le régime du micro-social simplifié et le régime micro-fiscal (lire chapitres 6 et 7).

La dispense d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Registre des Métiers (RM) liée au régime de l'auto-entrepreneur ne vous concerne pas : vous n'étiez déjà pas tenu de remplir cette formalité. Vous continuez à être immatriculé uniquement au Registre national des entreprises (RNE) tenu par l'INSEE.

### **La situation de l'indépendant devenu auto-entrepreneur**

Lorsque vous adhérez au régime de l'auto-entrepreneur, les conditions d'exercice de votre activité ne changent pas par ailleurs. Si vous étiez titulaire d'un numéro d'immatriculation à un registre professionnel (RCS ou RM), vous restez enregistré : seuls les auto-entrepreneurs ayant créé leur activité à compter du

1<sup>er</sup> janvier 2009 bénéficient d'une dispense d'immatriculation. En tant qu'entrepreneur individuel, vos obligations demeurent les suivantes :

- justifier des compétences ou des qualifications requises dans votre branche d'activité ;
- posséder une assurance de responsabilité civile professionnelle ;
- fournir à vos clients devis et factures en bonne et due forme, etc.

## **L'INDÉPENDANT EN EURL**

À la création de votre entreprise, vous aviez opté pour le statut d'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL). Contrairement à l'entreprise individuelle, l'EURL est une **société**. Et comme vous le savez, la gestion de ce type d'entreprise implique un grand formalisme qui nécessite de la rigueur, du temps et parfois de l'argent (pour la tenue réglementaire de la comptabilité, par exemple). Vous souhaitez bénéficier du régime de l'auto-entrepreneur pour une gestion plus simple ou un montant allégé des charges de votre EURL ? Votre activité et votre chiffre d'affaires vous permettent d'envisager ce régime ? Sachez que vous ne pouvez pas basculer facilement d'un statut vers l'autre.

### **Vos démarches**

Le législateur n'a pas prévu ce cas de « transfert ». Pour devenir auto-entrepreneur, il vous faut tout d'abord fermer votre EURL. Notez que la fermeture a un coût et prend du temps. Pour les différentes formalités administratives, comptez environ 900 euros. Quant au temps, il n'est pas anodin. Tant que vous n'aurez pas finalisé la liquidation de votre



société, vous risquez de ne pas pouvoir créer en tant qu'auto-entrepreneur, les organismes sociaux (RSI ou URSSAF) considérant que vous êtes toujours en activité.

La fermeture s'effectue en deux temps : d'abord la dissolution de la personne morale (la société) puis sa radiation, aussi appelée clôture de liquidation. Rendez-vous au CFE pour retirer le formulaire M2 pour la dissolution, M4 pour la radiation, les listes des différentes pièces justificatives à fournir et les modèles de documents à délivrer. Vous aurez d'abord à faire enregistrer le procès-verbal de dissolution auprès des services fiscaux. Ensuite, vous ferez paraître une annonce de dissolution dans un journal d'annonces légales. Enfin, vous remettrez tout le dossier au CFE.

Pour la radiation, il vous faut les comptes définitifs. Fort de ces documents, vous enregistrez un procès-verbal qui approuve les comptes et clôture la liquidation auprès des services fiscaux. Vous publiez ensuite une annonce légale. Enfin, vous remettez tous les documents nécessaires à la radiation au CFE. Vous aurez à régler éventuellement les impôts liés à vos revenus de la société et vos charges sociales.

Attention : la fermeture vous fait courir le risque de perdre des clients et de jeter une ombre sur vos relations avec vos fournisseurs. À vous de les informer et de bien gérer leur compte avant la fermeture.

### **Ce qui va changer**

Le passage d'une société à celle d'auto-entrepreneur est marqué par des changements radicaux en ce qui concerne notamment :

- la gestion courante (absence de TVA, comptabilité minimaliste, etc.) ;

- le paiement des charges sociales et fiscales ;
- la limitation du chiffre d'affaires.

Notez que vous n'êtes plus en responsabilité limitée au capital. Un auto-entrepreneur, comme tout entrepreneur individuel, est responsable à hauteur de l'ensemble de ses biens, sauf dispositions particulières.

## Chapitre 3

# Quelles activités pour l'auto-entrepreneur ?

L'auto-entrepreneur constitue le cadre légal le plus simple qui soit pour démarrer une activité indépendante exercée à titre principal ou complémentaire. Votre affaire peut même combiner commerce et services.

### **LES DIFFÉRENTS PROFILS**

Un auto-entrepreneur est donc un entrepreneur individuel qui peut avoir différents visages.

#### **Commerçant**

Il s'agit d'un commerçant qui réalise des opérations commerciales à titre habituel (achat/revente, opérations d'intermédiaire, transports de marchandises, prestation d'hébergement, etc.) ou exerce une activité reconnue comme telle par le Code du commerce. Par exemple : vendeur sur Internet, vendeuse de bijoux créatifs sur les marchés, restaurateur, caviste, concessionnaire en voitures d'occasion, etc.

## Artisan

Il exerce un métier indépendant de production, transformation, réparation ou prestations de services, aidé, le cas échéant, par sa famille. Les activités artisanales sont répertoriées dans une liste faisant l'objet d'un décret et réunies par catégorie : artisans du bâtiment, des services, de l'alimentation, etc. Par exemple : plombier, esthéticienne, coiffeur à domicile, garagiste, dépanneur informatique, restaurateur d'art, etc.



### À retenir

L'auto-entrepreneur est, par principe, dispensé d'immatriculation au RM. En contrepartie, il ne peut pas utiliser le terme « artisan » dans sa communication. Cela dit, une immatriculation volontaire auprès de la Chambre de métiers est toujours possible.

## Professionnel libéral

Il exerce une activité indépendante qui ne relève pas des autres secteurs économiques (commerce, artisanat, industrie, agriculture). Certains professionnels libéraux sont totalement libres. D'autres dépendent d'un Ordre, Conseil ou d'une Chambre qui encadre leur activité par des règles déontologiques et une réglementation strictes. Leur titre est alors protégé par la loi. Par exemple : consultant, architecte, notaire, avocat, médecin, expert-comptable, coach d'entreprise, secrétaire, traductrice, etc.

Depuis le 17 février 2009 (art. 34, loi n° 2009-179), les **professionnels libéraux affiliés à la CIPAV** peuvent accéder au dispositif de l'auto-entrepreneur dès lors qu'ils ont créé leur activité après le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

En pratique

Si vous ne savez pas à quelle catégorie professionnelle se rapporte votre activité, contactez votre Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), Chambre de métiers ou l'URSSAF, qui sauront vous aiguiller.

## DES PLAFONDS À RESPECTER

Quelle que soit votre activité, vous ne devez pas dépasser les plafonds de recettes (ou chiffre d'affaires) qui permettent de bénéficier des régimes sociaux et fiscaux propres à la micro-entreprise.

### Deux plafonds

Pour 2009, le montant annuel de vos factures clients réellement encaissées doit être inférieur à un certain montant en fonction de l'activité exercée.

Ainsi, ce plafond atteint 80 000 euros pour une activité d'achat de biens corporels pour la revente en l'état, de fabrication d'un produit à partir de matières premières (farine, métaux, bois, céramique, etc.) pour la revente (boulangerie, fabrication de bijoux fantaisie, etc.), de vente de denrées à consommer sur place (café, restaurant, brasserie, etc.) et la fourniture de prestations d'hébergement (hôtellerie, location meublée).

Ce plafond est fixé à 32 000 euros pour les prestations de services relevant de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux (BIC : achat/revente) ou des bénéfices non commerciaux (BNC : profession libérale). Pour l'essentiel, il s'agit de prestations effectuées sur un bien fourni par le client, de la revente de biens incorporels, de travaux immobiliers ou de prestations intellectuelles.

## Ajustements

La loi sur la modernisation de l'économie du 4 août 2008 qui encadre le régime de l'auto-entrepreneur prévoit, par ailleurs, que ces plafonds soient automatiquement actualisés chaque année et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Cette mise à jour annuelle sera calée sur l'évolution de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

Pour la première année d'activité, les plafonds de chiffre d'affaires sont ajustés au prorata du temps d'exercice. Par exemple, un développeur de sites Internet démarre son activité le 1<sup>er</sup> septembre. Pour bénéficier du nouveau dispositif de l'auto-entrepreneur, ses recettes ne doivent pas être supérieures à :  $(32\,000 \times 122) / 365 \text{ jours} = 10\,696 \text{ euros HT}$ .

Certes, ces limites de chiffre d'affaires s'accommodent mal d'un projet d'entreprise ambitieux qui nécessite une montée en puissance rapide pour rentabiliser des investissements importants, des frais de fonctionnement élevés, l'embauche de personnel... Mais en ces temps de crise, ils permettent malgré tout à un entrepreneur individuel de dégager un revenu substantiel, à condition qu'il gère bien sa petite activité (lire chapitre 9).

Sachez enfin que le dépassement de ces plafonds de chiffre d'affaires ne vous fera pas systématiquement sortir du cadre de l'auto-entrepreneur. Il existe des seuils de tolérance prévus par la loi (pour plus de détails, reportez-vous au chapitre 10).

## LES ACTIVITÉS RÉGLEMENTÉES

Votre métier d'auto-entrepreneur ne peut s'exercer que dans le respect des dispositions réglementaires et

des normes techniques en vigueur dans votre secteur d'activité, notamment en matière d'hygiène et de sécurité. La dispense d'immatriculation au RCS ou au RM n'y change rien : en tant qu'entrepreneur vous n'êtes pas exempté des diplômes, qualifications, autorisation, agréments, assurances et garanties financières exigés pour l'exercice d'une activité réglementée. Avant de vous déclarer auto-entrepreneur, il vous appartient de vérifier si votre activité fait l'objet d'une réglementation particulière auprès du CFE. Vous trouverez en fin d'ouvrage une liste non exhaustive des professions réglementées (lire les annexes).

### **LES ACTIVITÉS EXCLUES DU RÉGIME DE L'AUTO-ENTREPRENEUR**

Certaines activités servies par un régime de Sécurité sociale particulier ou n'entrant pas dans le champ d'application du régime fiscal de la micro-entreprise (selon le Code général des impôts), ainsi que quelques statuts spécifiques, ne sont pas compatibles avec l'auto-entrepreneuriat. Par exemple : infirmière, agent immobilier, infographiste, agent d'assurances, producteur de fromage, etc. Nous vous livrons en fin d'ouvrage une liste des activités exclues du dispositif de l'auto-entrepreneur (lire les annexes).

### **LES POSSIBILITÉS DE CUMUL : COMMERCE ET PRESTATIONS DE SERVICE**

Une même personne ne peut exercer que sous le statut d'une unique entreprise individuelle et, par conséquent, d'une seule auto-entreprise. Ceci ne vous empêche pas d'avoir plusieurs activités, complémentaires ou distinctes

de votre activité principale. Après déclaration auprès du CFE, l'INSEE vous attribue, quoi qu'il en soit, un numéro SIREN unique (lire chapitre 5).

Dans l'hypothèse où vous réalisez au sein d'une même auto-entreprise une **activité commerciale** d'une part (relevant de la catégorie des BIC) et, à **titre accessoire**, une activité non commerciale (relevant de la catégorie des BNC), le total des recettes annuelles, toutes activités confondues, ne doit pas excéder 80 000 euros. De plus, à l'intérieur de cette limite, les recettes issues de la vente de prestations de services ne doivent pas dépasser 32 000 euros.

En revanche, si vous réalisez au sein d'une même auto-entreprise une **activité non commerciale** (relevant de la catégorie des BNC) et, à **titre accessoire**, une activité commerciale (relevant de la catégorie des BIC), les recettes commerciales et non commerciales sont additionnées et votre chiffre d'affaires global ne doit pas dépasser 32 000 euros.

Enfin, si vous exploitez à titre individuel plusieurs **activités de même nature** (BIC ou BNC), les recettes de chaque activité de même nature sont cumulées pour apprécier le plafond à ne pas dépasser (32 000 euros ou 80 000 euros). Vous devrez établir des factures séparées pour chaque activité et, pour le versement de vos cotisations sociales et charges fiscales, vous appliquerez les taux correspondants (lire chapitres 6 et 7).



### À retenir

Si, au sein d'un même foyer fiscal, on compte plusieurs auto-entrepreneurs déclarés séparément, les recettes sont appréciées individuellement et ne s'additionnent pas.



## Chapitre 4

# Les formalités de création

Avec le versement libératoire des charges sociales et fiscales, la simplification des **démarches administratives** est l'une des deux grandes révolutions qu'apporte le régime de l'auto-entrepreneur. Jusqu'à ce jour, les différentes formalités dont il fallait s'acquitter pouvaient constituer un sérieux frein à la création d'une petite entreprise : copies de documents officiels à fournir, formulaires à remplir, attestations à produire, annonces légales à publier, statuts à rédiger... Le particulier sans formation ni accompagnement spécifique ou simplement allergique à la paperasserie avait plus d'une raison de se décourager. Même avec l'apparition du CFE, qui fait office de guichet unique, créer son entreprise semblait encore trop complexe aux yeux de nombreuses personnes et parfois trop cher. Coûteux en temps et en euros, le jeu n'en valait pas forcément la chandelle. Surtout s'il ne s'agissait que de mettre en place une structure pour générer une activité complémentaire ou pour tester une idée.

Avec le dispositif de l'auto-entrepreneur, finies les tracasseries administratives... et leur coût ! Grâce à la **dispense d'immatriculation** au RCS ou au RM, qui est liée au régime du micro-social simplifié, les formalités se résument à une **déclaration de début d'activité**. Comme vous allez le découvrir dans ce chapitre, créer votre boîte n'a jamais été aussi simple ni si peu cher.

## OÙ ET COMMENT SE DÉCLARER ?

En optant pour le régime de l'auto-entrepreneur, commerçants et artisans sont dispensés d'immatriculation au RCS ou au RM. Si vous êtes un professionnel libéral indépendant, vous n'aviez pas à le faire de toute façon. Pour tous ceux qui optent pour ce régime, les formalités de création de l'entreprise se résument à compléter un unique imprimé, le **formulaire P0** (Cerfa 13821\*01). Vous pouvez obtenir et remplir ce formulaire dans le CFE idoine ou effectuer votre déclaration en ligne sur le site [www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr) depuis n'importe quel ordinateur connecté à Internet.

### Au CFE

Créés en 1981, les CFE sont des guichets uniques qui se chargent de centraliser les déclarations, de contrôler les documents associés et de contacter tous les organismes concernés par la création de votre entreprise (greffe du tribunal de commerce, INSEE, URSSAF, RSI, services fiscaux, Direction départementale du Travail et de l'Emploi, etc.).

Pour les activités commerciales, dirigez-vous vers le CFE de la CCI dont dépend votre future entreprise. Pour une activité artisanale, c'est le CFE de la **Chambre de Métiers et de l'Artisanat** (CMA) qui est compé-

tent. Pour les professionnels libéraux indépendants enfin, rendez-vous dans le CFE géré par l'URSSAF. Si vous pouvez retirer le formulaire P0 dans n'importe quel CFE, il n'en va pas de même pour son dépôt. Le document dûment rempli et accompagné de la photocopie d'une pièce d'identité doit impérativement être remis au CFE compétent, c'est-à-dire celui dont dépend votre future entreprise et qui gère votre type d'activité.

Une fois dans le CFE compétent, un préposé réceptionne votre formulaire et la photocopie de votre pièce d'identité. Il vérifie que tous les champs du document ont été renseignés et que la photocopie est conforme à l'original. Les formalités de création sont terminées !

### **En ligne**

La déclaration en ligne est encore plus rapide et pratique. Pour cela, il vous faut trois éléments :

- un ordinateur connecté à Internet ;
- une adresse électronique valide ;
- une copie numérique du recto d'une pièce d'identité.

Ce dernier doit comporter les mentions suivantes :

*« J'atteste sur l'honneur que la copie de cette pièce d'identité est conforme à l'original.*

*Fait à (ville), le (date)*

*Votre signature »*

Rendez-vous ensuite sur le site [www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr). Cliquez sur « Adhérez au régime », puis sur « Déclarez votre activité », enfin sur la barre orange « Auto-entrepreneurs : déclarer votre début d'activité ». Le formulaire interactif s'affiche.

Remplissez bien tous les champs de la déclaration de début d'activité. À la fin, cliquez sur « **Téledéclaration** » ou sur « **Format papier** ». Dans le premier cas, vous aurez à indiquer l'emplacement du fichier sur votre disque dur contenant la copie de votre pièce d'identité, à cocher la déclaration sur l'honneur, enfin à cliquer sur « **Téledéclarer** ». Votre déclaration est alors expédiée par voie numérique. Dans le second cas, vous aurez à l'imprimer, la signer puis à la déposer ou à l'envoyer par la poste avec une photocopie de votre pièce d'identité au CFE dont l'adresse vous est indiquée à l'écran.

### **Bien remplir sa déclaration**

Le document déclaratif varie quelque peu dans sa version papier (le formulaire P0) et celle en ligne. Pour le **formulaire P0**, une notice explicative a été éditée. Vous vous la procurerez en même temps que le formulaire. Quant à la déclaration Internet, une aide contextuelle est délivrée. Au bout de chaque champ à remplir figure un point d'interrogation. Cliquez dessus pour afficher une bulle d'information.

Sur Internet, en premier lieu, vous aurez à opter pour le type d'activité envisagé : commerciale, artisanale ou libérale. Cliquez sur l'une des trois propositions. Dans le cadre des activités libérales, vous aurez à préciser la caisse de retraite (CIPAV ou RSI) à laquelle vous serez rattaché. Pour savoir laquelle, cliquez sur les points d'interrogations en bout de ligne.

Dans le cadre en dessous, précisez si vous avez déjà exercé une activité non salariée. Si tel est le cas, remplissez les nouveaux champs qui apparaissent avec notamment votre numéro **SIREN**. C'est ce même numéro à neuf chiffres, appelé aussi « **numéro unique** »

d'identification », qui est à indiquer sur la notice papier tout en haut du formulaire.

Dans le cadre 2 des deux versions, vous saisissez les informations relatives à votre identité. Pour les forains et les commerçants ambulants, les formalités d'obtention de la carte qui permet d'exercer une activité commerciale ou artisanale ambulante ont été modifiées. Elles sont désormais identiques et s'effectuent *via* le CFE. Ainsi, les auto-entrepreneurs désirant exercer une activité de forain ou de commerçant ambulant disposent d'une case à cocher en partie 2 dans la version en ligne de la déclaration et d'une case en partie 6 sur la version papier.

Si vous comptez travailler avec votre conjoint, remplissez le cadre 3. Sinon, laissez-le vide.

Le cadre 4 permet aux chômeurs de faire une demande d'ACCRE. Vous devrez alors vous procurer, remplir et joindre un formulaire Cerfa 13584\*01 à votre déclaration. Vous trouverez ce document au CFE ou en ligne à l'adresse suivante : [www.pme.gouv.fr/informations/crea\\_ent/formulaire-notice\\_ACCRE.pdf](http://www.pme.gouv.fr/informations/crea_ent/formulaire-notice_ACCRE.pdf).

Dans le cadre 5, précisez le lieu d'exercice. Il s'agit d'indiquer l'adresse où est implantée l'entreprise. Si vous avez coché forain ou ambulant dans le document en ligne, ce cadre qui n'a plus lieu d'être disparaît.

C'est dans le cadre 6 que vous précisez la ou les activités de votre entreprise.

Tout ce qui concerne votre régime social est à préciser dans le cadre 7. Notez que le versement mensuel des cotisations est opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. Le choix est fait pour l'année civile de la création. Il est appliqué les années suivantes par tacite reconduction. Si vous souhaitez changer de périodicité, il vous faudra le

demander à votre organisme avant le 31 octobre pour une prise en compte l'année civile suivante. Quant au choix de l'organisme d'assurance maladie, choisissez-le parmi la liste proposée en ligne ou sur la documentation que vous a remise le CFE. Ils prodiguent les mêmes services. Optez donc pour l'organisme le plus proche de votre domicile.

Le cadre 8 est réservé à l'option pour le **versement libératoire** de l'impôt sur le revenu. En choisissant cette option, vous êtes exonéré provisoirement de taxe professionnelle. Mais attention : pour prétendre à cette option, et donc cocher la case, les revenus de votre foyer ne doivent pas dépasser un certain plafond.

**Tableau 4 – Plafonds de ressources pour le prélèvement libératoire de l'impôt**

	Revenu de référence du foyer fiscal pour 2007
Une personne seule	25 195 €
Un couple	50 390 €
Un couple avec deux enfants	75 585 €
Par part supplémentaire	25 195 €

Les cadres 9 et 10 vous permettent de préciser des éléments particuliers et d'indiquer vos coordonnées de correspondance.

Enfin, dans le cadre 11, vous validez les informations relatives au déclarant.

## Après la déclaration

Si vous avez réalisé une **télé-déclaration**, vous recevrez un e-mail vous informant que votre demande est en cours de traitement. Les coordonnées postales et téléphoniques du CFE qui s'en occupe vous sont communi-

quées dans ce message. Lorsque votre déclaration est validée par le CFE, l'INSEE vous expédie dans les quarante-huit heures un courrier postal vous indiquant votre numéro **SIREN**, votre numéro **SIRET** ainsi qu'un Code **APE** (Activité Principale Exercée). Votre entreprise est créée et maintenant inscrite au répertoire **SIRENE** (Système d'Identification du Répertoire des Entreprises et de leurs Établissements) de l'INSEE.

Si vous avez remis la version papier au CFE sans indiquer d'adresse électronique, vous devrez attendre que les agents valident votre déclaration. Une fois complète, ils la transmettent à l'INSEE qui vous expédie alors dans les quarante-huit heures tous les identifiants de votre entreprise contenus dans le répertoire SIRENE.



### À retenir

Un des avantages de tout faire en ligne est que si votre demande est refusée, vous recevrez rapidement un e-mail et vous n'aurez pas perdu de temps en déplacement inutile.

## COMBIEN ÇA COÛTE ?

En dehors du coût d'une photocopie, d'un éventuel timbre ou de la connexion Internet, les formalités de création d'une entreprise sous le régime de l'auto-entrepreneur sont totalement gratuites ! Que la déclaration soit faite en ligne ou déposée au CFE, le retrait du formulaire P0 et le dépôt de votre dossier à ce guichet unique ne coûtent pas un euro.

Attention : les CFE proposent des prestations payantes. Pour 60 euros par exemple, un agent vous aide à constituer votre dossier et enregistre directement

votre déclaration sur informatique. Compte tenu de la simplicité des formalités pour un auto-entrepreneur, vous pouvez faire l'économie de cette assistance.

Contrairement à d'autres formes d'entreprises individuelles et aux sociétés, vous ne déboursez rien. Notamment parce que vous êtes **dispensé d'immatriculation** au RCS ou au RM. Pour créer une entreprise individuelle commerciale ou artisanale, cette inscription coûte habituellement entre 60 et 130 euros. Quant à une **EURL** (société unipersonnelle), c'est au minimum 240 euros qu'il faut déboursier pour faire paraître une annonce et s'inscrire au RCS.

Si vous créez une entreprise artisanale en tant qu'auto-entrepreneur, la dispense d'immatriculation au RM entraîne une autre économie, celle du coût du « stage de préparation à l'installation ». Ce dernier, obligatoire pour l'immatriculation des artisans, dure quatre jours et se paie environ 200 euros. Et si dans le futur, vous sortez du régime de l'auto-entrepreneur parce que votre activité s'est développée et que vous devez donc vous inscrire au RM, vous n'aurez pas à effectuer ce stage.

La dispense rend facultative l'immatriculation à l'un des registres pour les auto-entrepreneurs. Mais sachez qu'à l'avenir, vous aurez la possibilité de le faire en ligne ([www.cfenet.cci.fr](http://www.cfenet.cci.fr) pour les activités commerciales et [www.cfe-metiers.com](http://www.cfe-metiers.com) pour les artisans) ou dans votre CFE.

## OÙ DOMICILIER VOTRE ACTIVITÉ ?

La domiciliation de votre entreprise n'est pas à prendre à la légère. Trois options principales s'offrent à vous : s'installer à domicile, louer un local ou intégrer



une **pépinière d'entreprises**. Chacune de ces solutions présente des avantages et des inconvénients. Il conviendra de peser le pour et le contre au regard de votre type d'activité, de votre budget et de votre confort de travail.

### **Exercer chez vous**

Travailler chez soi constitue bien entendu le meilleur choix d'un point de vue économique. C'est aussi la seule solution viable pour l'auto-entrepreneur qui envisage une activité aux revenus ni élevés, ni réguliers. C'est également intéressant pour celui qui crée son activité principale. Sans loyer à payer, la pression est moins grande. Exercer à la maison présente également l'avantage d'éliminer les temps de trajet domicile-travail pour les travailleurs sédentaires.

Toutefois, établir son entreprise à la maison ne va pas toujours de soi. Vérifiez que le bail, si vous êtes locataire, ou le règlement de copropriété n'exclut pas l'exercice d'une activité professionnelle. Mais si vous travaillez exclusivement à l'extérieur, vous pouvez domicilier l'entreprise chez vous, quelles que soient les clauses du bail, du règlement de copropriété ou du plan local d'urbanisme. Cependant, si une clause existe, vous ne pourrez domicilier votre entreprise que pendant cinq ans maximum et vous devrez en avvertir le propriétaire ou le syndic par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune clause d'exclusion n'existe dans le bail ou dans le règlement de copropriété, encore faut-il obtenir l'autorisation administrative. Délivrée par le maire, dans les villes de plus de 200 000 habitants et dans les départements des Hauts-de-Seine (92), Seine-Saint-Denis (93) et Val-de-Marne (94), ou le préfet dans les autres communes, cette autorisation est nécessaire si

vous recevez de la clientèle ou de la marchandise dans un logement situé en étage. Si vous ne recevez ni clientèle, ni marchandise ou si l'accueil a lieu dans un local en rez-de-chaussée d'un immeuble, aucune autorisation n'est nécessaire tant que vous ne causez ni nuisance, ni désordre, ni danger pour le voisinage.

Notez que la loi de modernisation de l'économie permet désormais d'utiliser une partie de son logement en HLM pour y exercer une activité professionnelle. L'avis du maire est toutefois requis si vous demandez un changement partiel d'usage et si le logement est situé en rez-de-chaussée. Et bien entendu, cet usage est permis si aucune clause du bail ne l'exclut.

Travailler chez soi quelques heures par semaine ne nécessite pas d'aménagement particulier. Y exercer à temps plein, si. Sans parler des activités qui nécessitent des aménagements de sécurité, se créer un espace dédié est indispensable. Difficile de traiter avec des clients au téléphone si les enfants regardent la télévision dans la même pièce. Le mieux étant évidemment de disposer d'une pièce fermée et réservée à votre vie professionnelle. Il est également possible d'envisager une ligne téléphonique spécifique. Et avant de vous mettre à votre compte à la maison, veillez à ce que tous les membres de la famille acceptent que votre présence ne signifie pas forcément que vous êtes disponible.

### **Louer un local**

Louer un local pour y exercer votre activité implique d'être sûr de générer le chiffre d'affaires nécessaire pour assumer cette charge. Et sous le régime de l'auto-entrepreneur, cette charge n'est pas déduite de votre chiffre d'affaires qui sert d'assiette de calcul pour les cotisations sociales et l'impôt. Il en va de

même pour l'aménagement du local et l'achat de mobilier. En résumé, toutes les dépenses liées à votre installation sortiront de votre poche.

En tant qu'auto-entrepreneur, vous êtes dispensé de l'immatriculation au RCS ou au RM, comme nous l'avons vu. Si c'est économique pour celui ou celle qui s'installe à domicile, cette option est contraignante en ce qui concerne la location d'un local. Sans immatriculation, vous ne pourrez pas bénéficier des avantages des baux commerciaux. Or, un **bail commercial** ouvre certains droits comme la possibilité de louer à long terme (neuf ans), de bénéficier d'un plafonnement du loyer lors de la révision triennale et d'un droit prioritaire lors du renouvellement du bail. Pour bénéficier de ces avantages, vous pouvez alors vous immatriculer. Cela coûte un peu d'argent mais ne change rien à votre régime d'auto-entrepreneur.

### **Intégrer une pépinière**

Les créateurs d'entreprise et les porteurs de projets peuvent aussi se tourner vers les pépinières d'entreprises. Ces organismes mettent à disposition des locaux à des prix inférieurs à ceux du marché. Ils mutualisent également des locaux, des services et des équipements pour les différentes entreprises hébergées : réception, salle de réunion, photocopieuse... Les pépinières apportent également un accompagnement à la création et, dans une certaine mesure, au développement de l'entreprise. Dans ces structures, l'auto-entrepreneur, qui par définition est seul, rompt son éventuel isolement.

Pour intégrer une pépinière, il faut présenter votre projet en bonne et due forme. Un comité jugera alors si votre dossier d'auto-entrepreneur remplit tous les critères nécessaires. L'installation en pépinière s'adresse à

ceux dont l'entreprise constituera l'activité principale. Les places étant restreintes, les comités soutiennent avant tout les projets d'entreprise pérennes.

La pépinière représente un coût. Comme pour la location d'un local, la charge financière n'est pas déductible de votre chiffre d'affaires pour le calcul des charges sociales et fiscales.

### **FAUT-IL OUVRIR UN COMPTE SPÉCIFIQUE ?**

Contrairement à la création d'une société, qui doit notamment justifier du dépôt de son capital, celle d'une entreprise individuelle ne nécessite pas de **compte bancaire professionnel**. Voilà encore une source d'économie ! Si un auto-entrepreneur peut faire l'économie d'un compte professionnel, mieux vaut toutefois ouvrir un autre compte à votre nom pour gérer votre activité au mieux. Un compte de particulier avec les moyens de paiement idoines fait l'affaire. Ainsi, vous suivrez vos entrées et sorties professionnelles bien plus facilement que si elles étaient mélangées à vos revenus et dépenses personnels. Dans le cas contraire et en cas de contrôle fiscal professionnel, vous auriez à justifier de tous les mouvements du compte bancaire, y compris ceux relatifs à vos dépenses et recettes personnelles.

Si vous faites connaître votre entreprise sous un nom commercial, négociez avec votre banquier pour qu'il ajoute ce nom à côté de vos noms et prénoms pour le compte. Cela vous permettra d'encaisser d'éventuels chèques libellés sous ce nom commercial.

# Chapitre 5

## Vos responsabilités

Le « statut » de l'auto-entrepreneur fait beaucoup parler. Il ne s'agit pourtant pas d'un statut en terme légal. Encore moins d'une nouvelle forme d'entreprise. Comme nous l'avons vu, l'auto-entrepreneur commerçant, artisan ou libéral exerce, en réalité, sous le statut de l'entreprise individuelle et bénéficie d'un régime fiscal et social dédié. Ce dispositif présente un avantage : vous créez et fermez votre micro-entreprise rapidement, vous n'avez pas de statuts légaux à rédiger, d'assemblée générale à tenir, de rapports de gestion à établir, de comptes sociaux à publier... autant d'obligations (et bien d'autres) qui pèsent sur les épaules d'un dirigeant de société. En revanche, en tant qu'entrepreneur individuel, vous payez votre liberté d'action au prix fort. Il n'y a pas le filtre d'une **personne morale** (SARL, SA, etc.) pour atténuer votre implication : à chacune de vos décisions et de vos actions, vous engagez votre **responsabilité personnelle** et vos biens propres. À ce titre, un auto-entrepreneur ne peut pas vendre n'importe quoi ou exercer un **métier réglementé** pour lequel il n'a pas

les **qualifications** sans prendre un énorme risque pour sa famille et lui.

Que votre activité indépendante soit accessoire ou que vous vous engagiez pour en tirer votre revenu principal, le statut d'entrepreneur individuel — ou **travailleur indépendant** — vous confère un certain nombre de droits, d'obligations et de responsabilités. En somme, vous êtes seul maître à bord et devez rendre des comptes... à tout le monde !



### À retenir

Il existe certainement un syndicat ou une organisation professionnelle qui œuvre dans votre domaine d'activité. Il peut être intéressant d'y adhérer. Sur le plan juridique, la plupart des ces structures disposent d'un service dédié qui peut vous conseiller lorsque survient un conflit avec un client ou un fournisseur.

## VOS NUMÉROS D'IDENTIFICATION

À réception de votre déclaration d'activité au CFE (lire page 64), l'INSEE vous adresse un **certificat d'inscription** au répertoire SIRENE dont elle a la gestion. Ce code unique et national sert à identifier votre entreprise individuelle. Le courrier de l'INSEE comprend trois identifiants.

Le premier est le numéro SIREN, composé de neuf chiffres correspondant au numéro d'entreprise. Le deuxième est le numéro SIRET, composé de quatorze chiffres correspondant au numéro d'établissement, dans l'hypothèse, peu probable à l'échelle de l'auto-entrepreneur, où vous avez déclaré exercer dans deux

lieux différents. Ce numéro change lorsque vous déclarez un changement de domiciliation. Enfin, le Code APE correspond à l'activité principale exercée, déterminée à partir de la Nomenclature d'Activités Française (NAF) de 2008.

Ce numéro SIREN vous suit toute votre vie, y compris si vous cessez votre activité indépendante pour en reprendre une autre quelques mois ou années plus tard.



### À retenir

**L'extrait K-bis**, est un extrait du registre du commerce. Étant dispensé d'immatriculation au RCS ou au RM, un auto-entrepreneur ne peut pas obtenir ce document.

Tous vos documents commerciaux (devis, factures, conditions générales de ventes, etc.) et publicitaires doivent indiquer votre numéro SIREN, suivi immédiatement et lisiblement de la mention « dispensé d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (RCS) et au Répertoire des métiers (RM) en application de l'article L. 123-1-1 du Code de commerce ».

Cette exigence concerne également le **site Internet** que vous exploitez au titre de votre activité.

## DÉPOSER UNE MARQUE

Le formulaire de déclaration d'activité ne vous permet pas d'inscrire un **nom commercial** à côté de votre nom de naissance. Pour le CFE, l'entreprise individuelle que vous déclarez prend automatiquement

votre nom. Cependant, s'il s'agit d'un élément de différenciation important pour votre activité d'auto-entrepreneur, rien ne vous empêche de déposer un nom original auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI). De fait, aucune autre personne physique ou société ne pourra alors utiliser cette marque dans les classes de produits et de services que vous aurez désignées. L'enregistrement d'une marque de commerce, de service ou de fabrique se fait en deux temps.

### **La recherche d'antériorité**

Cette première étape est vivement conseillée. Il faut vous assurer que le signe distinctif que vous avez retenu ne porte pas atteinte à des droits antérieurs (une autre entreprise est peut-être déjà propriétaire de ce nom commercial) et ne prête pas non plus à confusion pour le public. Depuis le 3 avril 2009, la recherche d'antériorité est gratuite à partir du site <http://bases-marques.inpi.fr>. Auparavant, il en coûtait 40 euros minimum. Votre requête peut se baser sur le nom de la marque, la classification des produits et services (l'INPI recense quarante-cinq classes au total), le nom du déposant ou du titulaire... Lancez également une requête sur Internet à partir des moteurs de recherche : de nos jours, il est rare qu'une entreprise commerciale ne soit pas présente en ligne. Pour les anglophones, la base de données [www.whois.net](http://www.whois.net) répertorie tous les noms de domaine enregistrés sur Internet, y compris ceux ne débouchant pas sur un site Web. Cela étant, seul l'INPI est en mesure de vous apporter une garantie sur l'utilisation antérieure du nom qui vous intéresse. À vous d'évaluer le risque au moment du dépôt.



## La demande d'enregistrement

La protection de votre nom commercial peut se faire au siège de l'INPI à Paris, dans les délégations régionales, au greffe du tribunal de commerce de votre domicile ou bien encore sur Internet. Le coût est de 225 euros jusqu'à trois classes de produits et de services (200 euros *via* Internet), puis 40 euros par classe de produits ou de services supplémentaires. Le dépôt est valable dix ans renouvelables.

## LA PROTECTION DE VOS BIENS PERSONNELS

Sous le statut de l'entreprise individuelle, vous et votre entreprise constituez une seule et unique entité. En cas de difficultés financières dans le cadre de votre activité, vous êtes exposé. Vos **créanciers** professionnels peuvent se rembourser sur l'ensemble de votre **patrimoine familial : résidence principale** ou secondaire dont vous êtes propriétaire, **comptes courants personnels**, meubles, véhicules, etc. Cette menace porte également sur les biens de votre conjoint acquis depuis votre union si vous êtes mariés sous le **régime de la communauté des biens**. Pire, le paiement de vos dettes peut se prolonger bien des années après la cessation d'activité et se transmettre à vos héritiers s'ils acceptent votre succession.

Heureusement, depuis 2003, la **loi Dutreil** autorise tout entrepreneur individuel (commerçant, artisan, agent commercial, professionnel libéral) à déclarer insaisissable sa résidence principale (loi 2003-721 pour l'initiative économique). Cette mesure a été renforcée en août 2008 par la loi sur la modernisation de l'économie. La protection s'étend désormais à tous les **biens fonciers** bâtis ou non bâtis, détenus par la

personne physique et qui ne sont pas directement affectés à l'activité professionnelle.

Il existe cependant une réserve de taille : l'insaisissabilité ne couvre que les **dettes professionnelles**. Vous ne pouvez pas l'opposer à vos créanciers personnels ni à ceux de votre conjoint(e), susceptibles de saisir le patrimoine commun.



### À retenir

Dans une structure juridique de type société (SARL, SA, SAS), patrimoine des associés et patrimoine de l'entreprise sont distincts. Sauf faute avérée du ou des dirigeants, seuls les biens de la société peuvent servir à rembourser les créanciers. Si vous prévoyez que votre activité génère des dettes importantes en phase de lancement, le statut de l'entreprise individuelle n'est sans doute pas le plus pertinent à adopter.

## Comment rendre vos biens immobiliers insaisissables ?

Pour être opposable à vos créanciers, la déclaration d'insaisissabilité doit nécessairement être établie par un **notaire**. Le document comprend la description détaillée de l'immeuble et sa nature : bien possédé en propre, commun ou indivis (seuls les droits indivis du déclarant sont insaisissables). Pour donner valeur d'**acte authentique** à la déclaration, l'officier ministériel se charge ensuite de publier le document :

- au Bureau de conservation des hypothèques dont dépendent les biens immobiliers protégés ;
- dans un journal d'annonces légales si vous n'êtes pas immatriculé (les auto-entrepreneurs sont dispensés d'immatriculation) ;

- au registre de publicité légale au RCS ou au RM si vous avez fait le choix malgré tout, en tant qu'auto-entrepreneur, de vous immatriculer.

Cette démarche, que nous vous recommandons vivement si vous contractez des prêts, vous coûtera entre 250 et 500 euros environ. Le prix de la tranquillité.

Vous pouvez demander cette mise à l'écart de vos biens dès le démarrage de votre activité ou plus tard. Sachez que votre patrimoine ne devient insaisissable que pour les dettes nées après la publication de la déclaration. Les dettes que vous aviez contractées avant la signature continuent de faire peser un risque sur vos biens.

Enfin, si chacun des époux est auto-entrepreneur, il est recommandé de mettre en place une double déclaration.

### **Quels sont les biens susceptibles d'être protégés ?**

Il s'agit de tous vos biens fonciers bâtis et non bâtis (maisons, terrains) non affectés à votre activité d'auto-entrepreneur. L'insaisissabilité couvre donc :

- votre résidence principale, qu'elle soit en pleine propriété, en usufruit ou en nue-propriété ;
- un immeuble possédé à titre personnel par l'auto-entrepreneur, commun aux époux ou en indivision.

Lorsque vous êtes propriétaire et que vous exercez à domicile, la déclaration d'insaisissabilité s'applique à l'ensemble de votre résidence principale, pour autant que n'ayez pas séparé préalablement chez un notaire la partie habitation de la partie professionnelle. Les résidences secondaires ne sont pas couvertes par le dispositif.

### **Quelles sont les conséquences ?**

Les biens immobiliers identifiés dans la déclaration ne peuvent plus être saisis par vos créanciers professionnels. La déclaration reste valable tant qu'elle n'est pas dénoncée. Elle prend fin en cas de divorce ou au décès de l'entrepreneur individuel. Dans ce cas, le conjoint survivant ou l'héritier continue à bénéficier de l'insaisissabilité du bien dont il est légataire pour les dettes professionnelles contractées par le défunt.

Lorsqu'il vend sa résidence principale pour l'achat d'un autre logement, l'entrepreneur a la possibilité d'effectuer un remploi : le fruit de la vente demeurera insaisissable à l'égard des créanciers, à condition que l'entrepreneur utilise cette somme dans un délai d'un an pour acquérir une nouvelle résidence principale. Rédigé chez le notaire, l'acte d'acquisition du nouveau bien immobilier doit contenir une déclaration expresse de remploi des fonds. Ainsi, la nouvelle résidence principale deviendra également insaisissable à concurrence des sommes réemployées.

### **Renoncer à une déclaration d'insaisissabilité**

Vous avez toujours la possibilité de renoncer à la mise en sûreté de vos biens immobiliers pour apporter une garantie plus importante à vos créanciers, votre banquier en particulier. Cette renonciation, devant notaire, est soumise aux mêmes formalités de conservation et de publicité que la déclaration d'insaisissabilité.

### **Votre régime matrimonial et les biens personnels du conjoint**

S'il est marié, l'entrepreneur individuel qui ne retient pas la protection d'une déclaration d'insaisissabilité doit porter une attention particulière à son régime matrimonial. Dans le cadre d'une union sous le régime de la communauté légale ou en l'absence de

contrat de mariage, les biens acquis par les deux époux sont exposés par l'activité professionnelle. Seul le patrimoine reçu par le conjoint à la suite d'une succession n'est pas concerné. Le couple peut envisager de changer de régime matrimonial pour un contrat de **séparation de biens** ou de **participation aux acquêts** qui protégera tous les biens acquis par le conjoint non-entrepreneur, dès lors qu'il ne se porte pas caution. Cette opération, confiée obligatoirement à un notaire, n'est possible que si le couple est marié depuis au moins deux ans.

## COUVRIR VOS RISQUES PROFESSIONNELS

### Des risques importants

Quel que soit le domaine d'activité, un auto-entrepreneur exerce en son nom propre et assume personnellement toutes les conséquences de ses engagements et de ses actes. Nous le martelons... mais c'est notre façon de tordre le coup à une idée reçue qui laisserait croire qu'à micro-entreprise égale micro-responsabilités ! Or, c'est précisément le contraire : en tant qu'entrepreneur individuel vous risquez de payer fort cher une erreur, une maladresse ou un accident commis dans l'exercice de votre activité. Surtout si le sinistre dont vous êtes à l'origine a trait à la santé ou à la sécurité de vos clients...

Les formalités déclaratives de l'auto-entrepreneur n'imposent pas de justifier d'une **assurance professionnelle** à l'entrée. C'est à vous qu'il appartient de respecter les obligations d'assurances professionnelles liées à votre activité. Pour certaines professions réglementées (professionnels du bâtiment par exemple), la loi impose le montant minimum des **indemnisations** à couvrir et la durée.

## Des précautions importantes

Quand bien même votre activité ne semble pas présenter de risque particulier, nous vous recommandons au minimum de prendre les précautions suivantes.

### ***Assurance de responsabilité civile professionnelle (ARCP)***

Cette police couvrira, dans l'idéal, tous les dommages matériels (incendie, dégâts des eaux, vol, bris de glace etc.), immatériels (pertes de données informatiques, etc.) ou corporels causés à des tiers (clients, fournisseurs, tiers) du fait d'erreurs, de fautes ou de négligences causés par vous-même, vos locaux ou votre matériel professionnel dans l'exercice de votre activité. Pensez également à la couverture des risques dus à l'usage professionnel des biens privés de vos clients.



#### À retenir

Si vous vendez des produits alimentaires fabriqués « maison » (sur Internet ou sur les marchés par exemple), demandez à votre assureur la couverture spécifique du risque d'intoxication alimentaire.

### ***Assurance défense/recours***

Elle permet de bénéficier d'une **protection juridique** et de la prise en charge de vos frais de défense en cas de mise en cause devant les tribunaux.

### ***Assurance automobile dédiée***

Elle se justifie si l'utilisation professionnelle de votre véhicule privé n'entre pas dans le champ des garanties couvertes par votre assureur. Le cas échéant, demandez une extension de couverture au contenu professionnel

du coffre et une assurance marchandises transportées pour prévenir le risque de perte ou de vol.

### ***Assurance de responsabilité civile locative***

Elle vous sera utile si vous louez un local pour l'exercice de votre activité. Cette garantie interviendra dans le cas de dommages matériels (incendie, explosion, dégâts des eaux, etc.) touchant des biens mobiliers et immobiliers appartenant au propriétaire du bien loué.



#### **À retenir**

Votre assurance multirisque habitation ne couvre en aucun cas votre responsabilité civile pour vos activités d'auto-entrepreneur, y compris lorsque vous n'exercez qu'à titre accessoire ou saisonnier.

### ***Assurance perte d'exploitation***

Il est judicieux de la souscrire si vous êtes commerçant et que votre activité nécessite le stockage en nombre de marchandises, matières premières ou fournitures. Il s'agit ici de faire face aux conséquences financières d'un arrêt d'activité dû à un sinistre (incendie, dégât des eaux, vol, etc.). Cette option s'envisagera surtout, en rythme de croisière, lorsque vous aurez développé votre chiffre d'affaires.

### ***Contrat de prévoyance***

Les prestataires de service affiliés à la CIPAV qui souhaitent se prémunir contre le risque d'arrêt de travail suite à un dommage ou un sinistre s'orienteront vers un contrat de prévoyance avec indemnités compensatrices.

En pratique

Interrogez la Chambre de commerce, la Chambre de métiers, les organisations professionnelles ou bien encore les conseillers de l'APCE pour connaître les assurances obligatoires dans votre domaine d'activité.

### Quelques garanties supplémentaires

Par ailleurs, la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 vous autorise à utiliser le rez-de-chaussée de votre habitation comme local commercial. Dans ce cas, vous êtes tenu de prévenir votre assurance afin qu'elle modifie votre contrat en conséquence.

La plupart des mutuelles et des compagnies d'assurance sauront vous proposer des garanties en fonction des volumes de vente et des risques liés à votre activité. Pour une entreprise individuelle qui réalise un chiffre d'affaires annuel inférieur à 80 000 euros, comptez en moyenne et selon les niveaux de couverture et de franchise que vous choisirez, de 500 à 1 000 euros pour une prime d'assurance multirisque professionnelle.

Enfin, aucun assureur n'acceptera de couvrir les risques d'un auto-entrepreneur qui s'aventurerait à exercer une activité pour laquelle il n'a pas les qualifications ou autorisations nécessaires.

En pratique

Pour obtenir un devis, vous pouvez solliciter l'assureur MAAF à partir du site de l'Agence Pour la Création d'Entreprises (APCE), pour une estimation d'assurance professionnelle à l'adresse [www.apce.com/pid6176/demander-un-devis-d-assurance.html](http://www.apce.com/pid6176/demander-un-devis-d-assurance.html)



## LE STATUT DE VOTRE CONJOINT

Si votre conjoint est amené à travailler régulièrement à vos côtés, l'article L. 121-4 du Code de commerce vous fait obligation de lui donner l'un des statuts suivants : salarié ou collaborateur.

Concernant le conjoint salarié, sachez que le régime de l'auto-entrepreneur limite beaucoup la possibilité de salarier une personne. Votre conjoint est alors affilié au régime général de la Sécurité sociale avec les mêmes droits et obligations que tout salarié. Quant au conjoint collaborateur, il ne peut pas recevoir de rémunération de votre part.

La loi de modernisation de l'économie a par ailleurs étendu cette formalité à la personne liée à l'entrepreneur par un **pacte civil de solidarité (PACS)**.

L'art. L. 121-7 du Code de commerce définit des responsabilités juridiques différentes pour le conjoint collaborateur selon que l'activité est, d'une part, commerciale ou artisanale, ou de l'autre, libérale. En matière de **protection sociale**, le conjoint collaborateur ne peut pas bénéficier des dispositions relatives aux auto-entrepreneurs.

L'option pour le statut de conjoint collaborateur est accomplie par l'entrepreneur auprès du CFE dont il dépend :

- sur le formulaire P0 au moment de sa déclaration d'activité ;
- sur papier libre lorsque la participation du conjoint intervient au cours de la vie de l'entreprise.



# Chapitre 6

## Votre régime social

Lorsque vous créez une entreprise individuelle, vous êtes automatiquement affilié au régime social des **travailleurs non salariés** (TNS). De fait, vous êtes redevable de cotisations et de contributions à différents organismes de prestations sociales (santé, famille, retraite, etc.) dès les premiers jours de l'entreprise. Dans le langage courant, ces cotisations et contributions sont souvent appelées les « **charges sociales** ».

En tant qu'auto-entrepreneur, vous créez une entreprise individuelle. Vous intégrez donc bien les rangs des TNS et devez vous acquitter de ces « charges ». Même si vous êtes salarié ou retraité, vous avez à payer l'ensemble des cotisations et des contributions. Mais votre statut vous soumet à un régime particulier, celui du **micro-social**.

Dans les autres régimes, les cotisations sont calculées sur la base du **revenu professionnel** de l'avant-dernière année. Pour la première année, le chiffre d'affaires étant inconnu, une base forfaitaire est appliquée. Il faut donc s'acquitter de cotisations sociales

quel que soit le chiffre d'affaires généré. Quant au revenu professionnel, c'est le chiffre d'affaires diminué d'un abattement variable selon la nature de l'activité exercée (71, 50 ou 34 %). Vous aurez compris qu'il n'est pas si simple de savoir de combien vous êtes redevable.

Le régime micro-social clarifie cela. Le montant du forfait social correspond à un pourcentage fixe du chiffre d'affaires encaissé. De plus, le versement, mensuel ou trimestriel, est **libératoire**. Ceci signifie qu'une fois les cotisations payées, elles le sont une bonne fois pour toutes. Aucun rappel, ni régularisation futurs ne seront à craindre. Ceci implique une réelle simplification pour votre gestion : à tout moment, vous savez à combien s'élèvent vos cotisations et donc, combien vous gagnez, hors impôts.



### À retenir

Si vous bénéficiez de dispositifs d'exonération de certaines cotisations sociales (ACCRE, salarié créateur, implantation en zone de redynamisation urbaine, etc.), le régime micro-social ne s'applique pas forcément de la même manière. Les taux peuvent être moindres ou l'application du régime micro-social peut être décalée.

## VOTRE TAUX DE PRÉLÈVEMENT

Le montant de vos cotisations sociales se calcule selon un pourcentage de votre chiffre d'affaires encaissé. Ce taux varie en fonction des activités de votre entreprise. Ainsi, il est de **12 %** pour les activités d'achat/revente de marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place, et

prestations d'hébergement. Il s'élève à 21,3 % pour les prestations de services des auto-entrepreneurs qui relèvent des BIC ainsi que des professionnels libéraux qui relèvent du régime de retraite du RSI. Enfin, il se chiffre à 18,3 % pour les prestations de services des professionnels libéraux qui relèvent de la CIPAV.

Sur le site de l'APCE, à l'adresse [www.apce.com/pid6172/calcul-des-charges-auto-entrepreneur.html](http://www.apce.com/pid6172/calcul-des-charges-auto-entrepreneur.html), vous disposez d'un outil pour calculer facilement les cotisations sociales afférentes au chiffre d'affaires saisi.

Notez que si vous réalisez des ventes de marchandises et des prestations de service, toujours dans les limites de chiffre d'affaires respectives, vos cotisations sont calculées au taux de 12 % sur la partie de votre chiffre d'affaires de vente de marchandises et de 21,3 % (ou 18,3 %) pour la partie du chiffre d'affaires concernant les prestations de services.

En pratique

Un auto-entrepreneur réalise 3 000 euros de chiffre d'affaires, dont 2 000 euros en vente de matériel informatique et 1 000 euros pour la prestation de maintenance. Ses cotisations sociales se monteront à 12 % de 2 000 euros (240 euros) auxquels s'ajoutent 21,3 % de 1 000 euros (213 euros), soit 453 euros en tout.

Attention, les taux mentionnés ci-dessus ne tiennent pas compte de l'exonération de l'ACCRES dont bénéficient certains demandeurs d'emploi. Pour connaître l'application du dispositif ACCRES au régime de l'auto-entrepreneur, référez-vous à la page 44 de cet ouvrage.

## DÉCLARATION ET PAIEMENT

S'il est question du calcul de vos cotisations et de vos contributions sociales, c'est pour que vous sachiez de combien vous êtes redevable sur votre chiffre d'affaires. Fort de cette information, vous établirez plus aisément vos prix et saurez combien vous pouvez gagner (hors impôt). Mais vous aurez également à reporter ces calculs (et à en payer le montant) dans vos **déclarations de chiffre d'affaires** à réaliser régulièrement auprès de l'organisme collecteur, à savoir le RSI ou l'URSSAF. Vous indiquerez le chiffre d'affaires arrondi à l'euro le plus proche. Par ailleurs, si votre chiffre d'affaires provient de plusieurs types d'activité, vous devrez indiquer le montant des recettes et celui des cotisations associées selon chaque type d'activité dans les cases correspondantes.

### Comment déclarer ?

Cette déclaration s'effectue soit par Internet, soit par courrier. En ligne, le service s'appelle « net-micro », accessible *via* le site officiel de l'auto-entrepreneur à la rubrique « Déclarez et payez en ligne ». Avec votre SIRET, vous vous inscrivez au service. L'inscription et l'utilisation du service sont gratuites, tout comme le paiement en ligne. Si vous optez pour ce mode de règlement lors de votre inscription, vous aurez un formulaire d'adhésion au **télérèglement** à imprimer, remplir puis envoyer par courrier. Ne soyez pas surpris si la confirmation de votre inscription est estampillée [net-entreprises.fr](http://net-entreprises.fr) : c'est le site qui héberge le service net-micro.

Si vous ne disposez pas d'Internet, vous procéderez par courrier. Suite à la création de votre entreprise et après la réception du courrier de l'INSEE, vous rece-

vez un courrier de l'organisme social auquel vous êtes affilié. C'est cet organisme qui vous fournira les imprimés nécessaires à la déclaration de votre chiffre d'affaires et au paiement de vos cotisations.

### **Quand déclarer ?**

Qu'elles soient réalisées *via* Internet ou bien par courrier, vos déclarations de chiffre d'affaires, de cotisations sociales afférentes et leur paiement sont à faire à des échéances précises. Celles-ci sont mensuelles ou trimestrielles selon l'option choisie lors de votre déclaration de début d'activité. Ce choix est fait pour l'année civile de la création. Il est appliqué les années suivantes par tacite reconduction. Si vous souhaitez changer de périodicité, il vous faut le demander à votre organisme avant le 31 octobre pour une prise en compte l'année civile suivante. Au final, vos formalités déclaratives en cours d'activité se limitent à celles-ci. Aucune autre déclaration, récapitulatif annuel par exemple, ne sera à fournir.

### ***Déclarations mensuelles***

Dans le cas d'une mensualisation, le chiffre d'affaires réalisé au cours d'un mois et les cotisations afférentes, vous devez les déclarer entre le premier et le dernier jour du mois suivant. Le paiement s'effectue en même temps que la déclaration *via* le téléversement ou l'envoi d'un chèque accompagnant la déclaration en version papier.

Une seule exception à cette règle : lors de la création de votre entreprise, aucune cotisation ne peut être perçue durant les quatre-vingt-dix premiers jours. Votre première déclaration et le paiement associé concerneront donc un peu plus des trois premiers mois de chiffre d'affaires.

### ***Déclarations trimestrielles***

Pour l'option trimestrielle, vous devez réaliser votre déclaration de chiffre d'affaires encaissé lors d'un trimestre entre le premier et le dernier jour du mois suivant ce trimestre. Pour le premier trimestre civil qui couvre les mois de janvier, février et mars, vous avez jusqu'au 30 avril. Pour le deuxième, qui couvre avril, mai et juin, l'échéance est le 31 juillet. Pour le troisième, qui couvre juillet, août et septembre, c'est le 31 octobre. Enfin, pour le quatrième et dernier trimestre civil, qui couvre octobre, novembre et décembre, la date limite est le 31 janvier. Le paiement s'effectue en même temps que la déclaration *via* le téléversement ou l'envoi d'un chèque accompagnant la déclaration en version papier.

En pratique

Si vous avez perçu 1 000 euros pour la vente de marchandises entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin, vous devez déclarer ce montant et régler les 120 euros de cotisations sociales entre le 1<sup>er</sup> et le 3 juillet.

Là encore, il existe une exception lors de la création de votre entreprise. Par dérogation, la première déclaration — et le premier paiement afférent — porte sur le chiffre d'affaires réalisé depuis la date de création jusqu'au dernier jour du trimestre civil suivant.



## En pratique

Si vous vous êtes déclaré auto-entrepreneur le 10 juin, votre première déclaration s'effectuera entre le 1<sup>er</sup> et le 31 octobre et vous indiquerez le chiffre d'affaires encaissé durant la période du 10 juin au 30 septembre, soit plus d'un trimestre.

### ***En l'absence de chiffre d'affaires***

Si vous n'avez pas réalisé de chiffre d'affaires durant une période, vous n'avez aucune obligation de faire une déclaration et, rappelons-le, aucune cotisation sociale à payer. Les promoteurs du **régime micro-social** l'ont souhaité ainsi. Pour vous simplifier la vie. Toutefois, une question se pose : comment votre organisme collecteur saura que l'absence de déclaration correspond à un chiffre d'affaires nul ou bien à un oubli de déclarer ? En effet, tôt ou tard, il est évident que l'organisme en question souhaitera obtenir cette information. Et là, il est fort probable que des formalités devront être accomplies, peut-être à un moment où votre activité battra son plein et que le temps vous manquera. Autant vous prémunir d'un éventuel contrôle en effectuant systématiquement une déclaration, même en cas d'absence de recette. Rappelons que la déclaration de chiffre d'affaires est gratuite et rapide. D'autant plus rapide si vous n'avez que des zéros à insérer.

## **LA COUVERTURE SOCIALE**

Comme nous vous l'indiquions en introduction de ce chapitre, quelle que soit votre activité principale (salarié, retraité, auto-entrepreneur à temps plein, etc.), vous devez vous acquitter de toutes les charges sociales. Hormis la contribution relative à la formation professionnelle continue, ce forfait social comprend

différentes cotisations et contributions que doit honorer tout TNS. À ce titre, et contrairement aux idées reçues qui perdurent, un entrepreneur bénéficie de prestations sociales d'un niveau égal à celles d'un salarié, sauf en matière d'assurance chômage. Pour bénéficier de ce type de prestations, il faut souscrire une police à titre individuel auprès d'une société d'assurances.

Le forfait social des auto-entrepreneurs non professionnels libéraux affiliés à la CIPAV comprend donc :

- l'assurance maladie-maternité/paternité ;
- l'assurance indemnité journalière ;
- les allocations familiales ;
- l'assurance vieillesse du régime de base ;
- le régime de retraite complémentaire obligatoire ;
- la contribution sociale généralisée (CSG) ;
- l'assurance invalidité-décès ;
- la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Toutes ces cotisations ouvrent aux auto-entrepreneurs le même niveau de prestation en matière de remboursement de soins, de médicaments, d'allocations, de droit à la retraite de base, etc., qui est offert aux salariés, par exemple.

Quant aux professionnels libéraux affiliés à la CIPAV, ils bénéficient des mêmes prestations sauf en matière d'indemnités journalières. Ceci explique notamment pourquoi ils cotisent moins que les autres prestataires de service (18,3 % au lieu de 21,3 %). Pour les autres auto-entrepreneurs, les indemnités journalières s'élèvent entre 19,60 et 47,65 euros par jour à compter du huitième jour d'arrêt de travail ou du quatrième jour d'hospitalisation. Et ce 360 jours sur trois ans.

Toutefois, vous ne pouvez en bénéficier qu'après une affiliation de douze mois minimum.

### **Retraite : la validation des trimestres**

En France, le système de retraite est basé sur la répartition. Tout actif cotise pour les versements actuels des pensions et, dans le même temps, s'ouvre des droits à la retraite de base. Ces droits sont notamment calculés selon un nombre de trimestres validé. Pour bénéficier d'une retraite à taux plein, il faut valider un certain nombre de trimestres au cours de sa vie d'actif à raison de quatre maximum par an : entre 150 et 164 selon son année de naissance. Si vous avez moins de 57 ans, le nombre de trimestres à valider est actuellement de 164. La validation d'un trimestre dépend du revenu perçu (et des cotisations versées) au cours de ces trois mois. En 2009, un salarié, par exemple, doit percevoir 1 742 euros sur trois mois pour valider un trimestre.

En tant qu'auto-entrepreneur qui, comme de nombreux indépendants, perçoit des revenus généralement fluctuants, la validation des trimestres s'appuie sur votre chiffre d'affaires annuel, sauf pour le premier trimestre. Si votre chiffre d'affaires n'est pas nul, vous bénéficiez de la validation d'un trimestre pour le calcul de votre retraite de base, ce quel que soit le chiffre d'affaires réalisé. Par la suite, le chiffre d'affaires minimum pour valider des trimestres varie en fonction de votre activité selon le tableau suivant.

**Tableau 5 – Chiffre d'affaires et validation des trimestres**

Activité	CA minimum pour valider deux trimestres	CA minimum pour valider trois trimestres	CA minimum pour valider quatre trimestres
Commerce	12 020 €	18 030 €	24 040 €
Artisanat/prestation de service	6 968 €	10 452 €	13 936 €
Profession libérale	5 577 €	8 675 €	11 554 €

En tant qu'auto-entrepreneur, les professionnels libéraux affiliés à la CIPAV ne peuvent pas opter pour des suppléments de cotisation afin d'améliorer leurs droits.

### Qui contacter pour vos prestations ?

Pour vos prestations sociales, vous vous tournerez vers vos organismes habituels sauf en matière de maladie. Pour cette dernière, vous aurez affaire à l'organisme d'assurance maladie des TNS que vous avez choisi lors votre déclaration d'activité ou le RSI pour ce qui est de la **Carte Vitale**.

Si l'auto-entrepreneuriat est votre activité principale, c'est le RSI qu'il faut contacter pour les indemnités journalières si vous y avez droit.

Si avant de créer votre entreprise vous étiez rattaché à la caisse de votre conjoint, vous êtes automatiquement affilié au RSI en devenant auto-entrepreneur. Si vous bénéficiiez de l'assurance maladie complémentaire de votre conjoint, vous devriez rester ayant-droit. Renseignez-vous auprès de l'assurance pour savoir si votre nouveau statut d'indépendant ne modifie pas vos droits.

En revanche, si vous êtes salarié ou déjà non-salarié et que cela reste votre activité principale, vous vous

adresserez toujours aux mêmes organismes. Ainsi, les salariés affiliés au régime général, par exemple, contacteront pour leurs prestations de santé la CPAM.

### **Pour les prestations complémentaires**

Si votre activité d'auto-entrepreneur est votre activité principale ou que vous ne bénéficiez pas d'une complémentaire santé, ni d'une complémentaire retraite en tant que salarié, vous pouvez envisager d'y souscrire auprès d'une société d'assurance. Attention cependant aux offres professionnelles. Plus chères, elles sont calibrées pour des entreprises qui peuvent bénéficier d'**avantages fiscaux** dits « Madelin », du nom de l'auteur de la loi de défiscalisation de 1994. Avec ces contrats, vous déduisez des bénéfices imposables le montant des versements (dans une certaine limite). En tant qu'auto-entrepreneur, vous ne profitez donc pas de cet avantage puisque votre impôt est calculé sur le chiffre d'affaires. Mieux vaut donc souscrire une police destinée au particulier.

### **LA SORTIE DU RÉGIME AUTO-ENTREPRENEUR**

Vous ne bénéficiez plus du régime micro-social si :

- vous demandez à en sortir ;
- votre chiffre d'affaires dépasse les plafonds (80 000 euros ou 32 000 euros) pendant deux années consécutives ;
- votre chiffre d'affaires dépasse 88 000 euros ou 34 000 euros ;
- vous déclarez un chiffre d'affaires nul pendant douze mois consécutifs.

La sortie du régime s'effectue au 1<sup>er</sup> janvier qui suit les modifications. Si vous fermez votre entreprise, vous restez couvert en ce qui concerne les prestations en nature (remboursement des frais médicaux, allocations familiales, etc.) pendant un an après la fermeture.

# Chapitre 7

## Votre régime fiscal

L'auto-entrepreneur est soumis au régime fiscal de la micro-entreprise (**micro-BIC** ou **micro-BNC**). Ce régime implique plusieurs conditions :

- exercer votre activité en entreprise individuelle ;
- être en franchise de TVA ;
- ne pas exercer une activité exclue du dispositif (voir chapitre 3) ;
- ne pas exercer sous le régime d'imposition selon le réel simplifié ;
- ne pas dépasser des plafonds de chiffre d'affaires annuels.

Pour 2009, ces plafonds sont de :

- **80 000 euros** pour les activités d'achat/revente de marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place, et prestations d'hébergement ;
- **32 000 euros** pour les prestations de services.

Pour la première année, ces plafonds sont à ajuster au prorata du temps d'exploitation.

L'auto-entrepreneur peut donc opter pour l'application du régime fiscal classique de la micro-entreprise. Il a aussi la possibilité de choisir le nouveau régime micro-fiscal s'il remplit les conditions de ressources nécessaires.

Le régime micro-fiscal simplifie le calcul et le paiement de l'impôt. Il est en effet calculé directement sur le chiffre d'affaires par application d'un pourcentage qui varie en fonction de l'activité. Ensuite, il permet le **versement libératoire de l'impôt sur le revenu**. Ce versement s'effectue selon la même périodicité que celle du versement libératoire des charges sociales du régime micro-social qui caractérise l'auto-entrepreneur. Ainsi, une fois déclaré le chiffre d'affaires (le paiement des charges sociales et fiscales s'effectuant lors de cette déclaration), vous êtes libéré de toutes obligations envers les organismes sociaux et l'administration fiscale. Une position que vous envieront bien des entrepreneurs qui ne bénéficient pas du même régime...

Toutefois, notez bien que l'option au régime micro-fiscal est facultative. Ne confondez pas l'obligation du régime micro-social pour être auto-entrepreneur et l'option au micro-fiscal (en revanche, il faut être en micro-social pour prétendre à l'option du micro-fiscal). Donc, si vous vous soumettez au versement libératoire des cotisations et des contributions sociales, vous n'êtes pas obligé d'opter pour celui de l'impôt sur le revenu. Ce n'est d'autant pas une obligation que, dans certains cas de figure, vous avez même tout intérêt à ne pas opter pour ce versement d'impôt.

Ainsi, si vous êtes actuellement non imposable et que les revenus escomptés par votre activité d'auto-entrepreneur ne changeront pas votre situation, n'optez



pas pour le versement libératoire. Non seulement cela reviendrait à payer un impôt injustifié au regard de votre situation mais cela grèverait également la trésorerie de votre entreprise des montants versés. Dans ce cas, mieux vaut privilégier le régime « classique » de la micro-entreprise.

### **QUI PEUT OPTER POUR LE RÉGIME MICRO-FISCAL ?**

Avant d'entrer plus en détail dans le fonctionnement du régime micro-fiscal, rappelons que cette option n'est pas ouverte à tous les auto-entrepreneurs. Seuls ceux dont le revenu du foyer de l'avant-dernière année est inférieur à certains plafonds peuvent y souscrire. Pour une souscription envisagée en 2009, ces plafonds sont calculés sur la base de 25 195 euros par part de quotient familial pour un revenu en 2007. À titre d'exemple, cela donne :

- 25 195 euros pour une personne seule ;
- 50 390 euros pour un couple ;
- 25 195 euros par part supplémentaire et 12 598 euros par demi-part supplémentaire.

Si l'année de la création de l'auto-entreprise, vous dépassez ces plafonds, mais que les années suivantes, votre revenu passe sous les plafonds en vigueur et que vous êtes soumis au régime micro-social, vous pouvez opter pour le micro-fiscal. Faites-le avant le 31 décembre de l'année civile en cours pour une prise en compte au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante.

Si votre revenu est supérieur aux plafonds, vous aurez à le reporter dans votre déclaration d'impôt personnelle. Nous en expliquons tous les détails plus loin dans ce chapitre.

## LE RÉGIME MICRO-FISCAL

Connaître l'impôt dû et le payer presque au fur et à mesure des encaissements : voilà ce que permet le régime micro-fiscal. Associé à ce régime, vous voilà l'esprit allégé des soucis de charges sociales et fiscales qui tracassent souvent les entrepreneurs soumis à d'autres régimes.

Un autre avantage du régime micro-fiscal est la prolongation de deux ans de l'exonération temporaire de taxe professionnelle. Toute entreprise est exonérée la première année. L'auto-entrepreneur qui opte pour le versement libératoire lors de la création de l'entreprise bénéficie donc de trois périodes exonérées au lieu d'une.

### Les taux d'imposition

En ce qui concerne le calcul de l'impôt sur le revenu, il est assis directement sur votre chiffre d'affaires encaissé selon un pourcentage qui dépend de votre activité. Ce taux est de :

- 1 % pour les activités d'achat/revente de marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place et prestations d'hébergement ;
- 1,7 % pour les prestations de services des auto-entrepreneurs qui relèvent des BIC ainsi que des professionnels libéraux qui relèvent du régime de retraite du RSI ;
- 2,2 % pour les prestations de services des professionnels libéraux qui relèvent de la CIPAV.

Si vous réalisez des ventes de marchandises et des prestations de service, toujours dans les limites de chiffre d'affaires respectives, votre impôt est calculé au taux de 1 % sur la partie de votre chiffre d'affaires de vente de marchandises et de 1,7 % (ou 2,2 %) pour

la partie du chiffre d'affaires concernant les prestations de services.

**En pratique**

Un auto-entrepreneur réalise 3 000 euros de chiffre d'affaires, dont 2 000 euros en vente de matériel informatique et 1 000 euros pour la prestation de maintenance. L'impôt dû est de 1 % de 2 000 euros (20 euros) auxquels s'ajoutent 1,7 % de 1 000 euros (17 euros), soit 47 euros en tout.

### Les montants à déclarer

Sur le site de l'APCE, à l'adresse [www.apce.com/pid6172/calcul-des-charges-auto-entrepreneur.html](http://www.apce.com/pid6172/calcul-des-charges-auto-entrepreneur.html), vous disposez d'un outil pour calculer facilement l'ensemble de vos cotisations sociales et fiscales afférentes au chiffre d'affaires indiqué. En effet, lors de la déclaration de votre chiffre d'affaires et du paiement, vous aurez à indiquer le montant de l'impôt additionné à celui des charges sociales. Le paiement des deux s'effectue en une seule fois auprès de l'organisme collecteur, à savoir le RSI ou l'URSSAF. Vous indiquerez le chiffre d'affaires arrondi à l'euro le plus proche. Et si votre chiffre d'affaires provient de plusieurs types d'activité, vous indiquerez le montant des recettes et celui des charges associées selon chaque type d'activité dans les cases correspondantes.

**En pratique**

En reprenant l'exemple donné plus haut, les cotisations sociales se montent à 12 % de 2 000 euros (240 euros) auxquels s'ajoutent 21,3 % de 1 000 euros (213 euros), soit 453 euros en tout. La charge sociale et fiscale s'élève donc à 490 euros en tout. Il faut cependant indiquer 260 euros de charges au titre de la vente de matériel et 230 euros au titre de la prestation de services.

## Les formalités déclaratives

La déclaration et le paiement des charges fiscales étant réalisés en même temps que ceux des charges sociales, la procédure est rigoureusement identique. Comme il est détaillé dans le chapitre 6, à la section « Déclaration et paiement », ils s'effectuent soit par Internet, soit par courrier. En fonction de l'option retenue, vous effectuez cette démarche à un rythme mensuel ou trimestriel, selon le calendrier également détaillé dans le chapitre précédent.

En pratique

Si vous avez perçu 1 000 euros pour la vente de marchandises, vous devez déclarer ce montant et payer les 130 euros de charges, dont 120 euros de forfait social et 10 euros d'impôt.

## Sortie du versement libératoire

Pour une sortie volontaire du régime micro-fiscal, il vous faut le signaler à l'administration fiscale avant le 31 décembre de l'année en cours pour une prise d'effet dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivante. Cela signifie que vous aurez à déclarer et payer une dernière fois votre impôt sous la forme d'un versement libératoire dans le courant du mois de janvier. En revanche, la sortie du régime micro-fiscal vous est imposée si :

- vous sortez du régime micro-social ;
- vous fermez votre entreprise ;
- le revenu de référence de votre foyer dépasse les plafonds qui ouvrent droit à l'option micro-fiscal (ces plafonds sont réévalués chaque année).

Dans les deux premiers cas, vous sortez du régime de l'auto-entrepreneur. Vous dépendez alors d'autres dispo-

sitifs fiscaux qui ne sont pas du ressort de cet ouvrage. Dans le dernier cas, si vous répondez toujours aux conditions du régime micro-social, vous serez soumis à l'imposition du régime fiscal classique de la micro-entreprise lors de l'année civile qui suit celle du dépassement de revenu dont nous traitons dans le paragraphe suivant. Une fois sorti du régime micro-fiscal, vous bénéficiez toujours des avantages du régime micro-social.

## **LE RÉGIME CLASSIQUE DE LA MICRO-ENTREPRISE**

### **En fonction de votre situation fiscale**

Si vous ne répondez pas aux conditions de ressources pour bénéficier du **régime micro-fiscal**, vous ne bénéficiez donc pas du versement libératoire de l'impôt sur le revenu. Vous êtes alors soumis au **régime fiscal classique de la micro-entreprise**. Celui-ci implique de déclarer le chiffre d'affaires amputé d'un abattement forfaitaire dans la déclaration des revenus personnels. Cet abattement correspond à une évaluation forfaitaire des frais engagés par l'entrepreneur dans le cadre de son activité.

Et à ce titre, ce régime classique, qui semble n'être qu'une solution par défaut, doit cependant être sérieusement pris en compte par les auto-entrepreneurs dont les revenus de l'avant-dernière année sont modestes. En effet, s'ils peuvent prétendre au versement libératoire, cela implique qu'ils paient un impôt sur leurs revenus. Or, si leurs autres revenus les rendent non imposables et que l'ajout de ceux obtenus en tant qu'auto-entrepreneur ne change pas cette situation, ils n'auront donc pas à acquitter le moindre impôt sur le revenu. La progressivité de l'impôt est respectée. Contactez l'administration fiscale pour faire des simulations.

## Le revenu imposable

Sous ce régime, vous déclarez votre chiffre d'affaires en même temps que les revenus du foyer, sur un formulaire complémentaire (2042 C). Vous portez le montant dans la case correspondant à votre activité (KO, KP en cadre B ou HQ en cadre D), voire les montants dans les cases si vous avez effectué de la vente de marchandises et des prestations de services.

Pour le calcul de votre impôt sur les revenus, l'administration fiscale (pas vous !) appliquera un abattement qui varie selon l'activité sur les montants de chiffre d'affaires. Voici le taux des abattements :

- **71 %** pour les activités d'achat/revente de marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place et prestations d'hébergement ;
- **50 %** pour les prestations de services des auto-entrepreneurs qui relèvent des BIC ainsi que des professionnels libéraux qui relèvent du régime de retraite du RSI ;
- **34 %** pour les prestations de services des professionnels libéraux qui relèvent de la CIPAV (aussi appelé activité non commerciale).

C'est le **chiffre d'affaires abattu** qui sera soumis à l'impôt sur le revenu au même titre que les autres revenus du foyer fiscal.

Tableau 6 – Synthèse des régimes de l'auto-entrepreneur

	Régime micro-fiscal			Régime classique micro-entreprise		
	Taux d'imposition	Base de l'imposition des revenus de l'entreprise	Déclaration	Paiement	Taux d'imposition	Base de l'imposition des revenus de l'entreprise
Achat/revente de marchandises, hébergement	1 %	100 % du chiffre d'affaires	Mensuelle ou trimestrielle	Versement libératoire mensuel ou trimestriel	Variable en fonction des revenus du foyer fiscal	29 %
Prestations de services	1,70 %					50 %
Professions libérales	2,20 %					66 %
						L'année suivant la réalisation du chiffre d'affaires

## **LA TAXE PROFESSIONNELLE**

Si vous avez opté pour le régime micro-fiscal lors de la création de l'entreprise et uniquement dans ce cas, vous êtes exonéré de taxe professionnelle pour l'année de la création d'entreprise ainsi que les deux années suivantes. D'autres exonérations temporaires ou définitives existent. Si vous installez votre entreprise dans certains lieux (Zone de Revitalisation Rurale, Zone Franche Urbaine ou Zone de Redynamisation Urbaine), vous êtes exonéré de cette taxe pour cinq ans. Vous êtes également exonéré si vous exercez certaines activités dans des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre centre des impôts.

Si vous ne relevez d'aucun de ces cas, vous serez exonéré l'année de la création d'entreprise, puis soumis à cet impôt à compter de la deuxième année civile — à moins que cet impôt ne soit supprimé d'ici là. En attendant, la taxe professionnelle est calculée en fonction de différents critères dont certains propres à l'activité ou à la commune. Renseignez-vous auprès du centre des impôts dont dépend votre entreprise.

## **LA FRANCHISE DE TVA**

### **Un affranchissement appréciable**

Le dernier élément fiscal du régime de l'auto-entrepreneur est la franchise de TVA. Cela signifie que vous ne facturez pas cette taxe et ne la récupérez pas sur les dépenses que vous effectuez. Ne pouvant déduire la TVA, si vous devez acheter beaucoup de matériel pour installer votre entreprise, le régime de l'auto-entrepreneur et plus largement de la micro-



entreprise n'est peut-être pas le plus adapté pour vous. Si vous désirez récupérer (et donc facturer) la TVA, vous sortez alors du régime fiscal de l'auto-entrepreneur ainsi que de celui de la micro-entreprise.

Dans la pratique, vous réglez donc les montants TTC des factures de vos fournisseurs (qui pour la plupart doivent reverser cette taxe). Inversement, vous facturez des montants HT et sur vos devis et factures, vous faites figurer la mention « TVA non applicable, art. 293 B du CGI ». Des clients professionnels soumis à la TVA pourraient refuser de travailler avec vous sous prétexte qu'ils ne pourraient pas récupérer cette taxe sur vos factures. Rassurez-les : ils n'ont pas à la récupérer puisqu'ils ne la paient pas. Si vous êtes sur un marché concurrentiel en prestation de services, mieux vaut donc facturer des montants évalués sur les montants HT de vos concurrents soumis à la TVA. En revanche, si vous achetez et vendez des marchandises, ne retranchez pas systématiquement le montant de la TVA pour être moins cher. Comme vous ne récupérerez pas le montant de la TVA sur vos achats, vous iriez au-devant de cruelles désillusions quant à vos marges.

Cet affranchissement constitue un avantage appréciable dans la gestion courante d'une entreprise : pas de TVA, pas de déclaration de TVA ! Certes, c'est une lapalissade, mais avant tout des soucis en moins. Même si les formalités déclaratives se rapportant à la collecte et la récupération de la taxe n'ont rien d'insurmontable, c'est toujours du temps de gagné de ne pas s'en préoccuper.

### **Un numéro de TVA pour l'Europe**

En franchise de TVA, vous ne disposez donc pas de numéro de TVA. Ceci ne constitue pas un frein si vous n'achetez qu'en France. Pour l'exportation, vous ne rencontrez pas non plus de problème puisque vous ne facturez pas de TVA. Ainsi, vos clients n'auront pas à la récupérer. Donc, vous n'avez pas besoin d'être identifié en matière de TVA.

En revanche, si vous importez des marchandises d'un autre pays de l'UE, un numéro de TVA intra-communautaire peut s'avérer nécessaire. Si le montant de vos achats de l'année passée et celui de l'année en cours n'excèdent pas 10 000 euros, vous disposez d'une dérogation qui vous affranchit du versement de la TVA en France, donc de l'obtention d'un numéro de TVA intra-communautaire. Vous payez des factures TTC à vos fournisseurs qui sont soumis à la TVA de leur pays. Au-delà de 10 000 euros, vous devez demander un numéro individuel d'identification à la TVA au service des impôts des entreprises dont vous dépendez. Vos fournisseurs ne vous factureront plus de TVA. Vous devrez remplir une déclaration de TVA et reverser la taxe au taux applicable en France.

## Chapitre 8

# Vos obligations comptables

Le régime de l'auto-entrepreneur est peu contraignant en matière de **comptabilité**. Votre activité est affranchie de **TVA**, vous n'avez pas d'**immobilisation**, ni d'**amortissement** à constater et vous êtes soumis au **régime fiscal simplifié** de la micro-entreprise. Le **stock** de matières premières ou de produits finis n'est pas non plus comptabilisé.

Autant de facilités qui n'imposent pas de dresser un **compte de résultat**, ni **bilan** de fin d'année, et encore moins de déposer vos comptes annuels au greffe du tribunal de commerce. Vos obligations se limitent à tenir à jour un **livre des recettes** et un **registre des achats**, à établir des factures en bonne et due forme et à conserver tous les documents justificatifs liés à votre activité.

Ce formalisme allégé vous autorise aussi à ne pas faire appel à un **expert-comptable**, soit une économie substantielle de 1 200 euros par an au bas mot. Il ne vous libère cependant pas de la nécessité de surveiller au quotidien l'état de votre **trésorerie**. C'est

une démarche absolument indispensable pour connaître votre marge de manœuvre, anticiper vos prochaines dépenses et déterminer un prélèvement au titre de votre **rémunération**.

Il vous suffit de cinq minutes par jour et d'un grand cahier ou un tableau informatisé<sup>1</sup> que vous pouvez organiser de la façon suivante :

**Tableau 7 – Suivi de trésorerie au jour le jour**

Date	Mode de paiement (chèque, CB...)	Numéro de pièce	Objet de l'opération	Débit (dépense/sortie d'argent)	Crédit (recette/entrée d'argent)	Solde restant	Pointage avec la banque

Dès le démarrage de votre activité, prenez soin de cloisonner votre **compte bancaire** « professionnel » qui, rappelons-le, peut être un compte-chèques ordinaire, et votre compte courant personnel. Par exemple, ne réglez pas une facture de votre entreprise avec vos deniers personnels et n'alimentez pas directement votre compte courant avec un encaissement lié à votre activité. Vous éviterez bien des tracas en cas de contrôle fiscal.

---

1. Inutile d'investir dans un logiciel onéreux : vous trouverez sur Internet la suite bureautique OpenOffice (<http://fr.openoffice.org/>) qui peut répondre à tous vos besoins.



### À retenir

En contrepartie d'une adhésion annuelle facturée entre 100 et 250 euros, un Centre de Gestion Agréé (CGA) ou une Association agréée (AGA) — pour les professions libérales — contrôle et valide les documents fiscaux dressés par l'expert-comptable. Cette validation permet à l'entrepreneur, qui a opté pour un régime réel d'imposition et la tenue d'une comptabilité complète, d'obtenir un bonus fiscal. L'auto-entrepreneur relève, lui, du régime fiscal de la micro-entreprise et ne peut pas bénéficier de ces avantages. Il n'a donc aucun intérêt à adhérer à un CGA.

## LE LIVRE DES RECETTES

C'est le document comptable sur lequel vous devez consigner dans l'ordre chronologique toutes les **recettes** encaissées, c'est-à-dire votre **chiffre d'affaires** réel et ce, quelle que soit votre activité. Les mentions indispensables sont :

- la date (vous pouvez prendre pour référence la date de crédit figurant sur votre relevé bancaire ou postal) ;
- la référence de la pièce (numéro de facture ou de note établie par vos soins) ;
- le nom du client ;
- la nature de la vente de marchandises ou de la prestation de service ;
- le montant encaissé ;
- le mode de règlement (chèque, virement, paiement électronique type Paypal, espèces, etc.).

Pour plus de simplicité, ouvrez un livre de recettes par année d'exercice.



### À retenir

À partir du site Internet officiel de l'auto-entrepreneur, il est possible de se procurer gratuitement un modèle vierge de livre des recettes et de registre des achats. Une fois téléchargé sur votre ordinateur (fichier au format PDF), vous le dupliquez autant de fois que nécessaire : [www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr), rubrique « Documents utiles ». Vous trouverez également ces documents comptables en librairie-papeterie pour environ 20 euros.

## LE REGISTRE DES ACHATS

Si votre activité repose, pour l'essentiel, sur l'achat/revente de marchandises, la distribution de denrées alimentaires à consommer sur place ou à emporter, ou bien encore la fourniture de prestations d'hébergement, vous devez également remplir un registre des achats. Ce document comptable, imposé par le Code général des impôts, enregistre au fur et à mesure du règlement de vos factures :

- la date (vous pouvez prendre pour référence la date de débit figurant sur votre relevé bancaire ou postal) ;
- la référence de la pièce (numéro de facture établie à votre attention) ;
- le nom du fournisseur ;
- la nature du paiement ;
- le montant réglé (somme TTC lorsque votre fournisseur est assujetti à la TVA) ;
- le mode de règlement (chèque, virement, paiement électronique type Paypal, espèces, etc.).

Les sommes à reporter concernent exclusivement la partie commerciale de votre activité (achat/revente). Vous ne pouvez pas enregistrer ici vos frais de fonction-

nement et charges fixes. Vous ouvrirez un registre des achats par année d'exercice. La tenue de ce registre ne s'impose qu'aux auto-entrepreneurs commerçants : les **prestataires de services** ne sont pas concernés.

Derniers détails : livre des recettes et registre des achats sont tenus en français et en euros et, autant que possible, sans blancs ni ratures. Ces documents comptables n'ont pas besoin d'être visés (on parle en réalité de cote et de paraphe) par l'Administration.



### À retenir

Vous avez décidé d'accepter les paiements en liquide de la part de vos clients et de régler vos achats en espèces ? Vous devez alors tenir à jour un **livre de caisse** et gérer cette trésorerie avec la plus grande rigueur. Considérez qu'il s'agit d'argent qui appartient à votre auto-entreprise et non à vous-même. Ne puisez pas dans cette réserve pour vos achats personnels. Pour éviter cette complication : proposez à vos clients de vous payer avec tous les autres moyens de paiement disponibles et ne réglez rien en espèces pour les besoins de votre activité.

## LES FRAIS PROFESSIONNELS

Un auto-entrepreneur est, par définition, soumis au régime micro-social, et au régime fiscal de la micro-entreprise : impôt sur le revenu et cotisations sociales sont assis sur le chiffre d'affaires et selon un taux de prélèvement qui tient compte forfaitairement des charges d'exploitation (lire page 90). Par conséquent, il ne peut pas déduire de l'assiette de calcul de son impôt ses charges et dépenses d'activité : frais de transport, communication, courrier, loyer, intérêts d'emprunt, etc. S'il s'avère que votre projet d'entreprise nécessite des

investissements importants ou va produire beaucoup de **frais de fonctionnement**, le régime de l'auto-entrepreneur n'est sans doute pas le plus adapté.

## LES DOCUMENTS À CONSERVER

Conservez l'ensemble des **contrats**, **devis**, **factures** et pièces justificatives relatives à votre exploitation (achats, dépenses, ventes de marchandises et de prestations de services, etc.) tout au long de la vie de votre entreprise individuelle (voir le tableau ci-après). Vous devez les présenter en cas de contrôles administratifs du fisc ou des organismes sociaux ou dans le cadre d'une **procédure judiciaire**. Ces éléments pourraient, le moment venu, vous permettre de prouver le respect de vos obligations légales et votre bonne foi.

**Tableau 8 – Le Code du commerce fixe les délais de conservation des documents commerciaux (art. L. 110-4 et L. 123-22)**

Type de documents	Archivage
Factures clients et/ou fournisseurs	Dix ans à compter de la fin de l'année d'émission.
Livres et registres comptables	Dix ans à compter de la fin de l'année de création (si vous ouvrez un registre ou un livre par année).
Correspondance commerciale et documents comptables : bons de commande, bons de livraison ou de réception, etc.	Dix ans à compter de la fin de l'année d'émission.
Contrats conclus entre commerçants et entre commerçants et non-commerçants	Cinq ans.
Documents bancaires (relevés bancaires, talons de chèque, etc.)	Cinq ans.
Documents établis pour le transport de marchandises	Cinq ans.



## Chapitre 9

# Gérer votre auto-entreprise

Démarrer une petite activité sous le régime de l'auto-entrepreneur est simple, rapide et sans grand risque (si vous n'avez souscrit aucun emprunt). Cette souplesse contentera probablement celles et ceux qui le mettent en œuvre pour « cadrer » un revenu complémentaire tiré de ventes aux enchères sur Internet ou de petits boulots occasionnels.

Si vous devenez auto-entrepreneur pour tester un marché, créer votre propre emploi ou avec le projet d'évoluer rapidement vers un autre statut juridique, les données ne sont plus les mêmes. Il existe d'abord des étapes incontournables à respecter pour asseoir les fondations de votre entreprise individuelle : maîtriser vos **coûts de production** pour bien définir vos **prix de vente**, connaître votre **seuil de rentabilité**, élaborer des **conditions générales de vente** irréfutables, rédiger des **devis** et des **factures** irréprochables...

Ensuite, certains « fondamentaux » s'imposent au dirigeant d'une société cotée en Bourse comme à l'entre-

preneur individuel : limiter l'endettement en s'efforçant de fonctionner sur les fonds propres, contenir les **délais de paiement** et les ristournes accordés aux clients, gérer au plus juste son stock de marchandises ou de matières premières... Ces **principes de gestion** se traduisent par des calculs, chiffres, tableaux et ratios. Ils peuvent vous rebuter si vous n'avez pas la fibre comptable ou si vous n'avez jamais été confronté à la création d'entreprise.

Vous réaliserez vite qu'il s'agit de gagner du temps, de prévoir et d'anticiper à toutes les étapes de votre activité pour vous consacrer à l'essentiel : trouver et trouver encore de nouveaux clients !

## LE CALCUL DE VOTRE PRIX DE VENTE

Un entrepreneur ne peut pas se contenter de décider le prix de vente de ses marchandises ou le tarif de ses prestations de service en fonction de « ce qui se pratique habituellement » dans sa branche. Un prix de vente ne se jauge pas : il se calcule. Cette étape primordiale conditionne votre capacité à dégager un **revenu** et à rendre pérenne votre petite entreprise. D'autre part, bien connaître votre marge vous place dans de meilleures conditions lors d'une négociation avec un client.

### Prix de revient et marge commerciale

Le prix de vente se détermine en fonction du prix de revient auquel s'ajoute la marge commerciale.

Le prix de revient est constitué de l'ensemble des dépenses TTC engagées pour votre activité :

- achats (matière première, emballage, livraison, téléphone, etc.) ;

- fabrication (main-d'œuvre, électricité, matériel, fournitures, etc.) ;
- distribution (site Internet, emballage, livraison, frais de port, etc.) ;
- gestion administrative (impression des documents, communication, etc.).

Par ailleurs, une part de la marge commerciale est directement affectée à votre **rémunération** d'entrepreneur. Cette marge doit prendre en compte le positionnement tarifaire de vos concurrents sur le même secteur géographique. Vendre systématiquement moins cher que vos concurrents ne constitue peut-être pas un bon calcul. Offrir plus de service est une autre manière de se montrer aussi plus compétitif.

Au final, votre prix de vente doit s'approcher du **prix « psychologique »** que les clients jugeront acceptable pour un produit ou un service comparable au vôtre.

### **La fausse bonne idée**

En tant qu'auto-entrepreneur vous n'êtes pas soumis à la TVA. Ainsi, vous pourriez croire gagner des parts de marché en vendant vos produits systématiquement réduits de 19,6 %, c'est-à-dire le taux courant de TVA que vos concurrents assujettis appliquent sur leurs ventes de marchandises. C'est un très mauvais calcul ! La TVA que vous faites artificiellement « économiser » à vos clients sur un prix de vente déjà hors taxes, vous l'avez, pour une part, préalablement payée dans vos achats et dépenses réglés en TTC. En agissant ainsi, combien de temps résisterez-vous face à un concurrent qui a de meilleurs **coûts de revient** — il achète en définitive en hors taxes auprès de ses fournisseurs — et une meilleure marge ? Enfin, si à taille de structure égale, votre concurrent plus ancien que vous sur le même créneau vend une marchandise

100 euros TTC, c'est qu'il a peut-être identifié qu'il s'agit d'un prix acceptable pour le client.

## LES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Il s'agit ici de définir une règle du jeu sans équivoque destinée à encadrer les **relations commerciales** entre vos clients et vous. C'est toutefois un **contrat** qui engage les deux parties et dont l'élaboration n'est pas à prendre à la légère. Vos conditions générales de vente doivent servir les intérêts de votre entreprise sans contredire le **droit du commerce** ni le **droit des consommateurs**.



### À retenir

Il peut être opportun d'accorder une réduction forfaitaire en cas de paiement comptant ou dans un délai de x jours, afin d'inciter vos clients à vous régler rapidement.

Les rubriques essentielles, mais non exhaustives, des conditions générales de vente portent sur :

- Votre identité : nom, adresse, nom commercial (si vous en possédez un).
- Votre numéro de SIREN et d'immatriculation au RM ou au RCS si vous êtes concerné ; à défaut, la mention « Dispensé d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) et au répertoire des métiers (RM) en application de l'article L. 123-1-1 du Code de commerce ».
- Les devis : sont-ils payants ? Si oui, doit-on vous les régler à réception ou sont-ils déductibles de la facture ?

- Les conditions de rétraction après acceptation et les pénalités éventuelles.
- Le prix de vente hors taxes : vous devez, le cas échéant, indiquer s'il s'agit d'un prix indicatif soumis à révision et dans quelles conditions s'effectue la facturation d'éventuels frais de déplacement ou de fournitures complémentaires ou de main-d'œuvre (hors taxes)... Indiquez ici que vos tarifs ne sont pas assujettis à la TVA en application de l'article 293 B du Code général des impôts.
- Les délais d'intervention ou de réalisation : s'agit-il de délais contractuels ou donnés à titre indicatif et sans engagement de votre part ?
- Les conditions de retrait, d'envoi ou de livraison de vos marchandises, les frais, les délais et les responsabilités qui en découlent, etc.
- Les conditions de paiement : imposez-vous un règlement au comptant, net et sans escompte, acceptez-vous les acomptes, les paiements différés ?
- La réserve de propriété : cette mention informe votre client qu'il ne devient totalement propriétaire de votre produit qu'après paiement complet du prix (loi n° 80335 du 12 mai 1990).
- Les garanties légales et contractuelles : quels sont les produits ou les travaux couverts, pour quelle durée ; quelles sont les conditions de mise en œuvre ?
- Les délais applicables en cas de contestation ou de réclamation.
- Les conditions d'annulation ou de résiliation de la part du client si l'opération est possible : règles d'exercice, modalités de remboursement des sommes versées, etc.

- Les **pénalités de retard** (lire page 136), le mode de calcul des intérêts dus par le débiteur, etc.
- La juridiction compétente en cas de litige : par commodité, vous choisirez le tribunal de commerce de votre lieu d'activité.

En pratique

Voici un exemple de mention légale que vos conditions générales de ventes peuvent prévoir en matière de pénalités de retard : « *Passé un délai de dix jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le défaut de paiement d'une facture entraîne de plein droit l'application sur les sommes dues du taux d'intérêt légal en vigueur multiplié par cinq, soit 18,95 % pour 2009. Les frais de procédures et les honoraires pour recouvrement de facture sont à la charge du client.* »

L'idéal serait de confier la rédaction de ces **mentions légales** à un juriste ou un spécialiste du droit commercial. Vous pouvez également vous rapprocher de votre **syndicat** ou d'une **association professionnelle** qui aura peut-être à disposition un modèle de conditions générales de vente en rapport avec votre activité. Il peut être utile, aussi, de solliciter l'avis d'un conseiller de l'Agence pour la Création d'Entreprise, de la CCI ou de la Chambre de Métiers dont vous dépendez. En dernier ressort, inspirez-vous des conditions de vente établies par les plus reconnus de vos concurrents. Mais ne vous contentez surtout pas d'un copier-coller ! Assurez-vous ou faites vérifier par un tiers qualifié que votre texte est en conformité avec vos obligations et vos contraintes d'entrepreneur.

Vos conditions générales de vente doivent figurer au bas ou au dos de vos **devis** et **factures** et de manière distincte sur le **site Internet** lié à votre activité.

## VOS DEVIS

Un devis, c'est un peu comme la vitrine d'un magasin : soignez la rédaction et la présentation pour donner envie d'en savoir plus. Vous êtes une « jeune » entreprise : vos éventuels clients — on parle alors de prospects — auront besoin d'être rassurés sur vos compétences et la qualité du travail que vous proposez. Tenez-vous prêt à justifier de vos **compétences** (diplômes, agréments, etc.) et de vos **assurances de responsabilités civiles professionnelles** et, le cas échéant, décennales si vous êtes professionnel du bâtiment.

Soyez réactif lorsque l'on vous sollicite directement ou à la suite d'une prospection commerciale de votre part : ne laissez pas passer plus d'une semaine pour établir et envoyer votre devis. Si possible, adressez-le par courrier électronique et confirmez dans la foulée par courrier. Relancez vos prospects au bout de quinze jours pour vous assurer qu'ils ont bien reçu votre proposition et montrez-vous disponible pour répondre à leurs questions : vos clients apprécieront vos témoignages d'intérêt !

D'une manière générale, établissez un devis dès lors que l'opération envisagée dépasse les 150 euros. C'est même une obligation si vous êtes prestataire du bâtiment. En termes juridiques, ce document est un **pré-contrat** : il vous engage sur le travail à effectuer et le prix de votre intervention ; il engage par ailleurs votre client, dès lors qu'il accepte le devis, sur le montant à payer.

Un devis en bonne et due forme est rédigé en trois exemplaires (un pour vous et deux pour votre client, dont un qu'il vous retournera pour accord) et doit comporter les informations suivantes :

- vos nom, adresse et éventuellement nom commercial ;
- votre numéro de **SIREN** et d'immatriculation au RM ou au RCS si vous êtes concerné ; à défaut, la mention « Dispensé d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) et au répertoire des métiers (RM) en application de l'article L. 123-1-1 du Code de Commerce » ;
- la date de rédaction du devis ;
- le nom du client, son adresse et le lieu d'exécution des travaux ;
- le détail et le prix hors taxes des travaux, prestations de service, matériels (marque, type et modèles doivent être précisés), matériaux et fournitures prévus ;
- le taux horaire de main-d'œuvre s'il y a lieu (hors taxes) ;
- la date de début et la durée de la prestation ;
- le coût éventuel des frais de déplacement (forfait kilométrique et/ou frais au km) ;
- le montant total hors taxes ;
- la mention « **TVA non applicable**, art. 293 B du Code Général des Impôts » ;
- la mention « Exonération de TVA, article 262 ter I du Code Général des Impôts » **pour les livraisons intracommunautaires** ;
- la période de validité du devis ;
- les conditions de réservation (versement d'acompte ou d'arrhes) et de paiement du solde ; attention : préférez un acompte aux arrhes qui ouvrent la possibilité à votre client de se rétracter ;
- les conditions de paiement (au comptant, à réception de facture, à réception des travaux, etc.) ;



- le caractère gratuit ou payant du devis ;
- les conditions générales de vente ;
- votre signature ou le cachet de l'entreprise.

Plus votre devis sera précis et détaillé, moins vous devrez consacrer de temps à rédiger la facture associée.

Si votre proposition lui convient, votre client doit vous retourner un exemplaire du devis avec :

- sa signature ;
- la date ;
- la mention manuscrite « Bon pour accord » et « Devis reçu avant début des travaux » ;
- un chèque d'arrhes ou d'acompte.



### À retenir

Si la signature du contrat de vente ou du bon de commande se fait au domicile ou sur le lieu de travail de votre client non professionnel ou à distance (e-commerce), la réglementation du démarchage à domicile s'applique : le client dispose de sept jours pour se rétracter. Vous ne pouvez pas non plus lui demander de verser de l'argent avant ce délai (le jour de la signature ou de la commande ne compte pas).

## VOS FACTURES D'ACHAT ET DE VENTE

Vous devez fournir une facture à vos clients au plus tard après paiement des marchandises, à réception des travaux ou à l'issue de votre prestation de service. Ce document possède à la fois une **valeur juridique** et comptable. Il constitue une preuve d'exécution de la

prestation pour l'administration fiscale, votre assureur et les tribunaux en cas de litiges.

La facture finale (ou éventuellement les factures intermédiaires), conforme au devis, établie en double exemplaire, comporte les éléments suivants :

- vos nom, adresse et éventuellement nom commercial ;
- votre numéro de SIREN et d'immatriculation au RM ou au RCS si vous êtes concerné ; à défaut, la mention « Dispensé d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) et au répertoire des métiers (RM) en application de l'article L. 123-1-1 du Code de Commerce » ;
- la date de facturation ;
- le numéro de facture ;
- le nom du client, son adresse et le lieu d'exécution des travaux ;
- le détail et le prix hors taxes des travaux, prestations de service, vente de produits ou matériels (marque, type et modèles doivent être précisés) et matériaux ;
- le taux horaire de main-d'œuvre s'il y a lieu (hors taxes) ;
- le récapitulatif des montants hors taxes ;
- la mention « TVA non applicable, art. 293 B du Code général des impôts » ;
- votre numéro de TVA intra-communautaire pour toute vente à l'intérieur de la CEE (lire page 111) ainsi que la mention « Exonération de TVA, article 262 ter I du Code général des impôts » ;
- le rappel des acomptes ou des arrhes déjà versés ;
- s'il y a lieu le montant de devis déjà payé qui vient en déduction ;

- la date de règlement ; soyez précis et oubliez les mentions du type « payable à 30 jours fin de mois » qui ne pourront que vous desservir ; indiquez une date précise au format jour/mois/année ;
- éventuellement le détail des remises, ristournes, rabais et taux d'escompte pour paiement comptant ;
- les pénalités en cas de retard de paiement ;
- les garanties légales et contractuelles attachées à vos produits et/ou services ;
- les conditions générales de vente ;
- votre signature ou cachet de l'entreprise.



### À retenir

La loi impose des mentions supplémentaires pour les factures émises dans le cadre d'une vente à distance (Internet, vente par correspondance, etc.). En complément des libellés obligatoires, vos factures doivent indiquer l'existence d'un délai de rétractation et ses modalités d'application : le client peut retourner tout produit au vendeur pour échange ou remboursement, sans pénalité, et dans un délai de sept jours à compter de la livraison. Seuls les frais de retour sont à la charge du client.

## La facturation entre professionnels

Vous établirez obligatoirement une facture en double exemplaire, remise au moment de la livraison de la marchandise ou à la fin de l'exécution de la prestation. La mention « TVA non applicable, article 293 B du CGI » devra être portée sur vos factures, y compris lorsque votre client professionnel est assujéti de son côté à cette taxe. Lorsque vous achetez un produit ou

une prestation de services à un professionnel dans le cadre de votre activité, vous devez obligatoirement obtenir une facture. Le non-respect de cette réglementation constitue un délit puni d'une amende de 75 000 euros.

### **Facturer à un particulier**

Dans le cadre d'une vente de marchandise ou de produits à un particulier, la facturation n'est pas obligatoire, mais vivement recommandée pour désamorcer tout litige ultérieur.

Lorsque vous vendez une prestation de service dont le montant atteint ou dépasse 15 euros, la fourniture d'une facture s'impose (arrêté 83-50/A du 3 octobre 1983). Elle sera établie en double exemplaire. L'original est remis au client et le double conservé par vous. Pour les prestations dont le prix est inférieur à 15 euros, la facture n'est pas obligatoire, sauf si le consommateur la demande expressément.

**Toute infraction sur l'existence ou le contenu d'une facture est sanctionnée d'une contravention de 1 500 à 3 000 euros en cas de récidive.**

En pratique

Sur le site officiel de l'auto-entrepreneur ([www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr)), vous trouverez un modèle simplifié de facture. Vous pouvez l'utiliser tel quel ou l'adapter à vos besoins.

### **Établir une facture d'avoir**

Un remboursement que vous devez à votre client se traduit par l'établissement d'une facture d'avoir établie en deux exemplaires. Cette opération peut avoir plusieurs origines :

- Votre client bénéficie d'un escompte pour paiement anticipé.
- Il s'est produit un événement (retour de marchandises, exercice du **délai de rétractation**, etc.) après l'établissement de la facture.

Cette facture doit comporter la mention « **Avoir** » accompagnée de :

- un numéro de facture d'avoir ;
- les références de la facture initiale ;
- le montant hors taxes de la remise consentie au client.



#### À retenir

Sous le régime de la micro-entreprise, l'auto-entrepreneur doit pouvoir justifier de toutes ses ventes et de ses achats. À chaque opération, il devra conserver une copie des factures adressées à ses clients et exiger, puis archiver, l'ensemble de ses factures d'achat.

## COMMENT SE FAIRE PAYER ?

Agissez avec méthode et rigueur à toutes les étapes de la vente. En amont, vous avez eu la prudence de faire signer à votre client un **devis** ou un **bon de commande**. Vous produirez ce document comme preuve de la réalité de la commande s'il faut en arriver à un **recouvrement judiciaire**. En aval, le bon de livraison ou le récépissé d'achèvement des travaux que vous faites émarger à votre client indiquera, si nécessaire, que vous avez respecté vos engagements en tant que vendeur ou prestataire.

Une fois ces précautions établies, nous avons vu dans le chapitre précédent qu'il est préférable de vous faire payer en monnaie scripturale (chèque, virement bancaire ou postal, paiement électronique). Cela vous évite d'avoir à gérer une **caisse** et à établir des reçus et vous permet de garder une trace de la transaction en cas de litige.

Au-delà de 3 000 euros, un particulier a de toute façon obligation de vous régler autrement qu'en liquide (et au-delà de 460 euros pour un acompte). Un professionnel, lui, ne pourra pas vous payer en **espèces** si la facture dépasse 1 100 euros (art. L. 112-8 du **Code monétaire et financier**). Une bonne habitude consiste à agraffer à l'exemplaire de votre facture client une photocopie du chèque de règlement. Vous ne gaspillerez pas votre temps en recherches si un problème se présente. Ne perdez pas de temps non plus pour établir et envoyer vos factures, une fois la vente réalisée ou la prestation achevée. Ne donnez pas le sentiment à vos clients que vous n'êtes pas pressé d'être réglé et souvenez-vous de cet adage : « Facturer, c'est bien... être payé, c'est encore mieux ! »

### **Le Chèque Emploi Service Universel (Cesu)**

La loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne a instauré le Cesu. Il permet à un particulier de rémunérer et de déclarer directement un salarié à domicile, ou de régler la facture d'un prestataire de services, et de bénéficier d'un crédit ou d'une réduction d'impôt sur le revenu.

Le Cesu se décline sous deux versions : le Cesu bancaire et le Cesu préfinancé. C'est ce dernier qui vous concerne en tant qu'auto-entrepreneur. Il s'agit

d'un moyen de paiement — sur le modèle des tickets restaurant à montant prédéterminé — financé en tout ou partie par les entreprises, les comités d'entreprise ou les employeurs publics pour leur personnel. Il permet au bénéficiaire de vous rémunérer dès lors que vous êtes titulaire d'un agrément « services à la personne » délivré par la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) de votre lieu d'exercice. Pour accepter en paiement les Cesu préfinancés, vous devez également être référencé auprès de la centrale de remboursement et de collecte des Cesu, le **CR-Cesu** (voir les coordonnées en annexe). C'est cet organisme qui créditera votre compte bancaire du montant correspondant à la valeur faciale des titres que vous lui aurez remis. Pour connaître le détail de la procédure d'encaissement, nous vous recommandons de contacter la Fédération des entreprises de services à la personne ([www.fesp.asso.fr](http://www.fesp.asso.fr)).

## Les délais de paiement

Si vous projetez de travailler avec une clientèle de professionnels, vous allez vite constater que le non-respect des **dates de règlement** est bien ancré dans les habitudes. À tel point que début 2009, le législateur a dicté de nouvelles règles à toutes les entreprises commerciales, industrielles ou artisanales : les **délais de paiement** accordés entre professionnels ne peuvent plus dépasser, au choix, quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture (à compter de la date de réception des marchandises dans les DOM-TOM). Seules quelques branches d'activités (automobile, agroalimentaire, transport, etc.) continuent de fonctionner avec des délais spécifiques. Lorsque le délai

de paiement n'est pas précisé dans les documents contractuels (conditions générales de vente, devis, bons de commande, facture), c'est un délai de trente jours qui est retenu d'office.

En dépit du cadre légal, vous serez toujours pris entre le marteau et l'enclume en période de démarrage de votre activité. D'un côté, vos fournisseurs exigeront un paiement à livraison, car vendre à une jeune entreprise présente un risque pour eux. De l'autre, il faudra relancer vos clients pour être payé. Si vous ne pouvez pas faire autrement, renseignez-vous *a minima* sur la **solvabilité** de vos interlocuteurs par le biais de sites Internet comme [www.infogreffe.com](http://www.infogreffe.com) ou [www.societe.com](http://www.societe.com). Autre solution : souscrire une **assurance contre les impayés**. Quoi qu'il en soit, si un client vous fait comprendre que votre souplesse sur les délais de paiement serait un argument favorable pour remporter un marché, demandez-vous si le jeu en vaut la chandelle : un auto-entrepreneur n'a pas vocation à devenir le banquier de ses clients en leur faisant crédit.

Avec une clientèle de particuliers, vous devriez rencontrer moins de difficultés. Encore faut-il, nous le répétons, ne pas prendre de retard dans l'envoi de vos factures. Plus vous attendez pour facturer, plus augmentez le risque de contestation ou de réclamation.

### **Avoir l'œil sur vos encaissements**

Profitez de la phase de préparation de votre projet pour mettre au point un tableau de suivi des paiements clients sur le modèle que nous vous proposons ci-après.



**Tableau 9 – Suivi des règlements clients**

Client	Facture n°	Date d'envoi	Date initiale de paiement	Paiement reçu le	Écart avec date initiale	Nbre de jours de retard

Utilisez un grand cahier ou un tableur dressé sur ordinateur. Ce dernier présente un avantage : vous pouvez faire des tris sur différentes colonnes, établir une statistique sur les habitudes de paiement de vos clients et repérer d'un clic les « urgences » à relancer. Nous vous recommandons un suivi régulier, hebdomadaire au minimum, si vous générez beaucoup d'opérations.

### Les impayés

Une facture client qui reste en souffrance n'est pas une catastrophe en soi si vous êtes armé pour gérer la situation. Dans un premier temps, agissez à l'amiable : adressez à votre client indélicat une relance par lettre simple. À défaut de réponse dans le délai d'une semaine, vous monterez en gamme avec l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception dans laquelle vous le mettrez en demeure (les termes sont importants) de payer sa dette sous huitaine. Dans ce courrier, vous indiquerez subir un dommage du fait du retard de paiement et que « *la présente mise en demeure fait courir les intérêts moratoires et les pénalités de retard, conformément à l'article 1153, alinéa 3 du Code Civil* ». Ce sera votre dernier effort avant d'engager une procédure judiciaire : injonction de payer, assignation en paiement ou assignation en référé-provision.



### À retenir

Vous êtes libre de fixer le taux des pénalités facturées à vos clients en cas de retard de paiement. Ce taux ne peut désormais être inférieur à trois fois le taux de l'intérêt légal soit 11,37 % ( $3,79 \% \times 3$ ). Les pénalités courent dès le lendemain de la date de règlement indiquée sur la facture. Pour rappel, enfin, le taux et les modalités d'application des pénalités de retard doivent apparaître dans vos conditions générales de vente et sur vos factures.

À l'issue d'une première relance restée sans suite, vous pouvez aussi adresser par huissier de justice une **sommation de payer**. C'est une voie généralement efficace, mais qui vous fera sans aucun doute perdre un client par la même occasion. Mesurez-en le risque.

## VOTRE RÉMUNÉRATION

Lorsque vous créez une entreprise, c'est pour en tirer un **revenu**. Question de vocabulaire : en tant que chef d'entreprise, vous vous versez une rémunération et non un **salaire**. Reste à savoir quel est le montant de ce revenu et quand vous pouvez vous le verser ?

Première précision en ce qui concerne le montant, il n'est pas égal au **chiffre d'affaires** encaissé. En effet, sur ce chiffre d'affaires, vous avez des cotisations sociales et éventuellement l'impôt sur le revenu à payer.

Pour vous lancer, vous avez peut-être souscrit un **emprunt bancaire**. Il faudra donc décaisser les mensualités.

Ensuite, si vous faites du commerce de marchandises, vous avez à régler vos fournisseurs. Il vous faut donc prendre en compte le paiement des marchandises en fonction de vos échéances, soit au comptant à la livraison, soit selon des délais négociés avec vos fournisseurs.

Enfin, vous louez peut-être un local (pour lequel vous utilisez de l'électricité) et/ou du matériel, ce sera donc là encore des coûts à déduire du chiffre d'affaires.

Votre revenu est donc le chiffre d'affaires auquel vous soustrayez les charges sociales, les charges fiscales (uniquement en cas d'option au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu), le coût des marchandises à acquitter sur la période à venir pour les commerçants, l'éventuel remboursement d'un emprunt et les autres dépenses liées à votre activité (loyer, location de matériel...) sur la même période. Pour ces trois types de dépenses, les soustraire signifie laisser les sommes équivalentes disponibles sur le compte. On peut alors parler de **fonds de roulement**. C'est-à-dire que vous laissez sur le compte l'argent nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. Ceci vous évite d'avoir recours aux « facilités de trésorerie » que proposent les banques pour faire face à ces dépenses le moment venu. Ces « facilités » ne sont rien de moins que des découverts autorisés, qui vous coûtent des agios.

Par « période », entendez le mois ou le trimestre. Par souci de simplification, versez-vous le solde (par chèque ou virement bancaire pour conserver une trace de ces mouvements) après vos déclarations de chiffre d'affaires mensuelles ou trimestrielles.

## En pratique

Pour le deuxième trimestre 2009, vous avez réalisé 6 000 euros de chiffre d'affaires en prestations de bricolage. Vous louez un bureau pour 300 euros mensuels, charges et téléphones compris que vous réglez en début de chaque mois. Courant juillet, vous déclarez 6 000 euros de chiffre d'affaires. En ôtant les charges sociales, fiscales (en admettant que l'option a été souscrite) et locatives (en prévision des futurs loyers à payer), vous pouvez vous verser :  $6\,000\text{ €} - 1\,380\text{ €} - 900\text{ €}$ , soit 3 720 euros pour le trimestre.

## PILOTER VOTRE ENTREPRISE

Pour accompagner le développement de votre entreprise individuelle, il vous faut des outils de pilotage adaptés. Ces **indicateurs** ont vocation à restituer une « photographie instantanée » de l'activité. Leurs objectifs sont de :

- déceler les écarts de chiffre d'affaires par rapport aux prévisions ;
- contrôler le niveau des dépenses de fonctionnement ;
- surveiller la trésorerie ;
- analyser le panier moyen par client ;
- étudier le ratio de transformation devis/commande client, etc.

Grâce à ce **tableau de bord** vous devriez pouvoir anticiper votre croissance et corriger les situations à risque. Il existe différents tableaux de bord de gestion dressés à partir d'indicateurs économiques (factures, marge, chiffre d'affaires par client ou par produit, résultats et coûts d'exploitation), physiques (gestion du stock, approvisionnement, livraison) et de suivi de

projet. Votre tableau de bord à vous, auto-entrepreneur, doit être à la fois simple — vous ne devez pas passer des heures à chercher les données —, adapté à votre activité et logique — vous utiliserez toujours la même méthode de calcul d'une période à l'autre. Dans l'idéal, vous réviserez vos tableaux de bord une fois par semaine et, au pire, une fois par mois. Inutile de multiplier les indices : deux ou trois tableaux adaptés à vos besoins de pilotage suffisent.

Voici un modèle illustré de tableau de bord simplifié (à adapter), que nous commentons ensuite.

**Tableau 10 - Suivi d'activité en 2009 <sup>1</sup>**

	Mai	Juin	Juillet	Août
<b>Chiffre d'affaires</b>	1 800	1 600	2 200	200
<b>Report du gain du mois précédent</b>	500	843	865	909
<b>Recette cumulée</b>	2 300	2 443	3 065	1 109
<b>Charges fixes</b>	(90)	(90)	(130)	(130)
<b>Dépenses variables</b> - achats - électricité - fournitures (...)	(180)	(210)	(749)	(30)
<b>Cotisations sociales (21,3 %) calculées sur le chiffre d'affaires du mois précédent</b>	(319)	(383)	(341)	(467)
<b>Impôt (1,7 %) calculé sur le chiffre d'affaires du mois précédent</b>	(25)	(31)	(27)	(37)
<b>Rémunération</b>	(843)	(864)	(909)	?
<b>Gain net en fin de mois</b>	843	865	909	445

1. Les sommes entre parenthèses viennent en déduction.



### À retenir

La phase de mise en place de votre entreprise individuelle est le moment privilégié pour vous doter d'outils de pilotage. Une fois atteint votre rythme de croisière, vous manquerez probablement de temps pour le faire.

### Commentaires

Pour cet exemple, nous nous basons sur un auto-entrepreneur prestataire de services à la personne. Il a opté pour le versement libératoire mensuel de ses charges fiscales et sociales. Il est en activité depuis plus de quatre mois et décide de se rémunérer dans la limite de 50 % de ses recettes.

En mai, notre artisan réalise un chiffre d'affaires de 1 800 euros, a dégagé un excédent de 500 euros le mois précédent, a des charges fixes (loyer, assurances, abonnements divers) de 90 euros et des dépenses variables (achat de matériel, électricité, déplacements, etc.) de 180 euros. Le même mois, il doit également payer ses charges sociales et fiscales calculées sur le chiffre d'affaires du mois précédent (1 500 euros en avril dans notre exemple). Compte tenu du mois écoulé, il table sur une activité de niveau équivalent en juin. Il se rémunère 843 euros et laisse sur le compte professionnel 843 euros pour faire face à ses dépenses du mois prochain.

En juin, ses charges variables augmentent légèrement. Il décide de se rémunérer 864 euros et laisse sur le compte bancaire de l'entreprise 865 euros.

En juillet, notre entrepreneur augmente son chiffre d'affaires. Comme il a dû travailler plus, ses dépenses ont augmenté. Ce mois-là, il souscrit un abonnement

à l'Internet mobile et achète un ordinateur portable pour ses déplacements en clientèle. Il se rémunère 909 euros. Pour le mois suivant, il s'attend à une baisse notable de chiffre d'affaires, car il envisage d'interrompre son activité durant trois semaines.

En août, ses recettes ont effectivement diminué, ainsi que ses dépenses variables. Malgré tout, ses charges fixes restent à un niveau constant. Une fois déduit le paiement des cotisations sociales et de l'impôt, il ne lui reste plus que 445 euros en banque. S'il décide d'en prélever la moitié au titre de son revenu, il lui restera à peine de quoi assumer toutes ses sorties d'argent du mois de septembre. Il décide de ne pas se rémunérer.

Sans la vision « panoramique » que lui procure ce tableau de bord, notre artisan aurait peut-être été confronté à des difficultés de trésorerie en septembre 2009. Il a pu prendre la bonne décision à temps.

### **Calculez votre seuil de rentabilité**

C'est là un indicateur précieux dans le panel des outils de pilotage du dirigeant, qu'il soit commerçant, artisan ou professionnel libéral. Le seuil de rentabilité ou point mort sert à vérifier si les prix de vente que vous pratiquez couvrent vos charges. Il existe plusieurs formules de calcul plus ou moins complexes. Nous vous proposons celle-ci :  $CA - (CF + CV) \geq 0$ .

Ici, CA signifie chiffre d'affaires et CF et CV représentent les charges fixes (dont la rémunération que vous prélevez) et les charges variables. Si la formule fait ressortir un résultat positif, c'est bon signe : vous disposez de ressources supplémentaires pour la croissance de votre entreprise et votre rémunération.

Le seuil de rentabilité peut aussi se décliner en montant moyen de ventes à réaliser par jour ou semaine ou bien encore en unités (marchandises ou prestations) à vendre par jour.

Évaluer le seuil de rentabilité de votre auto-entreprise vous permet donc de calculer le montant de recettes à partir duquel votre activité est viable. Ainsi, vous saurez si ce niveau de chiffre d'affaires est facilement réalisable ou pas. Un point mort qui ne peut pas être atteint se traduit immédiatement par un déficit de trésorerie. Vous serez contraint de le combler en diminuant vos revenus ou en approvisionnant le compte par des sources externes : crédit bancaire, apport personnel, etc.

### **Le « bon plan »**

Il existe des outils de gestion simples et gratuits à télécharger sur Internet. Dernièrement, un célèbre éditeur de logiciels de comptabilité, en partenariat avec l'APCE, a mis en ligne une solution de gestion complète et gratuite. Ciel Auto-entrepreneur Facile comprend les fonctions essentielles à un suivi complet d'activité :

- devis ;
- factures ;
- avoirs ;
- gestion des règlements ;
- rapport de vente ;
- livre des recettes et registre des achats ;
- annuaires clients et fournisseur ;
- tableau de bord avec intégration des principaux indicateurs.

Le logiciel fonctionne sur les plates-formes Mac et Windows. On peut le télécharger sur Internet à



l'adresse [www.ciel.com/ciel-logiciel-auto-entrepreneur.aspx](http://www.ciel.com/ciel-logiciel-auto-entrepreneur.aspx) (formulaire simple à remplir). Notez qu'une version payante (99 euros TTC) est accompagnée d'un abonnement à une assistance téléphonique dédiée au logiciel.

## **LA LIMITE DANS LE TEMPS**

Vous devenez auto-entrepreneur pour une durée indéterminée. Vous ne sortirez de ce cadre légal que dans les cas suivants :

- Vos recettes dépassent les plafonds de 80 000 euros ou 32 000 euros (selon votre activité).
- Vous souhaitez exercer sous un autre régime fiscal que celui de la micro-entreprise (par exemple, pour pouvoir déduire charges et frais de fonctionnement de votre revenu).
- Vous souhaitez être assujetti à la TVA.
- Vous souhaitez adopter une autre forme d'entreprise pour accueillir des associés, solliciter des apports en capital, recruter du personnel, etc.
- Vous n'avez pas déclaré de chiffre d'affaires pendant un an (douze mois ou quatre trimestres civils).
- Vous décidez de mettre fin à votre activité.



# Chapitre 10

## Développer votre auto-entreprise

L'auto-entrepreneuriat est un formidable outil pour débiter une activité sans prendre nécessairement de risque. Mais lorsque l'on crée une entreprise, il existe tout de même un « risque » : qu'elle se développe. Si vous souhaitez que cette activité reste dans le cadre de l'auto-entrepreneuriat, vous devrez maîtriser votre chiffre d'affaires. En revanche, si vous souhaitez faire croître votre entreprise, il va falloir envisager des changements. Une sortie du régime s'avérera même probable. Dans ce cas, vous devrez bien négocier ce passage qui n'a rien d'anecdotique, ne serait-ce qu'au niveau des charges sociales et fiscales. En changeant de régime, voire de statut, leur montant sera différent et leur paiement différé. Cette caractéristique peut déstabiliser les auto-entrepreneurs, habitués au versement libératoire.

## L'IMMATRICULATION VOLONTAIRE

En tant qu'auto-entrepreneur, vous êtes dispensé d'immatriculation au RCS pour les activités commerciales ou au RM pour les activités artisanales. Si cela constitue une économie en argent et parfois en temps (dispense du stage de préparation à l'installation de quatre jours pour les artisans) lors du lancement, l'absence d'immatriculation peut constituer un obstacle.

En effet, fort de votre expérience, vous pourriez être tenté par la **location-gérance** d'une « affaire qui tourne » mieux. Ce contrat permet l'exploitation d'un fonds de commerce, artisanal ou industriel moyennant le paiement d'une redevance. Sans immatriculation au RCS, la signature de ce type de contrat n'est pas légale. De même, sans immatriculation, il vous est impossible de profiter des services d'une entreprise de **domiciliation**. Enfin, les avantages des baux commerciaux vous resteront inaccessibles sans cet identifiant. Or, un **bail commercial** vous donne la possibilité de louer à long terme (neuf ans), de bénéficier d'un plafonnement du loyer lors de la révision triennale et d'un droit prioritaire lors du renouvellement du bail.

Il est donc parfois indispensable de s'immatriculer. Vous pouvez le faire sans sortir du régime micro-social de l'auto-entrepreneur. Le législateur a voulu cette démarche facultative pour simplifier les formalités de création, mais ne l'a pas exclue. Pour vous immatriculer, vous vous rendez au CFE dont dépend votre activité. C'est-à-dire la CCI pour les entreprises commerciales et la CMA pour les artisans. Vous devrez produire différentes pièces, comme l'attestation de non-condamnation pénale et les documents

attestant de vos qualifications nécessaires pour l'activité. Enfin, l'immatriculation aura un coût :

- 62,19 euros au RCS ;
- 130 euros environ au RM.

Artisans, notez que vous n'aurez toujours pas à effectuer le stage de préparation à l'installation, soit une économie de 200 euros et surtout de quatre jours.

Si, de par la nature de votre activité, vous devez être immatriculé, faites-le car le défaut d'immatriculation, lui, vous coûterait très cher. Les sanctions pénales s'élèvent à 3 750 euros pour la non-immatriculation au RCS et 7 500 euros pour la non-immatriculation au RM.

## **DÉPASSEMENT DU PLAFOND DE CHIFFRE D'AFFAIRES**

Votre activité est florissante et votre chiffre d'affaires s'envole. Tant mieux. C'est ce à quoi aspire tout entrepreneur. Toutefois, le bénéfice du régime de l'auto-entrepreneur est soumis à certaines conditions et notamment à des plafonds de chiffre d'affaires, comme nous l'avons vu plus haut. En 2009, les seuils fixés sont à :

- **80 000 euros** pour les activités d'achat/revente de marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place et prestations d'hébergement ;
- **32 000 euros** pour les prestations de services.

Que se passe-t-il si vos recettes franchissent le plafond ? Au-delà d'un certain montant et de certains délais, vous ne pourrez plus prétendre au régime ni à ses atouts : charges sociales calculées au prorata du

chiffre d'affaires, versement libératoire de l'impôt, franchise de TVA et dispense d'immatriculation.

Ainsi, tout n'est pas chamboulé sitôt le premier euro de dépassement. Ni même les mille premiers. Le législateur a prévu une évolution progressive en fonction du dépassement. Vous continuez à bénéficier du régime pendant deux années civiles supplémentaires si votre chiffre d'affaires dépasse le plafond, mais reste inférieur à un « **seuil de tolérance** », soit pour 2009 :

- 88 000 euros pour les activités d'achat/revente de marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place et prestations d'hébergement ;
- 34 000 euros pour les prestations de services.

Après deux années consécutives au cours desquelles le chiffre d'affaires dépasse les plafonds initiaux mais reste en deçà des seuils de tolérance, vous sortez du régime de l'auto-entrepreneur dès la troisième année. Si le chiffre d'affaires dépasse les plafonds initiaux, mais demeure en deçà des seuils de tolérance durant une seule année, vous restez soumis au régime de l'auto-entrepreneur l'année suivante.

### **Au-delà des seuils de tolérance**

En revanche, à tout moment, si vous dépassez les seuils de 34 000 euros ou de 88 000 euros, vous sortez immédiatement du régime de la micro-entreprise, donc de celui de l'auto-entrepreneur. Vous êtes alors redevable de la **TVA** dès le premier jour du mois de dépassement. Vous deviendrez ainsi collecteur de la taxe en la facturant à vos clients. Et vous récupérez celle que vos fournisseurs vous factureront.

En pratique, l'administration vous demandera de payer le solde si le montant de la collecte est plus important que celui à récupérer. Sinon, les services fiscaux vous feront un avoir ou vous rembourseront le solde. Mieux vaut avoir à payer la TVA puisque cela signifie que vous avez plus facturé que payé ! Seul cas où l'inverse n'est pas un indicateur négatif : en cas d'investissement très important, le solde devrait être à votre crédit.

Pour l'année de dépassement, vous entrez de plein droit dans le **régime simplifié d'imposition**. Les versements libératoires fiscaux sont suspendus et ceux déjà effectués sont imputés sur l'impôt sur le revenu du foyer. Quant au régime micro-social, vous ne le perdez qu'au titre de l'année civile suivante.

Si vous sortez du régime de l'auto-entrepreneur pour dépassement des plafonds de chiffre d'affaires, vous devez alors vous immatriculer au RCS ou au RM. Vous disposez d'un délai de deux mois à compter du moment où vous ne remplissez plus les conditions d'auto-entrepreneur (décret n° 2008-1488 du 30 décembre 2008). Pour les coûts d'immatriculation, consultez la partie « L'immatriculation volontaire » de ce chapitre.

## **SORTIR DU RÉGIME POUR INVESTIR**

Si votre chiffre d'affaires s'envole, vous êtes contraint à sortir du régime. *A contrario*, vous pouvez être amené à sortir du régime volontairement pour développer votre affaire, notamment par l'investissement.

Quelle que soit l'option fiscale, un auto-entrepreneur est imposé sur son chiffre d'affaires. Si vous envisagez de lourdes dépenses en matériel, vous ne pourrez pas

les déduire de votre chiffre d'affaires pour le calcul de l'impôt. En société, ces matériels bénéficieraient de la possibilité de les amortir, c'est-à-dire d'en soustraire une partie ou la totalité pour le calcul de l'impôt. Autre inconvénient : étant en franchise de TVA, il vous est impossible de récupérer la taxe sur vos investissements.

Ensuite, le régime de l'auto-entrepreneur limite fortement vos possibilités d'embauche, à commencer par les plafonds du chiffre d'affaires qui laissent peu de marge pour permettre une **embauche**, source potentielle de développement. Ensuite, les frais liés à l'emploi d'un salarié ne seraient pas déduits de votre chiffre d'affaires qui, rappelons-le encore une fois, sert de base de calcul pour vos charges sociales et fiscales.

Enfin, si vous souhaitez vous associer, c'est tout simplement impossible en étant auto-entrepreneur (ce qu'implique la dénomination du régime). Monter une société peut alors constituer la solution.

Pour ces différentes raisons, il s'avère intéressant de sortir du régime de l'auto-entrepreneur, voire du statut de l'entreprise individuelle. Quel que soit le nouveau statut choisi, vous aurez à vous immatriculer au RCS ou au RM. Ce sera automatique si vous comptez « passer » en **société** puisque vous aurez à la créer puis à apporter les actifs de votre entreprise individuelle. Dans d'autres cas, vous devrez engager les démarches. Vous disposez alors d'un délai de deux mois à compter du moment où vous ne remplissez plus les conditions d'auto-entrepreneur (décret n° 2008-1488 du 30 décembre 2008).



## **EMBAUCHER OU SOUS-TRAITER ?**

En théorie, prendre un salarié ou un apprenti lorsque l'on est auto-entrepreneur est possible. Dans la pratique, les limites de chiffre d'affaires ne donnent pas de marge de manœuvre si l'entrepreneur veut se rémunérer également. Autre contrainte : étant obligatoirement soumis au régime fiscal de la micro-entreprise, l'auto-entrepreneur ne peut pas déduire les charges générées par une embauche. S'il souhaite tout de même recruter, l'auto-entrepreneur doit se plier à des formalités obligatoires : déclaration d'embauche à l'URSSAF, paiement des charges patronales et de la taxe d'apprentissage, respect des visites médicales d'aptitude, etc.

L'auto-entrepreneur qui doit faire face à une hausse ponctuelle de son activité ou souhaite pouvoir répondre à un marché important, peut envisager de sous-traiter une partie du travail à un autre auto-entrepreneur qui lui établira une facture. Ce montage est possible et légal car les dispositions réglementaires en matière de sous-traitance n'exigent pas que le sous-traitant soit lui-même immatriculé à un registre professionnel.



## Chapitre 11

# Mettre fin à vos activités

L'auto-entrepreneuriat s'avère un régime d'une grande souplesse pour débiter. Il l'est également pour s'arrêter, du moins si vous êtes à jour de vos versements libératoires, de vos factures fournisseurs, de vos emprunts et de toute autre dépense professionnelle.

Dans ce cas, du fait des versements libératoires des cotisations et contributions sociales, vous n'êtes redevable d'aucun reliquat envers les organismes sociaux. Si en plus, vous étiez soumis au régime micro-fiscal et donc au versement libératoire de l'impôt sur le revenu, là encore, l'administration fiscale ne viendra pas ultérieurement vous réclamer un dû. En revanche, si vous étiez soumis au régime fiscal classique de la micro-entreprise, vous devrez indiquer votre revenu professionnel lors de votre déclaration fiscale personnelle l'année civile suivant la fermeture. Ceci aurait cependant également été le cas si vous n'aviez pas mis fin à vos activités. Quant à la TVA, aucune régularisation n'est prévue non plus puisque vous étiez en franchise.

## **CESSER VOTRE ACTIVITÉ**

Vous n'avez pas de factures de fournisseurs, ni d'emprunt en souffrance. Vous vous êtes toujours acquitté de vos versements libératoires, notamment en les provisionnant sur les recettes encaissées. Et vous désirez cesser votre activité. Dans le cadre général de l'auto-entrepreneuriat, vous n'avez qu'une seule formalité à accomplir : remplir une déclaration de cessation d'activité au CFE dont vous dépendez. Ce devrait être simple et gratuit lorsque le formulaire de radiation sera disponible... Si vous vous étiez immatriculé auprès du RCS ou du RM, le CFE se chargera de vous radier.

Si vous étiez demandeur d'emploi et avez bénéficié de l'aide du Pôle Emploi ou du maintien partiel de votre indemnisation, reprenez contact avec l'organisme. Vous devrez éventuellement vous réinscrire si la fermeture intervient dans les trois ans à compter de votre première affiliation au Pôle Emploi, à laquelle s'ajoute la durée restante de vos droits, que vous toucherez.

## **ABSENCE DE CHIFFRE D'AFFAIRES PENDANT DOUZE MOIS**

« Si vous n'encaissez rien, vous ne payez rien » : telle est la devise des promoteurs du régime de l'auto-entrepreneur. Toutefois, si vous n'encaissez rien pendant douze mois consécutifs, vous n'êtes plus auto-entrepreneur. Au bout d'un an sans chiffre d'affaires, vous ne pouvez plus prétendre à bénéficier du régime.

Deux solutions s'offrent alors à vous : cesser votre activité (voir précédemment) ou poursuivre sous le

régime de la micro-entreprise. Dans ce dernier cas, vous devrez vous immatriculer au RCS ou au RM selon votre activité (aucune immatriculation n'est requise pour les professions libérales).

## CÉDER VOTRE AFFAIRE

Une entreprise sous le régime de l'auto-entrepreneur est — presque — comme les autres. À ce titre, vous pouvez la vendre. Pour rédiger l'acte de cession, mieux vaut toutefois vous tourner vers un avocat spécialiste du droit des affaires. Il vous aidera notamment à fixer le prix de vente et à indiquer les meilleures conditions de votre départ. Vous aurez un imprimé (P2) à remplir et à déposer au CFE.

## LA CESSATION DES PAIEMENTS

Lorsqu'il ne dispose plus des ressources nécessaires au paiement de ses échéances, l'entrepreneur se doit d'entamer une procédure dite de cessation des paiements, la dénomination juridique du **dépôt de bilan**. Dans le cas contraire, il est susceptible d'être poursuivi pour **faute de gestion**. Notez qu'au moment où cet ouvrage était mis sous presse, la procédure n'était pas ouverte aux auto-entrepreneurs.

En revanche, les autres auto-entrepreneurs peuvent se soumettre à la procédure. La déclaration de cessation des paiements et les justificatifs afférents se déposent au greffe du **tribunal de commerce** ou au **tribunal de grande instance** pour les professions libérales. Vous avez à évaluer et reporter votre actif (matériel, stocks, créances sur clients, disponibilités en banque, etc.) et votre passif (dettes fiscales et sociales, dettes bancaires, etc.). Une fois la cessation

déclarée, vous êtes convoqué au tribunal dans un délai compris entre huit et quinze jours. Puis l'entreprise est soumise à la procédure de **redressement judiciaire**. Pendant quatre mois, une période d'observation est instaurée durant laquelle les pouvoirs de l'entrepreneur sont limités. Trois cas de figure existent.

Si, au terme de cette période, il est constaté que l'entreprise est viable (ce qui peut être le cas d'une entreprise en difficulté passagère qui attendait le paiement d'un client important), le tribunal peut décider de poursuivre l'activité en étalant le remboursement de la dette.

Enfin, à tout moment, le tribunal peut estimer que le redressement de la situation est impossible. Il est alors procédé à la **liquidation judiciaire**. Les actifs de l'entreprise sont liquidés et, comme ils ne suffisent pas à couvrir toutes les créances, le patrimoine personnel est saisi à hauteur du montant des dettes. Rappelons-le : l'auto-entrepreneur étant un entrepreneur individuel, le patrimoine personnel et le patrimoine de l'entreprise ne font qu'un (sauf à protéger certains biens par acte notarié). Une mauvaise gestion de votre auto-entreprise vous engage donc personnellement.

Si, au terme de cette période, il est constaté que l'entreprise n'est pas viable en l'état mais qu'un repreneur souhaite relancer l'entreprise, il y a alors **cession d'activité** (peu probable pour une micro-entreprise).

# Annexes

## 1. LES RÉSEAUX D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT

Si les formalités de création et l'administration d'une auto-entreprise sont à la portée de tout le monde, il n'est pas toujours aisé de bien ficeler seul son projet d'entreprise. Il est alors intéressant de faire appel à des conseillers spécialisés qui officient dans des organismes d'accompagnement. Ils vous aideront à réfléchir et à réaliser un dossier en bonne et due forme. Ce formalisme est d'autant plus important si vous avez besoin de financements. Les établissements, privés ou publics, pourvoyeurs de fonds réclameront au minimum un dossier sérieux. Voici une liste d'organismes vers lesquels vous pouvez vous tourner pour bénéficier d'un accompagnement et de financements.

### **L'accompagnement**

Pour vous épauler dans votre réflexion, il existe de nombreux organismes d'accompagnement. Retrouvez ceux qui peuvent vous aider en consultant sur le site de l'APCE ([www.apce.com](http://www.apce.com)) la page « Qui peut vous

aider ? » dans la rubrique « Créateur d'entreprise ». Vous y trouverez des structures d'accompagnement en rapport avec votre situation géographique et personnelle. Voici les principaux organismes vers lesquels les auto-entrepreneurs peuvent se diriger.

### ***La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI)***

*Type d'organisme* : public.

*Réseau* : 170 chambres dans toute la France.

*Missions* : les CCI aident au montage de toutes les entreprises qui entrent dans leur champ d'action, c'est-à-dire toutes sauf celles relatives à l'artisanat. Les agents des CCI mettent leurs compétences au service des créateurs pour établir leur étude de marché, définir leur stratégie commerciale, choisir un statut pour leur entreprise... Au travers de réunions thématiques organisées dans les locaux des CCI, ils mettent également en relation les créateurs et les chefs d'entreprise confirmés. La CCI vous informera des conditions d'exercice des professions réglementées ou qui nécessitent certaines formations. Certaines CCI organisent des réunions d'information gratuites dans leurs locaux sur le régime de l'auto-entrepreneur.

*Site* : [www.cci.fr](http://www.cci.fr)

☎ 0820 012 112 (0,12 €/minute).

### ***La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA)***

*Type d'organisme* : public.

*Réseau* : 107 chambres dans toute la France et 22 chambres régionales.

*Missions* : les CMA assistent les créateurs d'entreprise dont l'activité est l'artisanat. À l'instar des CCI, elles accompagnent le futur chef d'entreprise dans le montage et la mise en œuvre du projet. Fort de leurs



conseils, vous établissez un plan d'affaires complet (étude prévisionnelle, plan de financement, analyse du marché, etc.). C'est également à la CMA que vous vous informerez des formations obligatoires et autres réglementations à respecter pour l'exercice de certaines activités.

*Site* : [www.artisanat.fr](http://www.artisanat.fr)

☎ 0825 36 36 36 (0,15 €/minute).

### ***Les boutiques de gestion***

*Type d'organisme* : structure conventionnée.

*Réseau* : national ; 400 boutiques situées dans 82 départements.

*Missions* : les boutiques de gestion aident les créateurs d'entreprise en leur fournissant des conseils personnalisés et adaptés à leur situation à toutes les étapes de la création et parfois au-delà. Un créateur peut faire appel à la boutique de gestion quel que soit l'état d'avancement de son projet. L'accompagnement dure en moyenne trois mois avec des rendez-vous toutes les deux à trois semaines. Les boutiques de gestion proposent également des formations individuelles ou collectives au futur chef d'entreprise. Les prestations des boutiques de gestion sont payantes, mais, selon votre situation, leur coût peut être pris en charge par le Pôle Emploi, par exemple.

*Site* : [www.boutiques-de-gestion.com](http://www.boutiques-de-gestion.com)

*E-mail* : [rbg@boutiques-de-gestion.com](mailto:rbg@boutiques-de-gestion.com)

☎ 01 43 20 54 87.

### ***Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)***

*Type d'organisme* : association.

*Réseau* : national (120 associations en France).

*Missions* : les CIDFF proposent dans certaines antennes un accompagnement individualisé à la création d'entreprise. Vous y recevrez des informations et parfois une assistance à la préparation de votre projet. Certaines antennes ont monté un club de créatrices. Au travers des réunions avec ces chefs d'entreprise, vous partagerez l'expérience de ces femmes qui se sont mises à leur compte.

*Site* : [www.infofemmes.com](http://www.infofemmes.com)

*E-mail* : [cnidff@cnidff.fr](mailto:cnidff@cnidff.fr)

☎ 01 42 17 12 00.

### ***Entente des Générations pour l'Emploi et l'Entreprise (EGEE)***

*Type d'organisme* : association.

*Réseau* : national (23 délégations régionales et 96 délégations départementales).

*Missions* : l'EGEE dispose de 2 300 conseillers bénévoles qui interviennent gratuitement auprès des créateurs en leur prodiguant des conseils pour le montage financier, les structures juridiques, le plan d'affaires, les démarches administratives, etc. Ils le font gracieusement, mais de manière très encadrée.

*Site* : [www.egee.asso.fr](http://www.egee.asso.fr)

*E-mail* : [contact@egee.asso.fr](mailto:contact@egee.asso.fr)

☎ 01 47 05 57 71.

***Association de Gestion du Fonds  
pour l'Insertion Professionnelle des Personnes  
Handicapées (AGEFIPH)***

*Type d'organisme* : structure conventionnée.

*Réseau* : national (20 antennes régionales).

*Missions* : l'AGEFIPH vient en aide au créateur d'entreprise handicapé. La structure prend en charge un accompagnement personnalisé dans une boutique de gestion, par exemple.

*Site* : [www.agefiph.fr](http://www.agefiph.fr)

☎ 08 11 37 38 39 (coût d'un appel local depuis un fixe).

## **Le financement**

Pour démarrer votre entreprise, vous aurez peut-être besoin de liquidités pour faire face aux premières dépenses : acheter des outils, passer une première commande auprès de fournisseurs, payer les premiers loyers d'un local, etc. Si vous ne disposez pas des fonds personnellement, vous pouvez recourir à des prêts bancaires ainsi qu'à des financements par des organismes spécialisés dans la création d'entreprise. Mieux vaut vous y prendre tôt, plusieurs semaines ou mois pouvant s'écouler entre votre demande d'aide et son versement. C'est là une donnée à prendre en compte dans votre plan de financement. Retenez que le Prêt à la Création d'Entreprise (PCE) est octroyé par de nombreux organismes (comme tous ceux cités ci-après) ainsi que des banques. Le PCE sert à financer les besoins immatériels (fonds de roulement, frais de démarrage, etc.). Les sommes empruntées s'élèvent entre 2 000 et 7 000 euros. Le crédit porte sur cinq ans maximum avec six mois de différé du remboursement du capital et des intérêts, sans garantie, ni caution

personnelle. Un PCE est soumis à la condition de souscrire un prêt bancaire de plus de deux ans et d'un montant au moins égal au double de celui du PCE.

### ***Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE)***

*Type d'organisme* : association.

*Réseau* : national (380 permanences).

*Missions* : l'ADIE propose du microcrédit en direction des sans-emploi et des exclus du crédit bancaire qui désirent créer une entreprise. Ce financement, qui peut également comprendre des subventions et des prêts de matériels (véhicule, ordinateur, stand, etc.), atteint au maximum 10 000 euros. L'association a également lancé le Fonds de dotation ADIE pour l'entrepreneuriat populaire, qui s'appuie sur le régime de l'auto-entrepreneur, un accompagnement spécifique et du microcrédit.

*Site* : [www.adie.org](http://www.adie.org)

☎ 0 800 800 566 (n° vert, appel gratuit depuis un poste fixe).

### ***France Active***

*Type d'organisme* : association.

*Réseau* : national (39 structures appelées Fonds Territoriaux).

*Missions* : France Active donne accès au prêt bancaire aux chômeurs en garantissant leur emprunt jusqu'à 30 500 euros *via* sa filiale France Active Garantie pour un coût de 2 % du montant garanti. La filiale gère également le Fonds de Garantie à l'Initiative des Femmes (FGIF). Le FGIF garantit jusqu'à 70 % du prêt dans la limite de 27 000 euros pour 2,5 % du montant garanti.

*Site* : [www.franceactive.org](http://www.franceactive.org)

☎ 01 53 24 26 26.

### ***France Initiative***

*Type d'organisme* : fédération d'associations.

*Réseau* : national (245 associations).

*Missions* : France Initiative propose des prêts d'honneur sans intérêt, ni garantie personnelle. En 2007, la moyenne des prêts était de 7 400 euros. Outre ce prêt, France Initiative peut également vous aider à monter votre plan de financement. Les associations délèguent aussi un « parrain », cadre ou chef d'entreprise, pour vous épauler lors du démarrage de votre entreprise.

*Site* : [www.france-initiative.fr](http://www.france-initiative.fr)

*E-mail* : [info@france-initiative.fr](mailto:info@france-initiative.fr)

☎ 01 40 64 10 20.

### ***OSEO***

*Type d'organisme* : organisme public.

*Réseau* : national (22 directions régionales et présence dans les DOM-TOM).

*Missions* : en tant qu'Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (ÉPIC), OSEO cofinance votre trésorerie de démarrage, vos frais de publicité... par l'octroi d'un PCE. OSEO garantit également les prêts bancaires qui accompagnent un PCE à hauteur de 70 %.

*Site* : [www.oseo.fr](http://www.oseo.fr)

*E-mail* : [info@oseocontact.fr](mailto:info@oseocontact.fr)

☎ 01 53 89 78 75.

## 2. VOS SOURCES D'INFORMATION

### Le kit de l'auto-entrepreneur

Cet ensemble de documents est accessible en ligne depuis le site Internet officiel de l'auto-entrepreneur ([www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr)) à la rubrique « Documents utiles ». Le kit de l'auto-entrepreneur comprend des fiches d'information ainsi que des modèles et des documents prêts à l'emploi. En matière d'information, vous trouvez donc :

- un guide de vingt-huit pages qui résume les principaux points du régime ;
- une plaquette de quatre pages intitulée « L'auto-entrepreneur en dix points » ;
- un document regroupant des fiches thématiques ayant pour titre :
  - « ACCRE et auto-entrepreneur »,
  - « Assurance chômage et création ou reprise d'entreprise »,
  - « Cumul d'activité par une même personne physique ou au sein d'un même foyer fiscal »,
  - « Les agents publics et le statut de l'auto-entrepreneur »,
  - « Validation des trimestres de retraite au régime de base »,
  - « Le cumul emploi retraite dans les régimes de retraite de base »,
- un document complémentaire pour les agents publics.

Pour les documents prêts à l'emploi :

- un formulaire P0 de « Déclaration de début d'activité » et sa notice officielle ;
- un modèle de livre chronologique des recettes et un modèle de registre des achats ;
- un modèle de facturier.

### **Les textes officiels utiles à l'auto-entrepreneur**

La loi de modernisation de l'économie (LME) n° 2008-776 du 4 août 2008 a instauré un nouveau régime de travailleur non salarié : l'auto-entrepreneur. Texte de loi publié au *Journal Officiel* du 5 août 2008.

Le décret n° 2008-1348 du 18 décembre 2008 relatif au régime de déclaration et règlement simplifiés des cotisations et contributions sociales et de l'impôt sur le revenu des travailleurs indépendants relevant des professions artisanales, industrielles et commerciales.

Le décret n° 2008-1349 du 18 décembre 2008 relatif aux taux applicables à chaque catégorie d'activité des artisans et des commerçants relevant du régime de l'article L. 133-6-8 du Code de la Sécurité sociale.

Le décret n° 2008-1405 du 19 décembre 2008 pris pour l'application de l'article 9 de la LME et modifiant la partie réglementaire du Code de commerce.

Le décret n° 2008-1488 du 30 décembre 2008 portant diverses mesures destinées à favoriser le développement des petites entreprises, pris en application des articles 8, 14, 16, 56 et 59 de la LME et définissant les modalités de déclaration de début d'activité.

Le décret n° 2009-120 du 2 février 2009 relatif au taux applicable aux professionnels libéraux de la section 11 de l'article R. 641-1 du Code de la Sécurité sociale dépendant de la CIPAV dans le cadre du micro-social.

La loi n° 2009-179 du 17 février 2009 relative à la construction et aux investissements, dont l'article 34 permet aux professions libérales relevant de la CIPAV d'opter pour le micro-social.

Auto-entrepreneur et fonctionnaire : art. 25 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, complétée par la loi

**n° 20087-148** du 2 février 2007, le chapitre II du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 et les circulaires du 31 octobre 2007 et du 11 mars 2008 du ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique.

Le **décret n° 98-246** du 2 avril 1998 relatif à la qualification professionnelle exigée pour l'exercice de certaines activités artisanales précise la liste des activités concernées par cette obligation de qualification professionnelle artisanale.

Les **articles L. 161-1-2 et D. 161-1-2, et R. 133-30-4** du Code de la Sécurité sociale et la circulaire DSS/SDFSS n° 2004-224 du 17 mai 2004 relatif à l'exonération des charges sociales des salariés créateurs.

L'**article 88** de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2009 qui modifie les règles en matière de cumul emploi-retraite, accompagné de la circulaire n° 2009/25 du 13 mars 2009 de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

### Les sites Internet

- **Le site officiel de l'auto-entrepreneur :**

[www.lautoentrepreneur.fr](http://www.lautoentrepreneur.fr)

Le site du ministère de l'Économie présente les principales données concernant le statut d'auto-entrepreneur, vous donne accès au formulaire d'adhésion en ligne ainsi qu'à la déclaration de chiffre d'affaires et au paiement afférent.

- **L'Agence Pour la Création d'Entreprise (APCE) :**

[www.apce.com](http://www.apce.com)

Le site, l'un des plus complets, comporte une rubrique dédiée à l'auto-entrepreneur, ainsi que de l'information sur tout ce qui a trait à la création d'entreprise. Vous y trouverez également des infor-



mations sur les étapes de la création, les aides existantes, les organismes à contacter, etc.

Pour les questions se rapportant à l'auto-entrepreneur, l'APCE a également mis en place une assistance téléphonique (08 11 90 00 99, prix d'un appel local) et une adresse électronique (lautoentrepreneur@apce.com).

- **Les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) :** [www.auto-entrepreneur.cci.fr](http://www.auto-entrepreneur.cci.fr)

Les CCI consacrent un site au régime de l'auto-entrepreneur. Les principaux thèmes y sont abordés. Un fil d'actualité est régulièrement mis à jour, dont l'information provient du blog des CCI dédié à ce régime : <http://blog.auto-entrepreneur.cci.fr>.

- **Les Chambres des Métiers et de l'Artisanat (CMA) :** [www.artisanat.fr](http://www.artisanat.fr)

Le site consacre peu d'informations au régime de l'auto-entrepreneur. En revanche, les futurs auto-entrepreneurs qui veulent exercer une activité artisanale y trouveront de nombreux conseils pour monter leur projet.

- **Légifrance :** [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

C'est le site officiel de la diffusion du droit français sur Internet. Retrouvez-y tous les articles de la Constitution, de tous les Codes en vigueur et de tous les textes législatifs et réglementaires.

- **Administration fiscale :** [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr)

Le site officiel de l'administration fiscale propose de l'information sur tout ce qui a trait à vos impôts.

- **Régime Social des Indépendants (RSI) :** [www.le-rsi.fr](http://www.le-rsi.fr)

Toute l'information sur votre couverture et les prestations sociales est à lire sur ce site.

- **URSSAF** : [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)  
 Depuis le site national des URSSAF, vous accédez au CFE dont vous dépendez et à [net-entreprises.fr](http://net-entreprises.fr) pour déclarer et payer vos cotisations sociales. Sinon, vous pouvez vous rendre directement sur [www.net-entreprises.fr](http://www.net-entreprises.fr).
- **CIPAV** (Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse) : [www.cipav-berri.org](http://www.cipav-berri.org)  
 À la rubrique « Cotisations » puis « Affiliation », visualisez la liste des 150 professions libérales dépendantes de la CIPAV pour leur cotisation de retraite.
- **Centre de Formalités des Entreprises (CFE)** : <http://annuaire-cfe.insee.fr/AnnuaireCFE/jsp/Contrôleleur.jsp?service=lcfe>  
 À cette adresse, vous trouverez un outil pour connaître les CFE dont vous dépendez. Vous choisirez ensuite celui qui correspond à votre activité.
- **Les Greffes des Tribunaux de Commerce** : [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr)  
 Vérifiez sur ce site que votre entreprise existe bel et bien. Faites de même avec vos fournisseurs et vos clients.
- **Observatoire des aides aux entreprises** : [www.aides-entreprises.fr](http://www.aides-entreprises.fr)  
 Sur ce site, vous trouverez toutes les aides aux entreprises. En sélectionnant votre localité, vous verrez toutes celles disponibles.
- **Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services** : [www.pme.gouv.fr](http://www.pme.gouv.fr)  
 Le site de la direction du commerce, de l'artisanat, des services et des professions libérales.
- **Administration en ligne pour les PME** : [www.pme.service-public.fr](http://www.pme.service-public.fr)

Site interministériel sur lequel vous trouverez des informations sur vos démarches, vos contacts administratifs, les règlements, etc.

- **Le Salon des entrepreneurs :**  
[www.salondesentrepreneurs.com](http://www.salondesentrepreneurs.com)

Toute l'information sur les trois grands rendez-vous nationaux – Paris, Lyon et Nantes – qui rassemblent en un seul lieu tous les acteurs de la création, reprise, transmission d'entreprise : porteurs de projet, chefs d'entreprise, conseillers et réseaux d'aide et d'accompagnement.

### **Les ouvrages et revues spécialisés**

- *Créer ou reprendre une entreprise*

Auteur/Éditeur : APCE, Éditions d'Organisation.

- *Le guide de la micro-entreprise*

Auteurs : APCE et Laurence Piganeau.

Éditeur : APCE, Éditions d'Organisation.

- *Quel statut pour mon entreprise ?*

Auteur/Éditeur : APCE, Éditions d'Organisation.

- *L'Entreprise* : [www.lentreprise.com](http://www.lentreprise.com)

Ce mensuel ausculte l'actualité de la création et de la gestion d'entreprise à toutes les échelles : de l'entreprise individuelle à la Société Anonyme. Les fiches « Fiscalité », « Juridique » et « Gestion » sont des repères utiles.

- LesEchos.fr :

[www.lesechos.fr/formations/entreprendre/art\\_ent.htm](http://www.lesechos.fr/formations/entreprendre/art_ent.htm)

Consultez l'importante série d'articles intitulée « L'art d'entreprendre ».

### 3. LES ACTIVITÉS RÉGLEMENTÉES

La loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur et l'article 16 de la loi du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat dressent une liste non exhaustive des métiers entrant dans le champ des activités soumises à qualification professionnelle.

I - Entretien et réparation des véhicules et des machines : réparateur d'automobiles, carrossier, réparateur de cycles et motocycles, réparateur de matériels agricoles, forestiers et de travaux publics.

II - Construction, entretien et réparation des bâtiments : métiers de gros œuvre, de second œuvre et de finition du bâtiment.

III - Mise en place, entretien et réparation des réseaux et des équipements utilisant les fluides ainsi que des matériels et des équipements destinés à l'alimentation en gaz, au chauffage des immeubles et aux installations électriques : plombier, chauffagiste, électricien, climaticien et installateur de réseaux d'eau, de gaz ou d'électricité.

IV - Ramonage.

V - Soins esthétiques à la personne autres que médicaux et paramédicaux et modelages esthétiques de confort sans finalité médicale, esthéticien.

VI - Réalisation de prothèses dentaires.

VII - Préparation ou fabrication de produits frais de boulangerie, pâtisserie, boucherie, charcuterie et poissonnerie, préparation ou fabrication de glaces alimentaires artisanales : boulanger, pâtissier, boucher, charcutier, poissonnier et glacier.

VIII - Activité de maréchal-ferrant.

IX - Coiffure.

L'exercice illégal de l'une de ces activités expose l'entrepreneur à des poursuites judiciaires et à une amende de 7 500 euros, prévue par l'article 24 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996.

D'autre part, les professions suivantes ne peuvent être exercées par un auto-entrepreneur que s'il possède et peut justifier des qualifications, agréments, garanties financières et autorisations nécessaires :

- |   |   |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagnement des enfants, personnes âgées ou handicapées</li> <li>• Achat/revente d'animaux domestiques</li> <li>• Agence de mannequins</li> <li>• Agence de presse</li> <li>• Agence matrimoniale</li> <li>• Antiquaire/brocanteur</li> <li>• Assistance administrative à domicile</li> <li>• Assistance informatique et Internet à domicile</li> <li>• Auto-école</li> <li>• Bijouterie</li> <li>• Centre de contrôle technique automobile</li> <li>• Centre de formation</li> <li>• Chambres d'hôtes</li> <li>• Collecte et livraison de linge repassé à domicile</li> <li>• Commissionnaire de transport</li> <li>• Conseiller en investissements financiers/gestion de patrimoine</li> <li>• Courtier en vins et spiritueux</li> <li>• Débit de boissons (licence à obtenir auprès de la préfecture de police)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Débit de tabac</li> <li>• Détective/agent de recherches privées</li> <li>• Diagnostics immobiliers</li> <li>• Diffuseur de presse</li> <li>• Discothèque</li> <li>• École de danse</li> <li>• Entretien de la maison et travaux à domicile</li> <li>• Exploitant de salle de spectacle</li> <li>• Galerie d'art</li> <li>• Garde d'enfants à domicile</li> <li>• Géomètre-expert</li> <li>• Gîtes ruraux</li> <li>• Graineterie/jardinierie</li> <li>• Grande remise</li> <li>• Hébergement de personnes âgées valides</li> <li>• Hôtel</li> <li>• Menuisier</li> <li>• Moniteur de ski</li> <li>• Opticien</li> <li>• Petit bricolage</li> <li>• Petite remise</li> <li>• Pressing, laverie, teinturerie, blanchisserie</li> <li>• Publication d'un périodique</li> <li>• Radio locale</li> </ul> |
|---|---|

- Recouvrement de créances
- Restaurant/vente de denrées à emporter
- Salle de sport
- Services à la personne
- Soutien scolaire et cours à domicile
- Tatouage-piercing
- Travaux de jardinage, y compris le débroussaillage ou l'élagage
- Vidéo-club
- Vitrier

#### 4. LES ACTIVITÉS EXCLUES

Ne peuvent accéder au nouveau régime de l'auto-entrepreneur les entrepreneurs individuels qui comptent exercer dans les domaines et métiers suivants (liste non exhaustive) :

- Les professionnels libéraux qui dépendent d'un régime vieillesse autre que le RSI ou la CIPAV.
- Les activités relevant de la TVA agricole.
- Les activités relevant de la MSA, les travaux forestiers ou d'entreprise agricole (élagage, tronçonnage, etc.). Il en est de même des activités d'accueil touristique réalisées par les agriculteurs sur leur exploitation. Ainsi, l'activité de paysagiste est bien une activité déclarée au CFE de la CCI, mais elle est affiliée à la MSA. Aussi ne peut-elle pas faire l'objet d'une déclaration sous le régime de l'auto-entrepreneur.
- Les artistes auteurs qui relèvent de l'Agessa ou de la Maison des Artistes : auteurs, photographes, écrivains, scénaristes, compositeurs, sculpteurs, graphistes, plasticiens, céramistes, etc. et d'une manière générale les activités qui découlent de la production littéraire scientifique ou artistique.
- Les vendeurs à domicile indépendants.
- Les officiers publics et ministériels, dont les notaires.
- Les militaires en activité.
- Les professions libérales réglementées médicales et paramédicales, comptables ou judiciaires : médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes, orthoptistes, diététiciens, nutritionnistes, puéricultrices, ostéopathes, psychomotriciens, pharmaciens, vétérinaires, experts-comptables, commissaires aux comptes, avocats.

- Certaines activités commerciales ou non commerciales comme la location de matériels et de biens de consommation durable, les ventes de véhicules neufs dans les autres États membres de l'UE.
- Les activités relevant de la TVA immobilière (opérations des marchands de biens, les lotisseurs, agents immobiliers, les opérations sur les parts de sociétés immobilières ; en revanche, la location de fonds de commerce, la location de locaux meublés ou destinés à être meublés peuvent en bénéficier), les locations d'immeubles nus à usage professionnel.
- La pratique de sports lorsque les bénéficiaires ont opté pour une imposition sur la base d'une moyenne des bénéfices des deux ou quatre années précédentes.
- Les opérations sur les marchés à terme, sur les marchés d'options négociables et les opérations sur bons d'option.
- Les professions d'avoués près les cours d'appel, d'huissiers de justice, de commissaires-priseurs judiciaires, d'administrateurs judiciaires, de mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises, de greffiers près les tribunaux de commerce, d'arbitres près les tribunaux de commerce et de commissaires-priseurs habilités.
- Les inventeurs indépendants.
- Le formateur occasionnel rémunéré par un organisme de formation ou d'enseignement.
- Les agents généraux et des mandataires non-salariés de l'assurance et de la capitalisation.
- Les toiletteurs, éducateurs canins, dresseurs, promeneurs de chien, etc.



- Les activités privées de sécurité suivantes : surveillance, gardiennage, transport de fonds, protection physique des personnes, sûreté aéroportuaire, agent cynophile.

Enfin, pour mémoire, le régime de l'auto-entrepreneur n'est pas accessible aux personnes physiques gérantes de sociétés : SARL, SA, etc.

### À retenir

Pigistes, attention ! Contrairement à ce qu'indique par erreur le guide officiel de l'auto-entrepreneur, le métier de journaliste indépendant (pigiste) ne peut pas s'exercer en tant que professionnel libéral. Le Code du travail stipule que les journalistes titulaires de la carte de presse doivent être obligatoirement salariés (art. 7112-1 et suivants du Code du travail).

## 5. LES CHIFFRES CLÉS

### DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

**135 000** : le nombre d'auto-entrepreneurs au premier trimestre 2009.

**80 000 €** : le plafond de chiffre d'affaires annuel à réaliser pour exercer en tant qu'auto-entrepreneur une activité d'achat/revente de marchandises ou de prestations d'hébergement. Un seuil de tolérance est fixé à 88 000 €.

**32 000 €** : le plafond de chiffre d'affaires annuel à réaliser pour exercer en tant qu'auto-entrepreneur une activité de prestations de service. Un seuil de tolérance est fixé à 34 000 €.

**25 195 €** : le seuil par part de quotient familial des revenus 2007 pour bénéficier du versement libératoire de l'impôt. Pour un couple, ce seuil est de **50 390 €** ; pour un couple avec deux enfants, il est de **75 585 €**.

**12 %** : le taux de prélèvement social calculé sur votre chiffre d'affaires pour une activité d'achat/revente de marchandises. Il est de **21,3 %** pour des prestations de services et de **18,3 %** pour les professionnels libéraux qui relèvent de la CIPAV.

**1 %** : le pourcentage de votre chiffre d'affaires à verser en impôt pour une activité d'achat/revente de marchandises. Il se monte à **1,7 %** pour les prestations de services et **2,2 %** pour les professionnels libéraux affiliés à la CIPAV.

**3/4** : le montant de l'exonération de charges sociales la première année pour un auto-entrepreneur qui se lance à compter du 1<sup>er</sup> mai et qui bénéficie de l'ACCRE. Ceci revient à appliquer un taux de 3 % au lieu des 12 % pour une activité d'achat/revente de marchandises par exemple.

**0 €** : le coût des formalités de déclaration de début ou de fin d'activité.

**0 €** : le montant de la taxe professionnelle durant 3 ans si vous bénéficiez du versement libératoire de l'impôt.

**0 %** : le taux de TVA à appliquer. Les auto-entrepreneurs sont en franchise de TVA.

## **6. ENTREPRISE INDIVIDUELLE ET AUTO-ENTREPRENARIAT**

Le statut juridique sous lequel l'auto-entrepreneur exerce est celui de l'entreprise individuelle. On parle aussi d'entreprise en nom propre ou de travailleur indépendant. L'activité peut être de nature commerciale, artisanale ou libérale. L'auto-entrepreneariat permet à l'entrepreneur individuel de bénéficier, en plus, d'un régime dérogatoire en matière d'obligations sociales et fiscales. Le cadre légal de l'entreprise individuelle est adapté à une activité qui présente peu de risques et ne nécessite pas des investissements importants.

### **L'engagement financier**

Aucun capital minimum n'est requis pour démarrer une entreprise individuelle. Les investissements et le besoin en fonds de roulement déterminent l'engagement financier. L'entrepreneur individuel peut souscrire un emprunt bancaire.

### **La responsabilité personnelle**

L'entrepreneur individuel est responsable de ses actes de gestion et de ses dettes professionnelles sur la totalité de ses biens personnels : il n'y a pas de distinction entre les biens de l'entreprise et son patrimoine privé. Le chef d'entreprise peut néanmoins protéger son habitation personnelle par une déclaration d'insaisissabilité devant notaire. Il peut aussi adapter son régime matrimonial pour ne pas exposer les biens de son (sa) conjoint(e).

### **Le fonctionnement**

L'entrepreneur individuel n'est pas tenu de rédiger des statuts qui définissent les règles de fonctionne-

ment de l'entreprise. Il prend seul les décisions liées à son activité et n'a pas à rendre compte de sa gestion ou de bilan à établir. La notion de gérant n'a pas lieu d'être et il ne peut pas y avoir d'associé au sein d'une entreprise individuelle. Un entrepreneur ne peut pas être à la tête de deux entreprises individuelles. Lorsqu'il est officiellement déclaré, le conjoint collaborateur peut participer à la gestion courante de l'entreprise.

### **Le régime fiscal**

L'entrepreneur individuel est imposé sur le revenu dans la catégorie des BIC (commerçants/artisans) ou BNC (professions libérales). Il peut choisir entre trois régimes : le micro, le réel simplifié et le réel normal. Il n'y a pas de notion d'impôt sur les sociétés. L'auto-entrepreneur dépend du régime fiscal de la micro-entreprise avec option possible pour le micro-fiscal et versement libératoire de l'impôt sur le revenu.

### **Le régime social**

L'entrepreneur individuel a le statut social de travailleur non salarié (TNS). À l'exception de la couverture chômage, il bénéficie de la même protection que le régime des salariés. Il peut cotiser à des assurances complémentaires de retraite et de prévoyance. L'auto-entrepreneur ne cotise pour sa protection sociale que sur ce qu'il encaisse réellement.

## 7. TROUVER LES BONS INTERLOCUTEURS

Il est essentiel pour le porteur de projet de ne pas rester isolé et d'identifier, à la fois, les réseaux qui peuvent le conseiller et les futurs interlocuteurs de son auto-entreprise.

Votre situation	À qui s'adresser ?
Quel que soit l'état d'avancement de votre projet...	L'Agence Pour la Création d'Entreprise (APCE) Les réseaux de cadres retraités et chefs d'entreprise qui soutiennent la création ou la reprise d'entreprise : EGEE, France Initiative, Réseau Entreprendre... Les boutiques de Gestion
Votre activité est commerciale	La Chambre de commerce et d'industrie de votre lieu d'installation
Votre activité est artisanale	La Chambre de métiers et de l'artisanat
Vous exercez en professionnel libéral	L'Urssaf
Vous êtes une femme	Le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles)
Vous êtes salarié et vous avez un projet d'activité complémentaire ou de création d'entreprise	La cellule essaimage de votre entreprise (si elle existe)
Vous êtes cadre	L'Apec (Agence Pour l'Emploi des Cadres)
Vous êtes demandeur d'emploi	Le Pôle Emploi
Vous êtes demandeur d'emploi handicapé	Le Pôle Emploi et l'Agefiph (Association pour la Gestion des Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes handicapées)
Vous êtes exclu du marché du travail et du crédit bancaire classique	L'Adie (Association pour le Droit à l'Initiative économique)
Vous êtes porteur d'un projet d'entreprise sociale ou solidaire	L'Avisé (Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques) La CRES (Chambre régionale de l'économie sociale) de votre région

## 8. FORMULAIRE P0 : MODE D'EMPLOI

**Attention :** les données renseignées ici sont fictives. Toutes similitudes avec des informations réelles ne seraient que pure coïncidence.

### **Cadre 1 : entrepreneur**

Dans notre exemple, la personne a déjà créé une entreprise par le passé. Elle coche « oui » et inscrit le n° SIREN à 9 chiffres de cette précédente entreprise.

### **Cadre 2 : identité**

Ici, l'auto-entrepreneur est une femme mariée. Elle indique donc son nom de naissance, « Dupont », suivi de son nom d'usage, « Martin », et ses prénoms séparés par une virgule « Delphine, Jeanne ». Elle remplit ensuite les informations relatives à sa nationalité, sa naissance et son domicile.

### **Cadre 3 : conjoint collaborateur**

Le conjoint de Madame Martin ne participera pas à l'activité. Elle laisse donc ce cadre vierge.

### **Cadre 4 : ACCRE**

Salariée, Madame Martin ne fait pas la demande d'ACCRE. Si elle avait été demandeuse d'emploi, elle aurait coché la case et joint l'imprimé de demande d'aide.

### **Cadre 5 : lieu d'exercice**

Madame Martin veut exercer l'activité de « coiffure à domicile ». Dans ce cadre, à la ligne « Vous exercez votre activité à », elle coche « Votre domicile personnel ». A moins de travailler dans un local hors de votre domicile, elle n'a pas d'adresse professionnelle à renseigner.

### **Cadre 6 : activité**

Madame Martin indique ici la date du début d'activité estimée. Elle exercera l'activité de « coiffure à domicile ». Elle l'écrit à la ligne « Indiquer l'activité la plus importante ». Même s'il s'agit d'une activité complémentaire à son travail salarié, elle coche « Permanente » et précise qu'il s'agit de « Services » et qu'elle exerce « En clientèle ».

### **Cadre 7 : social**

Madame Martin ne compte pas avoir une activité secondaire soutenue. Elle opte donc pour l'option de versement trimestriel. Elle indique son n° de sécurité sociale, précise la situation de son mari et la sienne. Elle indique l'organisme d'assurance maladie des TNS qu'elle a choisi parmi la liste que le CFE lui a remise. Elle inscrit toutes les informations sur sa précédente activité non-salariée. Enfin, elle coche « Salarié ». L'auto-entrepreneuriat n'étant pas son activité principale, elle n'a pas besoin de rattacher quelqu'un à son assurance maladie.

### **Cadre 8 : fiscalité**

En 2007, le foyer de Madame Martin disposait d'un revenu fiscal de 45 000 €. Elle peut donc opter pour le versement libératoire et cocher la case.

### **Cadre 11 : signature**

N'ayant pas d'autre information à renseigner (aucune observation à signaler en cadre 9, ni d'autre adresse à préciser en cadre 10), Madame Martin remplit le cadre 11 et signe. Elle n'a plus qu'à le déposer ou à l'envoyer au CFE compétent, accompagné d'une photocopie certifiée conforme d'une pièce d'identité.





N° 1382101

VOUS NE BENEFICIEZ DE CE REGIME QUE SI VOUS RELEVEZ DU REGIME FISCAL MICRO ET AVEZ OPTÉ POUR LE REGIME MICRO-SOCIAL

Déclaration n° .....  
reçue le .....  
transmise le .....

1 Avez-vous déjà exercé une activité non salariée ☐ oui ☐ non Si oui, rappelez votre numéro unique d'identification : .....

**IDENTITE**

2 NOM DE NAISSANCE ..... Nom d'usage ..... Prénoms .....  
Nationalité ..... Sexe ☐ M ☐ F Né(e) le ..... Dépt. .... Commune / Pays .....  
Domicile : rés., bât., n° voie, lieu-dit .....  
Code postal ..... Commune / Pays .....  
Forain ☐ Commune de rattachement administratif : Code postal ..... Nom de la commune : .....

3 CHOIX D'UN STATUT POUR LE CONJOINT OU LE PARTENAIRE LIÉ PAR UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITE TRAVAILLANT RÉGULIÈREMENT DANS L'ENTREPRISE  
☐ Conjoint ou associé collaborateur pour celui-ci préciser ci-dessous ☐ Conjoint ou associé salarié  
Nom de naissance ..... Nom d'usage ..... Prénoms .....  
Né(e) le ..... Dépt. .... Commune / Pays .....

4 AIDE AUX CHÔMEURS CRÉATEURS OU REPRENEURS D'UNE ENTREPRISE (ACCRE)  
☐ Une demande d'ACCRe est déposée avec cette déclaration, dans ce cas, vous devez remplir l'imprimé spécifique.

**ACTIVITE**

5 Vous exercez votre activité à : ☐ Votre domicile personnel, passez directement au cadre 2 ☐ Une adresse professionnelle, indiquer celle-ci  
rés., bât., app., étage, n° voie, lieu-dit .....  
Code postal ..... Commune .....

6 DATE DE DÉBUT D'ACTIVITÉ : .....

Activité : ☐ Permanente ☐ Saisonnière / ☐ Non sédentaire (Ambulant ou Forain)  
Indiquer l'activité la plus importante .....  
Le cas échéant, autres activités exercées : .....

Si votre activité principale est commerciale ou artisanale, veuillez préciser en ne cochant qu'une seule case.  
Sa nature :  
☐ Commerce de détail ☐ Transport ☐ Services ☐ Import export ☐ Commerce de gros ou intermédiaire du commerce ☐ Fabrication, production  
☐ Montage, installation ☐ Réparation ☐ Bât. travaux publics ☐ Extraction ☐ Autre .....

Son lieu d'exercice :  
☐ Magasin (surface : m2) ☐ Bureau, cabinet ☐ Sur marché ☐ En clientèle ☐ Usine ☐ Atelier ☐ Dépôt, entrepôt  
☐ Sur chantier ☐ Mine, carrière ☐ Autre .....

DECLARATION SOCIALE

Informations strictement confidentielles adressées uniquement aux organismes sociaux

VOUS AVEZ CHOISI L'OPTION MICRO-SOCIAL SIMPLIFIÉE

Option de versement : ☐ trimestriel ☐ mensuel des cotisations

VOTRE N° DE SECURITE SOCIALE : ..... Votre conjoint est-il couvert à titre personnel par un régime obligatoire d'assurance maladie ☐ oui ☐ non

Pour le conjoint ou associé collaborateur, indiquer son N° de sécurité sociale : .....

ASSURANCE MALADIE - Régime actuel : ☐ Régime général ☐ Agricole ☐ Non salarié non agricole ☐ Autre .....

Choix de l'organisme d'assurance maladie des travailleurs non salariés : ..... N° .....

Si exercice antérieur d'une activité non salariée, préciser laquelle : ..... Dépt. .... Commune ..... Date de cessation : .....

Restez-vous simultanément : ☐ Salarié ☐ Salarié agricole ☐ Retraité / Pensionné ☐ Autre ..... Si à l'étranger, indiquer le pays : .....

PERSONNES DEMANDANT À BENEFICIER DE L'ASSURANCE MALADIE DU DECLARANT

Suite sur intercalaire(s) PO

Nom de naissance et prénom	N° de Sécurité Sociale obligatoire (à défaut : date, lieu de naissance et sexe)	Lien de l'enfant scolarisé parenté	Nationalité	Pour les étrangers de plus de 18 ans (sauf ressortissant de l'UE)
		<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		N° du titre de séjour Délivré à ..... Expirant le .....

OPTION(S) FISCALE(S)

VOUS RELEVEZ DU REGIME FISCAL MICRO (BIC ou Spécial BNC)

☐ Option pour le versement forfaitaire de l'impôt sur le revenu calculé sur le chiffre d'affaires ou les recettes

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

OBSERVATIONS :

ADRESSE de correspondance : Déclaré au cadre n° .....  
Code postal ..... Commune ..... Tél. .... Fax / tél. ....

Le présent document constitue une déclaration aux services fiscaux, aux organismes de sécurité sociale, à l'INSEE et s'il y a lieu, à l'inspection de travail.  
Quotisque donné, de nouvelles loi, des indications inexactes ou incomplètes s'exposent à des sanctions.

LE DECLARANT désigné au cadre 2

Certifie l'exactitude des renseignements donnés  
Fait à .....  
Le .....  
Nombre d'intercalaire(s) PO .....  
Formulaire ACCRE : ☐ oui ☐ non

SIGNATURE

## 9. LES QUESTIONS CLÉS

### Chapitre 1. Pourquoi devenir auto-entrepreneur ?

- En quoi est-il intéressant de créer une entreprise en tant qu'auto-entrepreneur ? p. 15
- Quels sont les cas où l'auto-entrepreneuriat apporte une solution idéale ? p. 16
- Quels sont les risques à exercer une activité non déclarée ? p. 19
- Quelle est la meilleure solution entre l'auto-entrepreneur et le portage salarial ? p. 20
- Y a-t-il un intérêt à cumuler auto-entrepreneuriat et portage salarial ? p. 23
- L'auto-entrepreneur peut-il se substituer au salarié ? p. 24

### Chapitre 2. Qui peut devenir auto-entrepreneur ?

- À qui le régime de l'auto-entrepreneur s'adresse-t-il ? p. 25
- Étranger, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 26
- Étudiant, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 26
- Mineur, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 27
- Salarié, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 28
- En tant que salarié, y a-t-il des restrictions à mon activité d'auto-entrepreneur ? p. 29
- Existe-t-il des aides à la création d'entreprise pour les salariés ? p. 30
- Fonctionnaire, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 32
- Retraité, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 36
- Retraité, mes revenus d'auto-entrepreneur m'ouvrent-ils de nouveaux droits ? p. 37

- Je paie déjà des cotisations sur mon salaire ou ma pension de retraite, suis-je exonéré pour mes revenus d'auto-entrepreneur ? p. 37
- Puis-je être auto-entrepreneur et demandeur d'emploi ? p.38
- Quelles sont mes obligations par rapport au Pôle Emploi ? p. 39
- Est-ce que je perds mes droits au chômage lorsque je crée mon entreprise ? p. 40
- Je suis bénéficiaire du RMI ou de l'ASS, qu'en est-il de mes allocations si je deviens auto-entrepreneur ? p. 43
- J'ai besoin d'aide pour le montage de mon projet : vers qui puis-je me tourner ? p. 157
- J'ai besoin de financement : vers qui puis-je me tourner ? p. 161
- Demandeur d'emploi, puis-je être aidé pour monter mon projet ? p. 41
- Existe-t-il des aides financières pour les créateurs demandeurs d'emploi ? p. 41
- Pourquoi ne perçoit-on que la moitié du reliquat de ses droits avec l'aide de Pôle Emploi ? p. 42
- Qu'est-ce que le maintien partiel des allocations chômage ? p. 42
- Ai-je droit à l'ACCRE en tant qu'auto-entrepreneur ? p. 44
- Comment fonctionne l'ACCRE avec le régime de l'auto-entrepreneur ? p. 44
- Ai-je droit au NACRE en tant qu'auto-entrepreneur ? p. 46
- Quelles sont les questions à se poser avant de se lancer ? p. 46
- Comment connaître son besoin de financement ? p. 49

- Entrepreneur individuel déjà en activité, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 50
- Professionnel libéral, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 52
- Gérant d'une EURL, puis-je devenir auto-entrepreneur ? p. 54

### **Chapitre 3. Quelles activités pour l'auto-entrepreneur ?**

- Quels sont les domaines d'exercice accessibles à l'auto-entrepreneur ? p. 57
- Quels sont les plafonds de chiffre d'affaires à respecter ? p. 59
- Quelles sont les activités exclues de l'auto-entrepreneuriat ? p. 61
- Existe-t-il des exigences particulières pour l'exercice de certaines activités en tant qu'auto-entrepreneur ? p. 60
- Ai-je le droit d'exercer plusieurs activités en tant qu'auto-entrepreneur ? p. 61

### **Chapitre 4. Les formalités de création**

- Où est la révolution dans ce régime ? p. 63
- Où se déclarer comme auto-entrepreneur ? p. 64
- Combien coûtent les formalités déclaratives ? p. 69
- Dois-je m'immatriculer au RCS ou au RM ? p. 70
- Que se passe-t-il après la déclaration de début d'activité ? p. 68
- Peut-on s'installer à domicile ? p. 70
- Peut-on louer un local ? p. 72
- Peut-on intégrer une pépinière d'entreprises ? p. 73
- Faut-il ouvrir un compte bancaire professionnel ? p. 74

## Chapitre 5. Vos responsabilités

- Quels sont vos droits, obligations et responsabilités en tant qu'auto-entrepreneur ? p. 75
- À quoi servent les numéros de SIREN et SIRET ?  
Y a-t-il des obligations liées à ces identifiants ? p. 76
- Comment déposer une marque ? p. 77
- Comment mettre à l'abri vos biens personnels et ceux de votre conjoint ? p. 79
- Comment couvrir vos risques professionnels :  
quelles assurances souscrire ? p. 83
- Quel statut pour votre conjoint qui travaille régulièrement à vos côtés ? p. 86

## Chapitre 6. Votre régime social

- Qu'est-ce que cela change d'être auto-entrepreneur en matière sociale ? p. 89
- Quel est le taux des cotisations et des contributions sociales ? p. 90
- Dois-je payer des cotisations sociales si je ne réalise aucun chiffre d'affaires ? p. 95
- Dois-je déclarer un chiffre d'affaires nul ? p. 95
- Une fois les cotisations sociales payées, dois-je m'attendre à des régularisations futures ? p. 90
- Comment et auprès de qui dois-je déclarer mes cotisations sociales ? p. 92
- La déclaration et le paiement en ligne de mes cotisations sociales sont-ils payants ? p. 92
- Quand dois-je déclarer mon chiffre d'affaires et mes cotisations sociales ? p. 93
- Salarié ou retraité, dois-je m'acquitter de toutes les charges sociales ? p. 95
- Quelles sont les prestations sociales qui me sont ouvertes et auxquelles je cotise ? p. 96

- Existe-t-il des différences de prestations pour les professions libérales ? p. 96
- Qui dois-je contacter pour mes prestations sociales ? p. 98
- Comment se calculent mes droits à la retraite ? p. 97
- Quel doit être mon chiffre d'affaires pour valider un trimestre ? p. 98

## Chapitre 7. Vos obligations fiscales

- Quel est le régime fiscal de l'auto-entrepreneur ? p. 101
- Qu'est-ce que le régime fiscal de la micro-entreprise ? p. 107
- Qu'est-ce que le régime micro-fiscal ? p. 103
- Doit-on opter pour le régime micro-fiscal pour être auto-entrepreneur ? p. 104
- Un auto-entrepreneur soumis au micro-social est-il forcément au micro-fiscal ? p. 102
- Tout auto-entrepreneur peut-il opter pour le régime micro-fiscal ? p. 103
- Quels sont les plafonds de ressources pour bénéficier de l'option micro-fiscale ? p. 103
- Qu'est-ce que le versement libératoire de l'impôt sur le revenu ? p. 102
- Quelle est la condition pour bénéficier d'une exonération prolongée de la taxe professionnelle ? p. 110
- Quel est le taux d'imposition ? p. 104
- Sous le régime de la micro-entreprise, quels sont les abattements fiscaux appliqués au chiffre d'affaires ? p. 108
- Qu'est-ce que la franchise de TVA ? p. 110
- La franchise de TVA constitue-t-elle un handicap pour travailler avec des clients professionnels ? p. 111

- Puis-je avoir un numéro de TVA intra-communautaire pour faire des achats dans l'UE ? p. 111

## Chapitre 8. Vos obligations comptables

- Quelles sont les obligations en matière de comptabilité ? p. 113
- Comment remplir le livre des recettes ? p. 115
- Comment remplir le registre des achats ? p. 116
- Faut-il faire appel à un expert-comptable ? p. 113
- Comment surveiller sa trésorerie ? p. 114
- Faut-il adhérer à un Centre de Gestion Agréé ? p. 115
- Où trouver des modèles de livre des recettes et de registre des achats ? p. 116
- Comment gérer les paiements en espèces ? p. 117
- Peut-on déduire ses frais professionnels ? p. 117
- Quels documents faut-il conserver ? p. 118

## Chapitre 9. Gérer votre auto-entreprise

- Comment calculer vos coûts de revient, marge commerciale et prix de vente ? p. 120
- Quel est le contenu des conditions générales de vente ? p. 122
- Quelles clauses pénales prévoir pour limiter les retards de paiement ou les impayés ? p. 124
- Comment rédiger un devis en bonne et due forme ? p. 125
- Comment rédiger une facture en bonne et due forme ? p. 127
- Comment se faire payer ? p. 131
- Quelle politique mener en matière de délais de paiement pour les clients ? p. 133
- Comment suivre les règlements des clients ? p. 134
- Comment gérer les factures impayées ? p. 135

- Combien puis-je me verser ? p. 135
- Qu'est-ce qu'un fonds de roulement ? p. 137
- Quand puis-je me verser une rémunération ? p. 137
- Sous quelle forme puis-je me payer ? p. 137
- Quels tableaux de bord et indicateurs mettre en place pour piloter votre activité ? p. 138
- Comment calculer un seuil de rentabilité ? p. 141
- Le régime de l'auto-entrepreneur est-il limité dans le temps ? p. 142

### **Chapitre 10 – Développer votre auto-entreprise**

- Pourquoi m'immatriculer au RCS ou au RM si j'en suis dispensé ? p. 146
- Combien cela coûte-t-il de s'immatriculer ? p. 147
- Que se passe-t-il en cas de dépassement de mon chiffre d'affaires ? p. 147
- Quelles formalités dois-je accomplir en cas de dépassement du « seuil de tolérance » de plus de deux ans ? p. 148
- Embaucher ou investir : faut-il rester auto-entrepreneur ? p. 151

### **Chapitre 11 – Mettre fin à vos activités**

- Comment mettre fin à une auto-entreprise ? p. 153
- Quelles sont les formalités de clôture d'une auto-entreprise ? p. 154
- Que se passe-t-il au bout de douze mois sans chiffre d'affaires ? p. 154
- Puis-je vendre mon auto-entreprise ? p. 155
- Que se passe-t-il si je ne peux plus faire face à mes échéances ? p. 157



Dans le cadre de sa politique développement durable, Jouve initie en 2007  
une démarche visant à la certification ISO 14001.  
Cet ouvrage est imprimé sur papiers Amber Graphic des papeteries Arctic Paper pour l'intérieur  
et Ensocoat des papeteries Stora Enso pour la couverture.  
Ces papiers sont fabriqués sur des sites papetiers certifiés ISO 14001  
et enregistrés EMAS à partir de fibres d'origine de forêts gérées de manière durable.

*Imprimé en France.* - JOUVE, 11, bd de Sébastopol, 75001 PARIS  
N° 482397U. - Dépôt légal : Avril 2009  
N° d'éditeur : 3848

# LA LIBERTÉ DE TRAVAILLER POUR SOI !

Entré en vigueur début 2009, le dispositif de l'auto-entrepreneur est né pour **faciliter la vie** de tous ceux – étudiants, salariés, chômeurs, retraités... – qui souhaitent se lancer dans l'aventure de la création d'entreprise, développer une activité complémentaire ou tester un projet tout en échappant aux lourdeurs administratives.

Les auteurs de ce guide pratique offrent un **mode d'emploi complet** de l'auto-entrepreneuriat et répondent aux questions essentielles : qui est concerné ? quelle activité exercer ? quels régimes fiscal et social adopter ? quelles responsabilités et obligations comptables ? quels sont les avantages dont bénéficie l'auto-entrepreneur...

Précis et pratique, ce livre accompagne le futur auto-entrepreneur à **toutes les étapes** de son projet : les pièges à éviter et les outils à mettre en place, de nombreux conseils pour gagner en temps et en efficacité, toutes les adresses utiles, les réseaux à solliciter...



Auteur passionné par la création d'entreprise, **Gilles Daïd** est aussi un futur auto-entrepreneur



**Pascal Nguyen** est journaliste et auteur. Il a expérimenté l'entrepreneuriat en 2008 et l'expérimentera à nouveau dans un proche avenir

Code éditeur : 604355 • ISBN : 978-2-712-54355-1

